

**ENQUETE PREPARATOIRE A L'INITIATIVE  
POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE  
ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE  
(INITIATIVE FOR FOOD AND NUTRITION  
SECURITY IN AFRICA: IFNA) :**

**EXPLOITER LES SYNERGIES  
MULTISECTORIELLES POUR AMELIORER  
LA NUTRITION**

**RAPPORT FINAL**

**JUILLET 2018**

**AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (JICA)  
GLOBAL LINK MANAGEMENT INC.**

<b>RD</b>
<b>CR (2)</b>
<b>18-029</b>

## Résumé

### Introduction

La malnutrition existe dans tous les pays de la planète, affectant la vie des gens et causant des dommages économiques significatifs de 11 % du Produit Intérieur Brut (PIB) par an en Afrique et en Asie. La lutte contre la malnutrition est de plus en plus reconnue comme étant l'une des stratégies de développement les plus rentables du monde actuel. Reconnaisant la nécessité d'accélérer les approches multisectorielles de la nutrition, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a joué un rôle moteur dans la formulation de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (Initiative for Food and Nutrition Security in Africa: IFNA), qui a été lancée en août 2016 sous la forme d'initiative continentale à partenaires multiples<sup>1</sup> avec son secrétariat mis en place au sein de l'Union africaine (UA)/Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). La JICA, au nom du Secrétariat de l'IFNA, a chargé l'équipe de consultants de mener l'Enquête préparatoire afin de recenser les politiques et les programmes en cours, d'identifier les lacunes critiques et les domaines potentiels de liaison, et de faire des recommandations sur la manière dont l'IFNA devrait procéder à la formulation des stratégies au niveau des pays, sous le nom de « Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions » (ICSA). Ce rapport présente les constatations des enquêtes préparatoires par pays menées dans les dix pays cibles de l'IFNA<sup>2</sup>, les principaux résultats de l'Atelier consultatif de l'ICSA tenu au Sénégal en avril 2018, ainsi que les recommandations pour le développement de l'ICSA.

Au milieu des diverses initiatives mondiales et régionales en cours d'établissement, l'IFNA, avec ses cinq principes (axé sur les personnes, inclusif, synergique, orienté sur des données probantes et durable), est conçu pour apporter les opportunités/valeurs ajoutées suivantes : Réimpliquer les plateformes agricoles pour améliorer la nutrition ; réorienter l'agriculture et la sécurité alimentaire au profit des personnes vulnérables sur le plan nutritionnel ; lier pour créer des effets de synergie ; combler les lacunes au niveau de l'action pour produire des résultats collectifs sur le terrain ; et fournir une plateforme d'apprentissage mutuel.

---

<sup>1</sup> Les partenaires comprennent l'UA/NEPAD, la Banque mondiale, la FAO, le WFP, l'UNICEF, l'OMS, l'IFAD, la Banque africaine de développement, la JICA et le Japan International Research Center for Agricultural Sciences (JIRCAS). ([https://www.jica.go.jp/activities/issues/nutrition/ku57pq00001p9zjx-att/IFNA\\_Declaration.pdf](https://www.jica.go.jp/activities/issues/nutrition/ku57pq00001p9zjx-att/IFNA_Declaration.pdf))

<sup>2</sup> Les pays cibles de l'IFNA sont le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan. L'Enquête préparatoire a été menée dans chacun des dix pays entre mai et octobre 2017.

## **Paysage des actions multisectorielles en matière de nutrition**

En mettant l'accent sur les liens entre l'agriculture et la nutrition, des acteurs clés jouent des rôles stratégiques, dont notamment : l'établissement de normes et la conceptualisation (IFPRI, FAO, USAID-SPRING, etc.) ; la prise de mesures sur le terrain (Banque mondiale, IFAD, USAID, GIZ, GAIN, etc.) ; la recherche et la génération de données probantes (CGIAR, y compris IFPRI, Tufts University, etc.) ; et la coordination et les liens (UE, UNICEF, etc.). L'IFNA pourrait peut-être maximiser son potentiel en comblant les lacunes et en créant des liens efficaces entre l'agriculture et la nutrition, davantage liés au renforcement de la coordination locale et à la production de données probantes. L'IFNA devrait également rechercher une collaboration stratégique avec des organisations/réseaux de financement, tels que le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) et la Children's Investment Fund Foundation (CIFF) ainsi que des réseaux de recherche tels que l'Agriculture for Nutrition and Health (A4NH) de l'IFPRI/CGIAR. L'alignement sur les initiatives régionales et continentales en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition, telles que la Déclaration de Malabo et la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, serait également essentiel pour élaborer une vision commune en vue d'une meilleure nutrition pour tous.

## **Résultats de l'Enquête préparatoire par pays**

**État de la nutrition et de la sécurité alimentaire :** La plupart des pays cibles de l'IFNA ont démontré une réduction significative de la prévalence des retards de croissance chez les enfants au fil du temps, quelques pays passant sous le seuil de 40 % défini par l'OMS pour la « très forte prévalence » pour la première fois au cours des cinq dernières années. La ventilation des retards de croissance des enfants en fonction de la richesse des ménages et de l'éducation maternelle montre clairement que plus les conditions socio-économiques des enfants sont défavorisées, plus ils sont susceptibles de connaître un retard de croissance. Dans le cycle intergénérationnel de la malnutrition, la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les adolescentes (15-19 ans) est beaucoup plus élevée que la moyenne des femmes en âge de procréer (15-49 ans), ce qui indique la vulnérabilité nutritionnelle de ce groupe particulier, probablement exacerbée par des grossesses précoces qui compromettent leur propre croissance physique. En ce qui concerne l'anémie infantile, la plupart des pays cibles de l'IFNA sont encore au-dessus du seuil de 40 % défini par l'OMS, ayant un problème très grave, plusieurs d'entre eux étant soit stagnants, soit alternants entre la hausse et la baisse. En termes de disparités dans l'anémie des femmes selon le statut socio-économique, même le groupe le mieux loti a tendance à avoir une prévalence très

élevée. Les indicateurs de pratique de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) montrent que les proportions d'enfants répondant à la norme du « régime alimentaire minimum acceptable » (c'est-à-dire répondant à la fois à la fréquence minimale des repas et aux critères minimaux de diversité alimentaire) sont même inférieures à 10 % dans la moitié des pays cibles de l'IFNA. La plupart des pays cibles de l'IFNA ont amélioré les scores de l'indice mondial de la faim au cours des deux dernières décennies, bien qu'en termes d'indice mondial de la sécurité alimentaire, qui pourrait être ventilé selon différentes dimensions de la sécurité alimentaire, la dimension de l'abordabilité demeure une grande préoccupation, même dans les quelques pays qui ont amélioré leur situation générale.

**Causes de la malnutrition :** En ce qui concerne les causes de la malnutrition, le Rapport sur la nutrition mondiale (RNM) 2016 a évalué la situation des pays sur la base d'un ensemble d'indicateurs reflétant les principaux facteurs sous-jacents associés au retard de croissance et a constaté que tous les pays cibles de l'IFNA sont vulnérables dans presque tous les six domaines (à l'exception du Ghana, avec un indicateur au-dessus du seuil), soulignant la nécessité de s'attaquer à ces déterminants sous-jacents au-delà du secteur de la santé. Ces dernières années, certains pays/partenaires ont commencé à faire davantage d'efforts pour effectuer des analyses causales sur la dénutrition infantile à l'aide de méthodes statistiques. De telles analyses causales rigoureuses pourraient apporter des connaissances et des contributions plus approfondies à la conception de projets/programmes et à l'orientation des politiques en matière de nutrition multisectorielle.

**Cadre politique et coordination :** La plupart des pays cibles de l'IFNA ont déjà mis en place une politique/stratégie nationale en matière de nutrition explicitement conçue pour aborder le caractère multisectoriel de la nutrition, même si, au moment de l'enquête, trois d'entre eux avaient une politique/stratégie sans plan d'action multisectoriel consolidé. Un des problèmes communs était que même avec les politiques/stratégies multisectorielles de nutrition et/ou les plans d'action, les rôles et responsabilités de chaque secteur/acteur concerné n'étaient pas encore clairement définis. Sur les huit pays dotés d'un organe de coordination multisectorielle au niveau national, cinq de ces organes sont placés sous l'autorité du Cabinet du président ou du premier ministre. Au niveau infranational, alors que la majorité des pays ont établi ou sont en train d'établir une structure, la fonctionnalité et la capacité de ces structures ont tendance à être faibles ou inconnues. Au niveau communautaire, il existe des cas où la mise en œuvre des programmes nutritionnels est coordonnée par un organe de coordination national/infranational ou un conseil villageois/communautaire. Dans d'autres cas, les travailleurs de première ligne coordonnent et collaborent entre eux sans institutionnalisation adéquate.

**Atelier préparatoire de l'enquête par pays :** L'atelier des parties prenantes au niveau national a été un exercice d'apprentissage par la pratique, fournissant un certain nombre de leçons importantes. Par exemple, les objectifs initiaux de l'atelier étaient de s'entendre sur les lacunes critiques et de dresser une liste de trains de mesures possibles dans le cadre de l'IFNA, mais il a été décidé de consacrer plus de temps à l'analyse des goulets d'étranglement parce que c'était une excellente occasion de susciter un dialogue actif et de créer une compréhension commune des voies de liaison agriculture-nutrition parmi les participants des différents secteurs.

Les principaux résultats et leçons tirées des ateliers sont résumés ci-dessous :

- La coordination multisectorielle, en particulier au niveau local, est apparue comme une question urgente.
- Les participants ont apprécié l'occasion donnée aux acteurs des différents secteurs d'analyser conjointement les goulets d'étranglement et les solutions possibles dans l'ensemble des voies agriculture-nutrition.
- Dans un pays, la prévention de l'anémie était jugée trop médicale par les secteurs autres que la santé, ce qui implique un manque de compréhension du fait que chaque secteur a un rôle à jouer dans la nutrition.
- L'utilisation d'une étude de cas (d'une famille rurale typique d'exploitants agricoles en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité nutritionnelle) a aidé chaque secteur à reconnaître les problèmes nutritionnels de sa propre population cible.
- Il faut davantage d'analyses des goulets d'étranglement et de listes d'interventions spécifiques à une région ou à un contexte, appuyées par des données et un processus d'examen par les pairs.

**L'atelier consultatif de l'ICSA au Sénégal en 2018 :** L'atelier consultatif tenu à Dakar en avril 2018 a produit les résultats suivants :

- A réaffirmé la nécessité de mobiliser une volonté et un engagement politiques de haut niveau pour placer la nutrition au centre du programme de développement national dans chaque pays.
- A rappelé que l'existence de comités interministériels ne résout pas automatiquement les problèmes liés à la multisectorialité de la nutrition.
- A encouragé le partage actif et le dialogue sur les bonnes pratiques, avec pour résultat un fort désir de créer une communauté de pratique de l'IFNA.
- A aidé à créer un terrain d'entente entre les gouvernements et les bailleurs de fonds/partenaires en faisant des représentants des pays l'interlocuteur principal tout au long de l'atelier.

## Constatations générales de l'Enquête préparatoire

Les constatations générales de l'Enquête préparatoire ont été synthétisées dans le tableau ci-dessous. Elles ne sont pas censées être les activités que l'IFNA s'est engagée à soutenir, mais plutôt un résumé des conclusions et leçons pertinentes qui peuvent être prises en compte par tout acteur impliqué dans des actions multisectorielles en matière de nutrition, en particulier dans l'effort pour relier efficacement les stratégies basées sur l'agriculture aux résultats nutritionnels.

Principales constatations	Approches recommandées
<b>Importance des analyses contextuelles spécifiques et de la conception de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Analyse par zone agroécologique et typologie agricole</li><li>▪ Prise en compte de la saisonnalité</li></ul>
<b>Nécessité de fixer des objectifs nutritionnels appropriés et de développer des outils pour des actions efficaces</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Fixation d'objectifs et d'indicateurs nutritionnels appropriés et spécifiques</li><li>▪ Redéfinition de la « diversification » et des « aliments nutritifs » pour des résultats nutritionnels concrets</li><li>▪ Considération des aspects liés au genre et au changement de comportement comme base de tous les efforts d'amélioration de la nutrition</li><li>▪ Utilisation d'un outil d'analyse simple pour l'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement propres au contexte</li><li>▪ Conversion d'un arbre à lacunes et goulets d'étranglement en arbre à interventions (arbre à solutions)</li><li>▪ Identification des liens au niveau des projets, des activités et des modalités</li></ul>
<b>Réalisation de la politique et des objectifs stratégiques en actions locales</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Traduction de la politique/stratégie en plans d'action concrets</li><li>▪ Renforcement de la coordination locale pour une action efficace</li></ul>
<b>Surmonter les défis structurels de la programmation nutritionnelle multisectorielle basée sur l'agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Plaidoyer pour un engagement politique et un leadership forts pour soutenir une approche multisectorielle de la nutrition</li><li>▪ Comblent les lacunes en matière de données pour l'analyse et la planification spécifiques au contexte</li><li>▪ Générer des données probantes et évaluer la faisabilité et l'évolutivité grâce à la recherche opérationnelle</li><li>▪ Comblent les lacunes en matière de communication intersectorielle</li></ul>

## La voie à suivre pour l'IFNA

L'IFNA n'est pas un projet/programme, mais une initiative continentale visant à établir un cadre de collaboration avec les gouvernements africains pour accélérer et intensifier les actions multisectorielles en matière de nutrition en mettant l'accent sur l'utilisation optimale des plateformes agricoles. Elle vise à jouer un rôle de catalyseur en traduisant la politique/stratégie nationale existante en actions efficaces sur le terrain. L'IFNA soutient en outre l'apprentissage mutuel entre les pays cibles et éventuellement avec d'autres pays d'Afrique.

Compte tenu des principales constatations de l'enquête et de l'objectif de l'IFNA de jouer un rôle de catalyseur, l'orientation stratégique recommandée pour l'IFNA est la suivante :

**Orientation stratégique recommandée pour l'IFNA**

**Traduire les politiques en actions en répondant directement aux besoins de mise en œuvre et de coordination au niveau infranational**

Selon le Secrétariat de l'IFNA, le processus catalytique de l'IFNA sera guidé par la Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA) qui sera développée par chaque gouvernement par le biais d'un processus consultatif avec les parties prenantes. Sur la base de la compréhension de ce que l'IFNA soutiendra et de la manière dont l'ICSA prévoit de guider le processus de l'IFNA (les étapes proposées sont énumérées ci-dessous en caractères gras), la mission d'étude a synthétisé les actions recommandées suivantes.

- **Définir les questions nutritionnelles prioritaires et les cibles géographiques :**
  - Définir les principaux critères de ciblage en fonction de la gravité du problème nutritionnel.
  - Assurer l'objectivité du ciblage géographique avec les données disponibles sur les résultats nutritionnels.
  - Évaluer les données ventilées par sexe, âge et autres variables pour des considérations spécifiques.
  - Envisager l'application des critères secondaires (p. ex., la taille de la population, les programmes en cours) pour l'intensification de l'agriculture sensible à la nutrition et d'autres interventions.
  - Garder à l'esprit l'approche par étapes de l'IFNA, en commençant par la création de modèles de liaison réalistes dans des zones géographiques sélectionnées avec des plans d'expansion/intensification ultérieure.
  
- **Analyse des lacunes et des goulets d'étranglement, et liste des interventions potentielles :**
  - Choisir des groupes de produits potentiels pour s'attaquer au problème prioritaire.
  - Utiliser les voies de liaison agriculture-nutrition pour l'analyse des lacunes en examinant la production agricole, la consommation alimentaire et l'apport en nutriments en tant que continuum.
  - Élaborer des arbres à problèmes pour identifier les goulets d'étranglement plus spécifiques derrière les lacunes.

- Convertir les arbres à problèmes en arbres à solutions pour dégager des actions spécifiques et visualiser les responsabilités de chaque secteur ainsi que les domaines potentiels de synergie.
- **Cartographie et appariement des parties prenantes et des ressources :**
- Faciliter l'exercice de cartographie pour trouver les lacunes et les liens manquants dans les voies agriculture-nutrition.
  - Encourager le dialogue pour créer des liens pratiques et aligner les ressources afin d'obtenir de meilleurs résultats.
- **Conception d'action par les voies agriculture-nutrition :**
- Adopter les voies de liaison agriculture-nutrition dans les contextes locaux comme outil de conception d'action.
- **Suivi et évaluation, et apprentissage mutuel :**
- Renforcer le système de S/E pour le retour d'information dans la gouvernance locale en mesurant les progrès par rapport à l'ensemble minimum d'indicateurs reflétant les principaux goulets d'étranglement dans les voies de liaison agriculture-nutrition et en soutenant le renforcement des capacités dans les processus de collecte de données, d'analyse et de retour d'information.
  - Faciliter l'apprentissage mutuel à différents niveaux par la diffusion des résultats de S/E et des leçons apprises à différents niveaux.
  - Explorer la possibilité de contribuer aux activités de production de données probantes afin de combler les lacunes les plus importantes en matière d'information et de données probantes.

## Carte de l'Afrique



Map No. 4945 Rev. 7 UNITED NATIONS  
November 2011

Department of Field Support  
Cartographic Section

Source: Nations Unies, Novembre 2011 (<http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/africa.pdf> - en date de juin 2018).

Note : Les frontières et noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle ou l'acceptation par les Nations Unies. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

## Table des matières

Résumé

Carte de l'Afrique

Table des matières

Abréviations

1.	Introduction.....	1
1.1	Arrière-plan.....	1
1.2	Principes de l'IFNA .....	2
1.3	Pourquoi l'IFNA ? .....	2
1.4	Objet et champ d'application de l'Enquête préparatoire de l'IFNA .....	4
1.4.1	Portée et conception de l'enquête .....	4
1.4.2	Cadres d'analyse.....	5
2.	Paysage mondial des actions multisectorielles en matière de nutrition .....	10
2.1	Contexte historique des actions multisectorielles en matière de nutrition.....	10
2.1.1	Évolution historique.....	10
2.1.2	Définitions des principaux termes clés relatifs à la nutrition et pertinents pour l'IFNA..	11
2.2	Paysage actuel des actions multisectorielles en matière de nutrition.....	13
2.2.1	Mouvements mondiaux sur la nutrition multisectorielle .....	13
2.2.2	Rôles stratégiques joués par les principaux acteurs dans les liens agriculture-nutrition.....	14
2.2.3	Partenaires financiers.....	16
2.2.4	Initiatives régionales/continentales et Coalition pour la nutrition .....	19
3.	Résultats de l'Enquête préparatoire par pays .....	20
3.1	Situations de la nutrition et de la sécurité alimentaire .....	20
3.1.1	Dénutrition chronique et aiguë chez les enfants .....	20
3.1.2	La dénutrition chez les femmes en âge de procréer et les adolescentes .....	23
3.1.3	Anémie chez les enfants, les femmes en âge de procréer et les adolescentes.....	24
3.1.4	Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.....	26
3.1.5	Sécurité alimentaire .....	27
3.2	Facteurs déclencheurs de la dénutrition .....	29
3.2.1	Principaux facteurs déclencheurs de la dénutrition – Données probantes mondiales ..	29
3.2.2	Analyses causales des dix pays cibles de l'IFNA .....	31

3.3	Politiques, stratégies et mécanismes de coordination multisectoriels en matière de nutrition.....	32
3.3.1	Politiques, stratégies et plans d'action multisectoriels en matière de nutrition .....	33
3.3.2	Mécanismes de coordination .....	35
3.4	Résumé de l'Atelier de l'Enquête préparatoire par pays .....	38
3.4.1	Atelier de l'Enquête préparatoire par pays – Processus.....	38
3.4.2	Résultats et leçons apprises des ateliers par pays .....	40
3.5	Atelier consultatif de l'ICSA au Sénégal 2018.....	41
3.5.1	Atelier consultatif de l'ICSA – Processus .....	41
3.5.2	Atelier consultatif de l'ICSA – Résultats .....	42
4.	Constatations générales de l'Enquête préparatoire .....	45
4.1	Analyses contextuelles spécifiques et conception d'action .....	45
4.1.1	Analyses de la nutrition et de la sécurité alimentaire par typologies agricoles .....	45
4.1.2	Prise en compte de la saisonnalité .....	46
4.2	Objectifs de nutrition appropriés et outils pour des actions efficaces.....	46
4.2.1	Fixer des objectifs et indicateurs nutritionnels appropriés et spécifiques.....	46
4.2.2	Redéfinir la « diversification » et les « aliments nutritifs » pour des résultats nutritionnels concrets.....	47
4.2.3	Aspects liés au genre et au changement de comportement comme base de tous les efforts d'amélioration de la nutrition .....	47
4.2.4	Utilisation d'outils d'analyse simples pour une analyse spécifique au contexte ....	48
4.2.5	Conversion d'un arbre à goulets d'étranglement (arbre à problèmes) en arbre à interventions (arbre à solutions).....	50
4.2.6	Identification des liens au niveau des projets, des activités et des modalités .....	52
4.3	Réalisation de la politique et des objectifs stratégiques en actions locales.....	52
4.3.1	Traduction de la politique/stratégie en plans d'action concrets.....	52
4.3.2	Renforcer la coordination locale pour une action efficace .....	53
4.4	Nécessité de relever les défis structurels dans les programmes de nutrition multisectoriels basés sur l'agriculture.....	54
4.4.1	Leadership politique fort et engagement à soutenir une approche multisectorielle de la nutrition .....	54
4.4.2	Comblé les lacunes en matière de données pour l'analyse et la planification spécifiques au contexte .....	54
4.4.3	Générer des données probantes et évaluer la faisabilité et l'extensibilité grâce à la recherche opérationnelle. ....	54
4.4.4	Comblé les lacunes en matière de communication intersectorielle.....	55

5.	La voie à suivre pour l'IFNA.....	57
5.1	Définir les questions nutritionnelles prioritaires et les cibles géographiques.....	60
5.2	Analyse des lacunes et des goulets d'étranglement, et liste des interventions potentielles.....	62
5.3	Cartographie et appariement des parties prenantes et des ressources.....	64
5.4	Conception d'action par les voies de liaison agriculture-nutrition.....	65
5.5	Suivi et évaluation, et apprentissage mutuel.....	65

#### Annexes

Annexe 1 :	Calendriers de l'Enquête préparatoire de l'IFNA.....	A-1
Annexe 2 :	Méthodologie de l'Enquête préparatoire.....	A-2
Annexe 3 :	Programme type pour l'Atelier des parties prenantes de l'Enquête préparatoire par pays.....	A-3
Annexe 4 :	Stratégies des principaux partenaires impliqués dans les programmes multisectoriels de nutrition.....	A-4
Annexe 5 :	Tendances et situation des autres indicateurs nutritionnels – Comparaison entre pays.....	A-7

#### Figures

Figure 1 :	Aperçu de l'IFNA.....	2
Figure 2 :	Cadre d'évaluation globale.....	6
Figure 3 :	Cadre conceptuel de la nutrition.....	7
Figure 4 :	Les approches agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition dans le Cadre conceptuel de la nutrition.....	8
Figure 5 :	Voies de liaison agriculture-nutrition pour l'amélioration de la nutrition.....	9
Figure 6 :	Rôles stratégiques joués par les principales parties prenantes en nutrition.....	16
Figure 7 :	Tendances du retard de croissance chez l'enfant – Pays cibles de l'IFNA.....	22
Figure 8 :	Disparités dans le retard de croissance chez l'enfant selon la richesse des ménages – Pays cibles de l'IFNA.....	22
Figure 9 :	Disparités dans le retard de croissance chez l'enfant selon l'éducation maternelle – Pays cibles de l'IFNA.....	23
Figure 10 :	Insuffisance pondérale chez les femmes en âge de procréer et les adolescentes – Pays cibles de l'IFNA.....	24
Figure 11 :	Tendances de l'anémie infantile – Pays cibles de l'IFNA.....	25
Figure 12 :	Disparités dans l'anémie infantile selon la richesse des ménages – Pays cibles de l'IFNA.....	25

Figure 13 : Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant – Pays cibles de l'IFNA.....	26
Figure 14 : Tendances de l'indice mondial de la faim – Pays cibles de l'IFNA .....	28
Figure 15 : Dernier indice mondial de sécurité alimentaire (2017) – Pays cibles de l'IFNA ..	29
Figure 16 : Diagramme de développement de la voie de liaison agriculture-nutrition .....	49
Figure 17 : Exemple d'arbre à goulets d'étranglement (problèmes).....	51
Figure 18 : Exemple d'arbre à interventions (arbre à solutions).....	51
Figure 19 : Le rôle de l'IFNA et son soutien aux efforts d'amélioration de la nutrition.....	58
Figure 20 : Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA).....	60
Figure 21 : Conversion de l'arbre à goulets d'étranglement (problèmes) en arbre à interventions (solutions).....	63

## Tableaux

Tableau 1 : Portée et conception de l'Enquête préparatoire de l'IFNA dans les dix pays cibles de l'IFNA .....	5
Tableau 2 : Conditions pour la voie de l'autoconsommation et la voie du marché/revenu.....	9
Tableau 3 : Définitions principales et conceptualisation de l'agriculture sensible à la nutrition.....	12
Tableau 4 : Principaux réseaux et initiatives de financement dans le domaine de la nutrition ...	17
Tableau 5 : Liste des initiatives régionales/continentales et des coalitions liées à la nutrition en Afrique.....	19
Tableau 6 : Facteurs sous-jacents de la nutrition par rapport aux valeurs seuils pour atteindre un retard de croissance de <15 %, par pays cible de l'IFNA.....	30
Tableau 7 : Exemples d'analyse rigoureuse des causes nutritionnelles.....	31
Tableau 8 : Existence d'une politique/stratégie et d'un plan d'action multisectoriel en matière de nutrition.....	33
Tableau 9 : Politique/Stratégie nutritionnelle multisectorielle et Plan d'action signés par plusieurs secteurs ou un seul secteur, par pays.....	33
Tableau 10 : Mécanismes de coordination multisectorielle au niveau national .....	35
Tableau 11 : Mécanismes de coordination multisectorielle aux niveaux infranationaux.....	36
Tableau 12 : Résumé des résultats et leçons apprises des ateliers par pays .....	40
Tableau 13 : Sélection de bonnes pratiques partagées lors de l'atelier consultatif de l'ICSA ...	43

## Abréviations

A4NH	Agriculture for Nutrition and Health
AIM	Initiative d'Amsterdam contre la malnutrition
AMS	Assemblée mondiale de la santé
BAD	Banque asiatique de développement
BAD (Afrique)	Banque africaine de développement
BMGF	Fondation Bill & Melinda Gates
BRN	Bureau régional de la nutrition (Madagascar)
CCSC	Communication sur le changement social et comportemental
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIFF	Children's Investment Fund Foundation
CIMMYT	Centre international d'amélioration du maïs et du blé
CIP	Centre international de la pomme de terre
CLM	Cellule de lutte contre la malnutrition (Sénégal)
CMO-PNSAN	Cadre de mise en œuvre de la politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Kenya)
CNAN	Conseil national pour l'alimentation et la nutrition (Nigeria)
CNCN	Conseil national de coordination de la nutrition (Burkina Faso)
CNN	Conseil national de la nutrition (Madagascar)
CNN	Conseil national de la nutrition (Nigeria)
CNPD	Comité national de la planification du développement (Ghana)
CNSA	Conseil national de la sécurité alimentaire (Burkina Faso)
CNSAN	Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Kenya)
CRCN	Conseil régional de concertation sur la nutrition (Burkina Faso)
CUA	Commission de l'Union africaine
DDC	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
DfID	Ministère britannique pour le Développement international
DNHA	Département de la nutrition et du VIH/SIDA (Malawi)
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
EDS	Enquête démographique et de santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNSMSP	Plateforme multisectorielle sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Kenya)
FSTS	Secrétariat technique de la sécurité alimentaire (Soudan)
GAIN	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition
GFF	Mécanisme de Financement mondial en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande pour le développement international)
HKI	Helen Keller International
ICSA	Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions
IFAD	Fonds international de développement agricole

IFNA	Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	Indice de masse corporelle
IMF	Indice mondial de la faim
IMMANA	Innovative Methods and Metrics for Agriculture and Nutrition Actions
IMSA	Indice mondial de la sécurité alimentaire
IYCF	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
JIRCAS	Japan International Research Center for Agricultural Sciences
LCIRAH	Leverhulme Centre for Integrative Research on Agriculture and Health
M/A	Ministère de l'Agriculture
M/S	Ministère de la Santé
MAD	Régime alimentaire minimum acceptable
MDD	Diversité alimentaire minimale
MMF	Fréquence minimale des repas
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NICC	Comité national de coordination inter-agences (Kenya)
ODD	Objectif de développement durable
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONCN	Organe national de coordination pour la nutrition (Éthiopie)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONN	Office national de la nutrition (Madagascar)
PAMRDC	Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la dénutrition chronique (Mozambique)
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PNN	Politique nationale sur la nutrition (Burkina Faso); Programme national de nutrition (Éthiopie)
RNM	Rapport sur le nutrition mondiale
SETSAN	Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Mozambique)
SPRING	Renforcement des partenariats, des résultats et des innovations en matière de nutrition à l'échelle mondiale
SUN	Scaling-Up Nutrition
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UK	Royaume-Uni
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	United States Agency for International Development
WFP	Programme alimentaire mondial des Nations Unies

# 1. Introduction

## 1.1 Arrière-plan

La malnutrition existe dans tous les pays de la planète, affectant la vie des gens et causant des dommages économiques significatifs de 11% % du Produit Intérieur Brut (PIB) par an en Afrique et en Asie.<sup>3</sup> La pauvreté et la dénutrition en particulier créent un cercle vicieux de mortalité accrue, de mauvaise santé, de développement cognitif compromis, de croissance physique lente, de capacité d'apprentissage diminuée, de performances inférieures et, en fin de compte, de rendement professionnel, productivité et revenus inférieurs à l'âge adulte. La dénutrition est un fardeau disproportionné en Afrique et en Asie<sup>4</sup>, où respectivement 59 millions et 84 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, sur 151 millions dans le monde<sup>5</sup>.

La lutte contre la malnutrition est de plus en plus reconnue comme étant l'une des stratégies de développement les plus rentables du monde actuel<sup>6</sup>. Au cours de la dernière décennie, de multiples efforts internationaux et nationaux ont été déployés pour mettre fin à la malnutrition, l'un des problèmes les plus mis en évidence étant la nécessité d'accélérer les approches multisectorielles de la nutrition en raison de la nature multidimensionnelle des problèmes de malnutrition. En d'autres termes, le monde a reconnu la nécessité de lutter contre la malnutrition dans différents secteurs, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et la protection sociale.

Dans le droit fil des mouvements internationaux et nationaux en faveur de l'amélioration de la nutrition, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a reconnu la grande nécessité d'accroître ses contributions aux questions de nutrition dans le monde. Dans le cadre de cette philosophie, la JICA a joué un rôle de premier plan dans la formulation de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA) en collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'IFNA a été lancée en août 2016 en tant qu'initiative continentale multipartenaires,<sup>7</sup> avec le secrétariat mis en place au sein de l'Union africaine (UA)/NEPAD.

---

<sup>3</sup> IFPRI. 2016. RNM 2016.

<sup>4</sup> Régions définies par l'ONU.

<sup>5</sup> UNICEF, Banque mondiale, OMS. Joint Malnutrition Estimates (<http://www.who.int/nutgrowthdb/2018-jme-brochure.pdf?ua=1>).

<sup>6</sup> <http://www.copenhagenconsensus.com/publication/third-copenhagen-consensus-hunger-and-malnutrition-assessment-hoddinott-rosegrant-torero>

<sup>7</sup> Les partenaires comprennent l'UA/NEPAD, la Banque mondiale, la FAO, le WFP, l'UNICEF, l'OMS, l'IFAD, la Banque africaine de développement, la JICA et le Japan International Research Center for Agricultural Sciences (JIRCAS). ([https://www.jica.go.jp/activities/issues/nutrition/ku57pq00001p9zjx-att/IFNA\\_Declaration.pdf](https://www.jica.go.jp/activities/issues/nutrition/ku57pq00001p9zjx-att/IFNA_Declaration.pdf))

## 1.2 Principes de l'IFNA

L'IFNA est une initiative continentale dont l'objectif est « d'établir un cadre de collaboration avec les gouvernements africains afin d'accélérer la mise en œuvre de leurs politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le terrain en vue de contribuer à une amélioration globale de l'état nutritionnel du continent africain, conformément au deuxième Objectif de développement durable (ODD) et à la Déclaration de Malabo ».<sup>8</sup>

L'IFNA énonce les cinq principes suivants, comme le montre également la Figure 1 : (1) axé sur les personnes, (2) inclusif, (3) synergique, (4) orienté sur des données probantes et (5) durable.

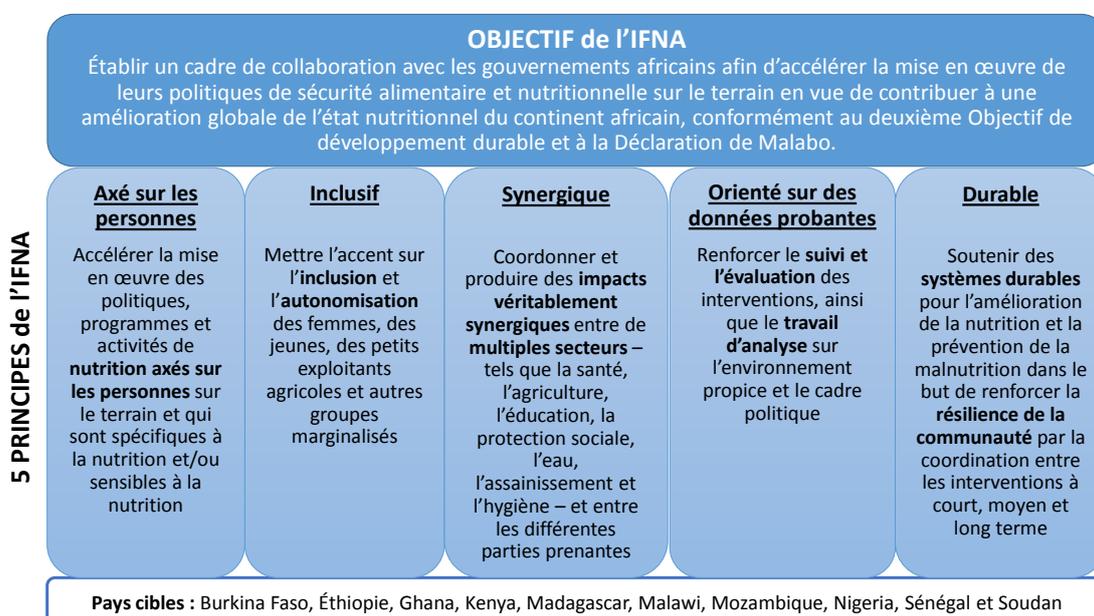


Figure 1 : Aperçu de l'IFNA

## 1.3 Pourquoi l'IFNA ?

Bien que les objectifs et principes officiels de l'IFNA soient expliqués ci-dessus, il est également important pour les parties prenantes de comprendre pourquoi l'IFNA a été créée et quelles sont les valeurs ajoutées/opportunités que l'IFNA pourrait apporter. Voici la liste des principales valeurs ajoutées/opportunités que la mission d'étude croit que l'IFNA pourrait fournir (veuillez noter qu'il ne s'agit pas d'une liste officiellement reconnue).

<sup>8</sup> Ébauche de directives opérationnelles et de gestion de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA), fournie par la JICA en avril 2017.

### **Réimpliquer les plateformes agricoles pour l'amélioration de la nutrition**

L'approche nutritionnelle multisectorielle a retrouvé une forte dynamique, en partie grâce au discours international selon lequel les interventions spécifiques à la nutrition (telles que la promotion de l'allaitement maternel, la supplémentation en vitamine A, etc.) ne résoudre pas à elles seules tous les problèmes nutritionnels, même s'il est prouvé qu'elles ont un impact élevé. À cet égard, les approches fondées sur l'agriculture et l'alimentation ont de toute évidence des liens étroits avec l'amélioration de la nutrition et un grand potentiel de contribution à l'amélioration de la nutrition. Par conséquent, **l'IFNA vise à impliquer plus efficacement les plateformes agricoles dans la programmation nutritionnelle.**

### **Réorienter l'agriculture et la sécurité alimentaire au profit des personnes vulnérables sur le plan nutritionnel**

Les principes de l'IFNA découlent de la reconnaissance du fait que les interventions en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire axées sur le développement économique et la production visent normalement à améliorer les revenus des personnes et des exploitants agricoles. Cependant, cela ne se répercute pas nécessairement sur le bien-être des personnes les plus vulnérables, surtout en tenant compte de leur état de santé et de leur état nutritionnel. **L'IFNA encourage la réorientation des interventions en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire afin d'améliorer le bien-être des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel.**

### **Lier pour créer des effets de synergie – Une étape au-delà de la coordination multisectorielle**

L'« approche multisectorielle » est plus facile à dire qu'à faire. Néanmoins, il est déjà établi que l'état nutritionnel des gens s'améliore lorsque l'on s'attaque non pas à une mais à plusieurs causes de la nutrition. C'est pourquoi **l'IFNA met un accent particulier sur la recherche d'effets de synergie réels** en faisant le pont entre les différents efforts sectoriels sur le terrain – en aidant les pays à franchir une étape au-delà de la mobilisation de multiples secteurs.

### **Comblent les lacunes au niveau de l'action pour obtenir des résultats collectifs sur le terrain**

Un certain nombre de pays ont déjà élaboré des politiques/stratégies/plans multisectoriels en matière de nutrition. Pour rendre ces cadres opérationnels, des organes de coordination ont été créés au niveau national, tandis que les mécanismes de coordination au niveau infranational n'ont pas encore été mis en place ou ne sont pas encore suffisamment fonctionnels. Par conséquent, dans de nombreux pays, les actions sur le terrain peuvent ne pas être effectivement liées ou soutenues par de tels

cadres politiques et mécanismes de coordination. **L'IFNA aspire à faciliter le processus pour combler les lacunes au niveau de l'action dans le but de produire des résultats collectifs sur le terrain.**

#### **Fournir une plate-forme d'apprentissage mutuel**

La sécurité alimentaire et nutritionnelle n'est pas une nouveauté dans le domaine du développement, mais la nécessité d'une programmation nutritionnelle multisectorielle plus efficace et d'une base de données probantes plus concrète n'a fait l'objet d'une attention mondiale qu'au cours des dernières années. Par conséquent, **l'IFNA, en tant qu'initiative continentale multipartenaires, pourrait jouer un rôle en fournissant une plateforme d'apprentissage mutuel entre les pays africains**, avec un accent particulier sur les interventions nutritionnelles basées sur l'agriculture.

### **1.4 Objet et champ d'application de l'Enquête préparatoire de l'IFNA**

Afin de contribuer à l'élaboration d'actions stratégiques par pays dans le cadre de l'IFNA, la JICA, au nom du Secrétariat de l'IFNA, a chargé l'équipe de consultants de mener l'Enquête préparatoire qui couvre les dix pays cibles de l'IFNA afin de définir les politiques et les programmes en cours, d'identifier les lacunes critiques et les domaines potentiels de liens et de convergence, et d'élaborer des orientations futures en mettant particulièrement l'accent sur les synergies multisectorielles qui pourraient accélérer l'impact sur l'état nutritionnel des personnes qui en ont besoin. L'équipe de consultants devait également formuler des recommandations sur la manière dont l'IFNA devrait procéder à la formulation des stratégies au niveau des pays, sous le nom de Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA). Ce rapport présente les constatations des enquêtes préparatoires par pays menées dans les dix pays cibles de l'IFNA, les principaux résultats de l'Atelier consultatif de l'ICSA tenu au Sénégal en avril 2018, ainsi que les recommandations pour le processus de développement de l'ICSA. L'IFNA et l'Enquête préparatoire ne visent nullement à réinventer la roue, mais plutôt à tirer parti des efforts en cours dans chaque pays, à profiter des leçons et des expériences et à promouvoir davantage le dialogue pour exploiter les synergies multisectorielles en matière de nutrition.

#### **1.4.1 Portée et conception de l'enquête**

Pour atteindre l'objectif mentionné ci-dessus dans les dix pays dans un laps de temps limité, la portée de l'enquête a été définie comme suit :

**Tableau 1 : Portée et conception de l'Enquête préparatoire de l'IFNA  
dans les dix pays cibles de l'IFNA**

<p><b>Objectif principal de l'Enquête préparatoire</b></p> <p><b>Comprendre la situation et les approches actuelles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les pays cibles et, en tenant compte des contextes propres à chaque pays, proposer des orientations stratégiques dans le cadre de l'IFNA, en mettant l'accent sur l'exploitation des effets véritablement synergiques des approches multisectorielles pour améliorer l'état nutritionnel de la population.</b></p>
<p><b>Objectifs spécifiques de l'Enquête préparatoire</b></p> <p><b>ÉVITER LA REDONDANCE</b> : Contribuer à l'établissement de partenariats efficaces avec les parties prenantes nationales et internationales par le dialogue, en évitant la redondance avec les efforts actuellement déployés et les activités existantes</p> <p><b>METTRE À PROFIT</b> : Optimiser les résultats et les leçons apprises des programmes précédents et des programmes en cours, et tout spécialement des expériences existantes liées à la coopération multisectorielle entre les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de l'EAH, et appliquer les connaissances aux contextes spécifiques des pays</p> <p><b>CONTRIBUER AU DIALOGUE STRATÉGIQUE</b> : Établir une large base d'informations et proposer une liste d'actions stratégiques potentielles pour une élaboration plus poussée des stratégies spécifiques au pays dans le futur</p>
<p><b>Résultats de l'Enquête préparatoire par pays</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Liste des trains de mesures/liens potentiellement efficaces dans chaque pays</li> <li>▪ Liste des lacunes critiques et des prochaines étapes clés pour rendre la programmation multisectorielle de la nutrition plus efficace et synergique</li> </ul>
<p><b>Processus de l'Enquête préparatoire par pays</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Examen documentaire des rapports, politiques, stratégies, publications dans les revues, etc.</li> <li>▪ Entrevues avec les parties prenantes</li> <li>▪ Un atelier des parties prenantes pour examiner conjointement les lacunes et les goulets d'étranglement et identifier une liste d'actions potentielles pour créer des effets synergiques en liant les intrants agricoles et les résultats en matière de nutrition</li> <li>▪ Retour d'information et réflexion avec les principaux représentants du gouvernement</li> <li>▪ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### 1.4.2 Cadres d'analyse

##### **Cadre d'évaluation globale :**

Pour produire ces résultats au moyen d'un examen documentaire et de dialogues avec les parties prenantes, on a élaboré un cadre d'évaluation (Figure 2) en adoptant et en s'appuyant sur le Cadre conceptuel de la nutrition (Figure 3). Afin de maximiser la profondeur des dialogues avec les parties prenantes et de produire des orientations stratégiques claires en un temps limité, l'enquête s'est concentrée sur le retard de croissance et/ou l'anémie en tant que résultats nutritionnels primaires parce que ce sont les indicateurs surveillés/priorisés à l'échelle mondiale et les domaines qui nécessitent une accélération accrue de la coopération multisectorielle dans de nombreux pays cibles de l'IFNA.

Le processus d'évaluation a été conçu de telle sorte qu'il commence par l'examen des politiques/stratégies, programmes et cadres de coordination multisectoriels pertinents en matière de nutrition, suivi de l'évaluation des lacunes/goulets d'étranglement qui se situent dans les voies agriculture-nutrition, et finalement de l'évaluation/identification des points de liaison possibles pour rendre la programmation nutritionnelle multisectorielle plus efficace et synergique.

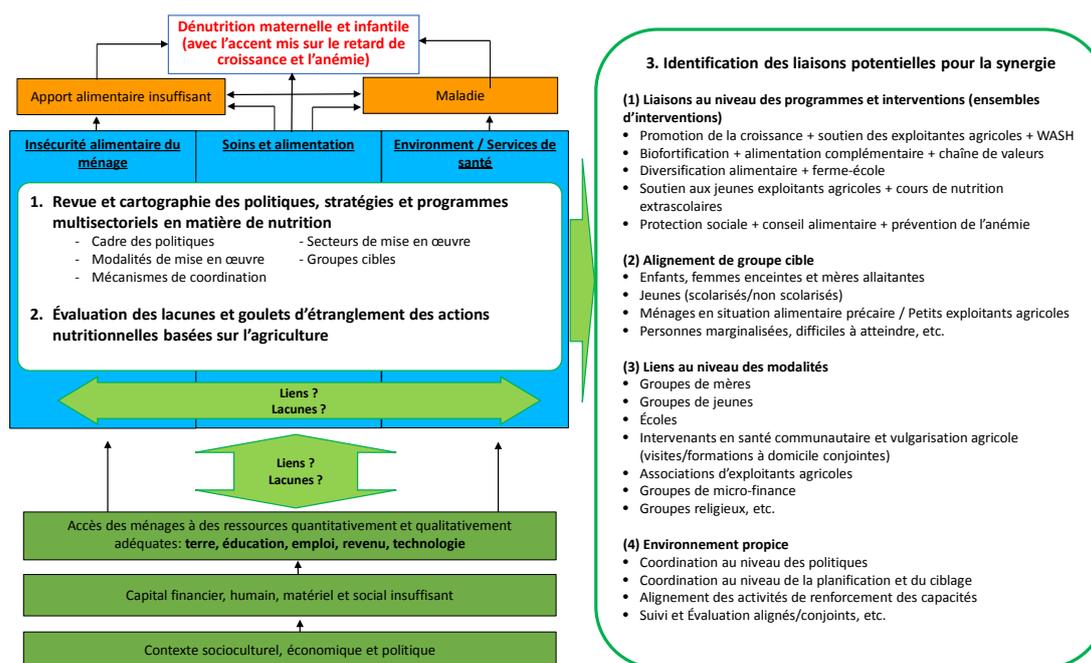


Figure 2 : Cadre d'évaluation globale

## Cadres d'analyse :

### I. Cadre conceptuel de la nutrition :

Pour comprendre la nature complexe et multisectorielle de la malnutrition, la communauté internationale se réfère généralement au Cadre conceptuel de la nutrition (Figure 3)<sup>9</sup>, qui illustre ce qui cause les problèmes de malnutrition à différents niveaux et dimensions, et comment ils sont interreliés. Certains des principaux facteurs identifiés représentent des « causes immédiates » (apports alimentaires inadéquats et maladies), tandis que d'autres peuvent être classés dans la catégorie des « causes sous-jacentes » (insécurité alimentaire des ménages, pratiques inadéquates en matière de soins et d'alimentation, accès médiocre aux services de santé et à l'hygiène/assainissement de l'environnement) et des « causes fondamentales ».

<sup>9</sup> UNICEF 2015. UNICEF's approach to scaling up nutrition for mothers and their children. Document de travail.

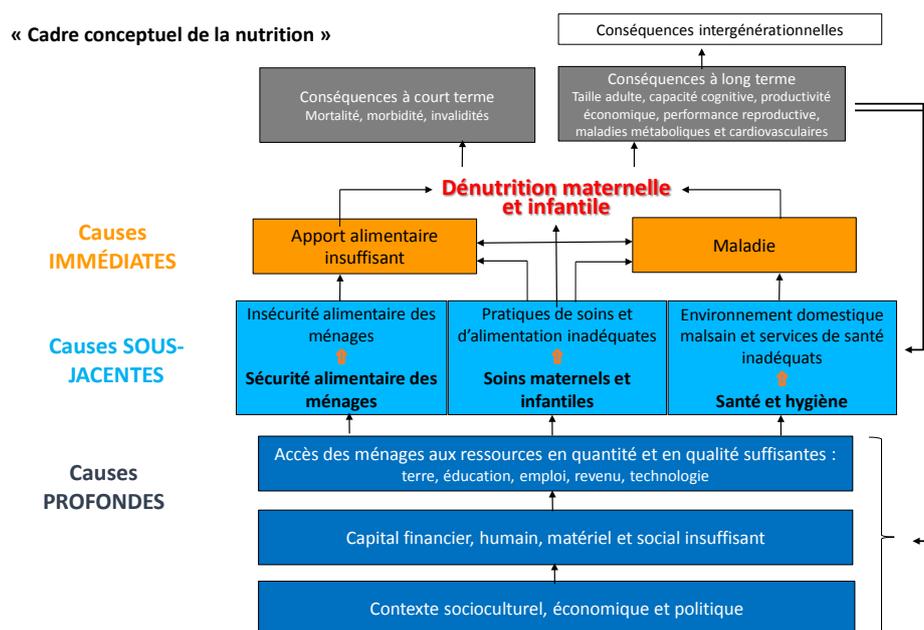


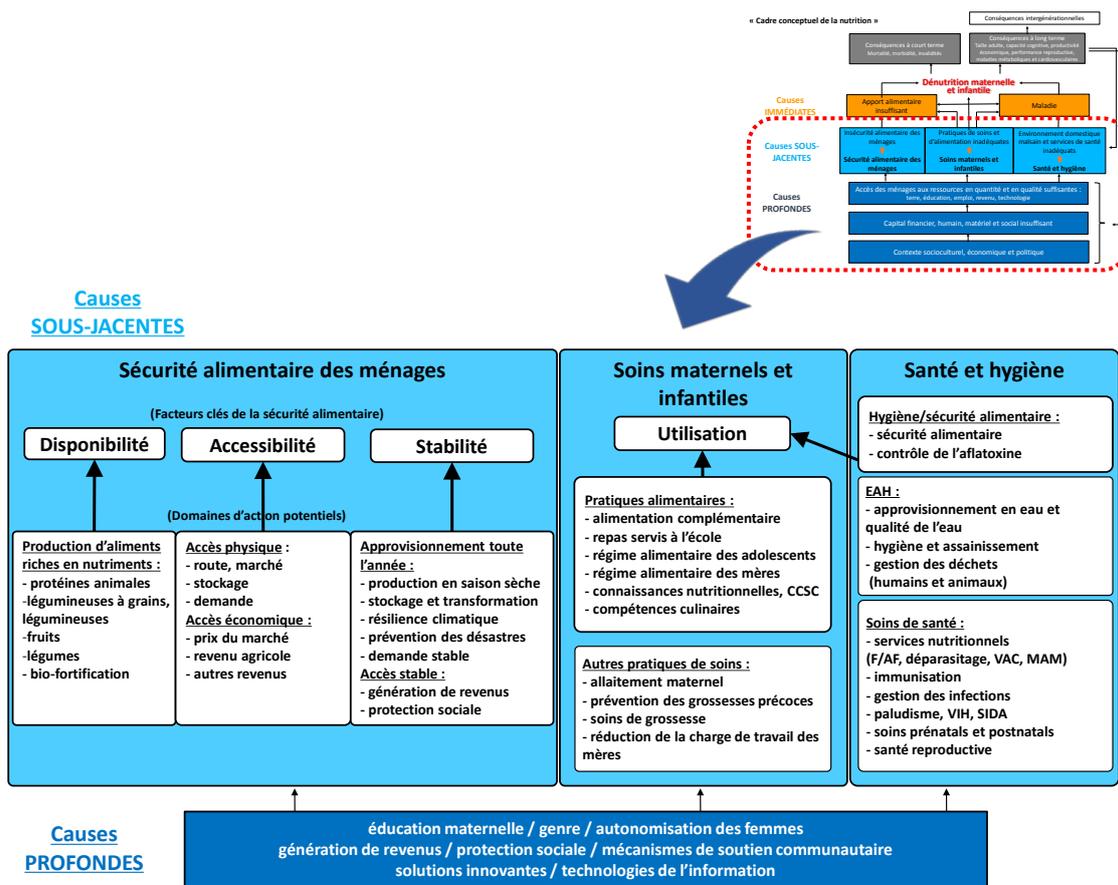
Figure 3 : Cadre conceptuel de la nutrition

## II. Réexamen des approches agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition dans le Cadre conceptuel de la nutrition

Ces dernières années, une grande attention a été attirée parmi la communauté de l'aide pour comprendre comment s'attaquer à « l'insécurité alimentaire des ménages » pour une meilleure nutrition ; en d'autres termes, comment rendre « l'agriculture sensible à la nutrition » plus efficace. Divers groupes d'experts internationaux ont élaboré des cadres analytiques.<sup>10</sup> Bien que ces cadres tendent à être complexes, reflétant la nature complexe des liens entre l'agriculture et la nutrition, la mission d'étude a tenté de simplifier la structure en mettant l'accent sur la « **diversification de la production** », en établissant un lien avec la « **diversification de la consommation** » afin d'atteindre les « **résultats nutritionnels** » escomptés.

Tout d'abord, l'équipe s'est référée au Cadre conceptuel de la nutrition pour souligner où se situent les approches agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition, comme le montre la Figure 4. Pour mieux comprendre, fondamentalement, comment les différents types d'approches agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition influent sur les résultats nutritionnels, les actions clés sont présentées sous les causes sous-jacentes en les regroupant dans les quatre dimensions de la sécurité alimentaire, à savoir : « disponibilité », « accessibilité », « utilisation » et « stabilité ».

<sup>10</sup> Par exemple, les voies agricoles sensibles à la nutrition développées par l'IFPRI, USAID et SPRING impliquent de multiples dimensions de soutien potentiel à la promotion d'une « agriculture sensible à la nutrition ».



**Figure 4 : Les approches agricoles et alimentaires sensibles à la nutrition dans le Cadre conceptuel de la nutrition**

Sur la base de cette illustration, le Diagramme des voies de liaison agriculture-nutrition a été élaboré dans le but de clarifier la séquence des facteurs pour lier les intrants agricoles (côté gauche) aux résultats nutritionnels (côté droit) – en d’autres termes, les conditions à remplir pour passer de la « **diversification de la production** » à la « **diversification de la consommation** (au niveau des ménages et des individus) », puis aux « **résultats nutritionnels** » (Figure 5). Pour distinguer les différents ensembles de conditions de l’offre et de la demande, deux voies ont été envisagées, à savoir : la « **voie de l’autoconsommation** » et la « **voie du marché/revenu** ». Le Tableau 2 décrit les conditions qui doivent être remplies pour que les voies contribuent en fin de compte à l’amélioration de la nutrition. Comme le diagramme de voie aide à identifier les problèmes/questions clés qui se trouvent dans le lien agriculture-nutrition, il a également été utilisé dans le chapitre de l’analyse causale du rapport d’enquête préparatoire de chaque pays cible, ainsi que dans la session d’analyse des lacunes/goulets d’étranglement de l’atelier des parties prenantes du pays de l’enquête

préparatoire tenu dans chaque pays.

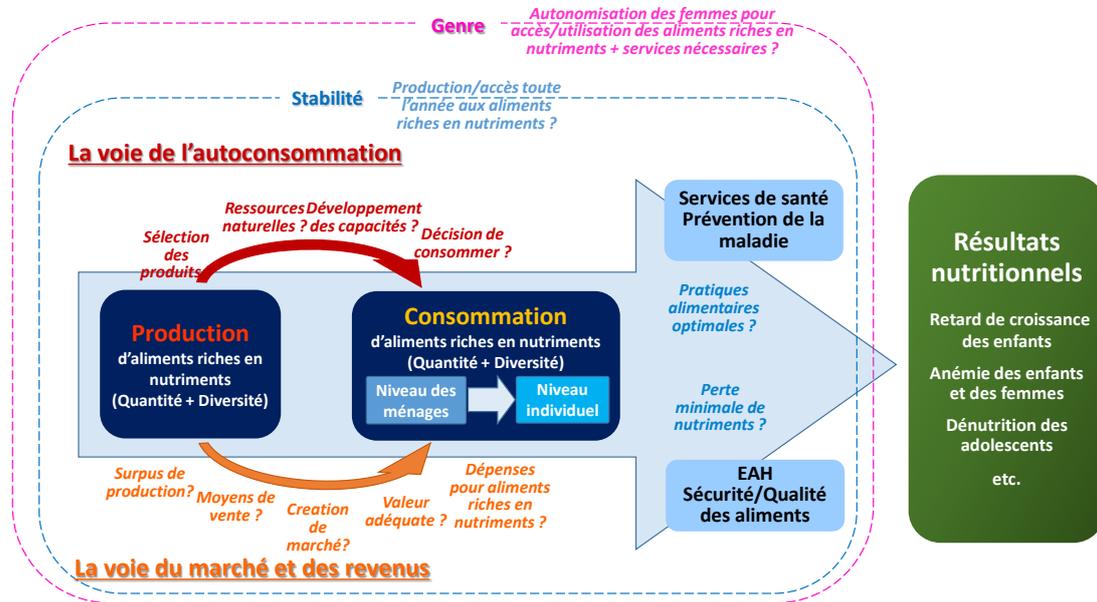


Figure 5 : Voies de liaison agriculture-nutrition pour l'amélioration de la nutrition

Tableau 2 : Conditions pour la voie de l'autoconsommation et la voie du marché/revenu

Voie de l'autoconsommation	Voie du marché/revenu		
<b>Diversification de la PRODUCTION</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Sélection des produits</b> : « Si » des cultures appropriées sur le plan nutritionnel et culturel sont sélectionnées et produites avec succès.</li> <li><b>Développement des ressources naturelles et des compétences</b> : « Si » les femmes sont soutenues par le développement des compétences et l'accès aux ressources naturelles pour cultiver durablement des aliments riches en nutriments dans les jardins familiaux.</li> <li><b>Décision de consommer des aliments riches en nutriment</b> : « Si » les cultures locales sont consommées par les membres de la famille (au lieu de pour nourrir les animaux, etc.).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Excédent de production</b> : « Si » suffisamment d'aliments riches en nutriments sont produits pour être consommés à la maison et mis sur le marché.</li> <li><b>Moyens de vente</b> : « Si » le produit arrive physiquement sur le marché.</li> <li><b>Création de marchés</b> : « Si » la demande d'aliments riches en nutriments est créée.</li> <li><b>Prix du marché</b> : « Si » un prix approprié est payé pour les aliments riches en nutriments afin de générer des revenus et de maintenir la motivation des exploitants agricoles.</li> <li><b>Valeur adéquate</b> : « Si » le traitement approprié est fait pour ajouter de la valeur, au moins pour en tirer un revenu suffisant.</li> <li><b>Dépenses en aliments riches en nutriments</b> : « Si » les revenus générés sont dépensés pour des quantités suffisantes d'aliments riches en nutriments.</li> </ul>		
<b>Diversification de la CONSOMMATION – Niveau du ménage</b>			
<b>Consommation/diversité alimentaire des ménages</b> : « Si » les ménages consomment une quantité et une qualité/diversité adéquates d'aliments.			
<b>Diversification de la CONSOMMATION – Niveau individuel</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Apport/diversité alimentaire individuel (distribution intra-ménage)</b> : « Si » les ménages consomment une quantité et une qualité/diversité adéquates des aliments distribués au sein du ménage.</li> </ul>			
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Pratiques alimentaires et d'alimentation optimales</b> : « Si » les apports alimentaires optimaux sont assurés (y compris une fréquence/densité adéquate, une bonne cuisson, l'évitement des pratiques nocives, par exemple les tabous, etc.), reflétant les besoins nutritionnels de chaque membre du ménage, en particulier les enfants, les femmes enceintes/allaitantes et les adolescentes.</li> <li><b>Perte minimale de nutriments</b> : « Si » les nutriments provenant de l'alimentation diversifiée ne sont PAS perdus par l'organisme (principalement en raison d'infections, y compris les vers intestinaux, les problèmes de salubrité/hygiène alimentaire, la consommation de thé/tabac, etc.).</li> </ul>		<b>STABILITÉ</b> <b>Production et accès à l'année longue à des aliments riches en nutriments</b> : « Si » des mesures appropriées sont élaborées/prises pour faire face à la volatilité saisonnière et au changement climatique et pour assurer l'accès à des aliments riches en nutriments tout au long de l'année (en particulier en saison de pénurie alimentaire).	<b>GENRE</b> <b>Les femmes sont habilitées à accéder et utiliser les aliments riches en nutriments et les services nécessaires</b> : « Si » les femmes sont habilitées et soutenues de manière appropriée (avec soins et méthodologies d'économie de temps et de travail) pour accéder à des aliments riches en nutriments et aux services nécessaires (p. ex., santé, EAH)
<b>Amélioration nutritionnelle</b>			

## 2. Paysage mondial des actions multisectorielles en matière de nutrition

### 2.1 Contexte historique des actions multisectorielles en matière de nutrition

#### 2.1.1 Évolution historique

La nutrition est-elle une question de santé ou de sécurité alimentaire ? La réponse est les deux. Les causes de la malnutrition sont multiples et, par conséquent, les interventions nutritionnelles concernent différents secteurs, non seulement la santé, mais aussi l'éducation, l'eau/assainissement, l'agriculture et la protection sociale, entre autres. Cela a été précisément illustré dans le Cadre conceptuel de la nutrition (Figure 3) initialement établi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en 1990 et, depuis lors, largement utilisé et développé comme cadre commun<sup>11</sup>. Jusqu'à récemment, cependant, les interventions nutritionnelles ont été principalement mises en œuvre dans le secteur de la santé, les gens ne percevant pas la plupart des problèmes nutritionnels en tant que « maladie ». Bien que l'UNICEF ait demandé qu'une attention urgente soit accordée aux problèmes de nutrition en tant qu'« urgence silencieuse » en 1998<sup>12</sup>, les interventions nutritionnelles étaient souvent moins prioritaires dans les services de santé. D'autre part, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui ont orienté les programmes de développement jusqu'en 2015, ont inclus la nutrition comme l'un des indicateurs de la cible « faim » (qui est l'une des trois cibles) de l'Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Un tel positionnement ambivalent de la nutrition dans l'arène du développement pourrait avoir contribué à faire de la nutrition l'un des domaines laissés pour compte dans la réalisation des cibles des OMD.

Afin de mobiliser davantage d'efforts consolidés, une série de rapports historiques ont été publiés entre 2005 et 2015 qui ont permis de clarifier analytiquement ce qui doit être fait et combien il faut investir pour faire des progrès substantiels en matière de nutrition. La Banque mondiale a publié en 2006 le rapport « Repositioning Nutrition as Central to Development : A Strategy for Large-Scale Action », suivi du rapport « Scaling Up Nutrition : What Will It Cost » en 2010. Les deux rapports soulignaient que l'amélioration de la nutrition pourrait être une force motrice pour une croissance économique plus rapide avec des ratios coûts/bénéfices élevés.<sup>13</sup> Dans l'intervalle, la première série de Lancet sur la dénutrition maternelle et infantile publiée en 2008 a examiné ce qui doit être fait spécifiquement pour réduire la prévalence du retard de croissance en tant qu'indicateur majeur de la dénutrition. La liste des interventions qui ont eu un impact élevé sur le retard de croissance de l'enfant comprend la

<sup>11</sup> UNICEF. 2015. UNICEF's approach to scaling up nutrition for mothers and their children. Document de travail.

<sup>12</sup> UNICEF. 1998. The State of the World's Children 1998.

<sup>13</sup> Banque mondiale 2006. Repositioning Nutrition as Central to Development: A Strategy for Large-Scale Action.

promotion de l’allaitement maternel, une alimentation complémentaire adéquate et la supplémentation en vitamine A. Elle a été affinée et définie en termes d’interventions nutritionnelles éprouvées à fort impact dans la deuxième série Lancet Nutrition de 2013, qui constituait un ensemble d’interventions « spécifiques à la nutrition ». La série Lancet 2013 a également souligné l’importance de l’investissement dans d’autres interventions, regroupées sous le terme d’interventions « sensibles à la nutrition », qui incluent l’« agriculture sensible à la nutrition », tel que décrit dans les sections suivantes.

## 2.1.2 Définitions des principaux termes clés relatifs à la nutrition et pertinents pour l’IFNA

### Interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition

Les interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition sont respectivement définies comme suit<sup>14</sup> :

#### **Interventions spécifiques à la nutrition :**

Interventions ou programmes qui s’attaquent aux déterminants immédiats de la nutrition et du développement du fœtus et de l’enfant – une alimentation et un apport en nutriments adéquats, des pratiques en matière d’alimentation, de soins et d’éducation des enfants, et un faible fardeau des maladies infectieuses.

#### **Interventions sensibles à la nutrition :**

Interventions ou programmes qui s’attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l’enfant – sécurité alimentaire, ressources adéquates en matière de soins aux niveaux maternel, familial et communautaire, et accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique – et qui intègrent des objectifs et des actions spécifiques en matière de nutrition. Les programmes sensibles à la nutrition peuvent servir de plateformes de lancement des interventions spécifiques à la nutrition, augmentant potentiellement leur échelle, leur couverture et leur efficacité.

#### **Exemples d’interventions spécifiques à la nutrition**

- Santé et nutrition chez l’adolescent, la fille/ femme non enceinte et la mère
- Supplément alimentaire maternel ou supplémentation en micronutriments
- Promotion de l’allaitement maternel optimal
- Alimentation complémentaire, pratiques d’alimentation adaptées et stimulation
- Supplémentation alimentaire
- Diversification et supplémentation en micronutriments ou enrichissement pour les enfants
- Traitement de la malnutrition aiguë sévère
- Prévention et gestion des maladies
- Nutrition dans les situations d’urgence

#### **Exemples d’interventions sensibles à la nutrition**

- Agriculture et sécurité alimentaire
- Filets de sécurité sociale
- Développement de la petite enfance
- Santé mentale maternelle
- Autonomisation des femmes
- Protection de l’enfance
- Scolarisation
- Eau, assainissement et hygiène
- Services de santé et de planification familiale

<sup>14</sup> Ruel, et al. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet* 2013; 382: 536–51.

### Agriculture sensible à la nutrition

« L'agriculture sensible à la nutrition » est une expression relativement nouvelle qui a été expliquée de manière légèrement différente par différentes parties prenantes (Tableau 3), en partie parce que ses voies d'impact (c'est-à-dire comment les interventions agricoles pourraient avoir un impact sur la nutrition) sont complexes et que les données probantes empiriques sont rares.<sup>15</sup>

**Tableau 3 : Définitions principales et conceptualisation de l'agriculture sensible à la nutrition**

<b>IFPRI (Ruel and Alderman, 2013)</b>	Six voies ont été identifiées par lesquelles les interventions agricoles peuvent avoir un impact sur la nutrition : <ol style="list-style-type: none"><li>1) Accès à la nourriture à partir de sa propre production ;</li><li>2) Revenus provenant de la vente des denrées produites ;</li><li>3) Prix des aliments en fonction de l'évolution de l'offre et de la demande ;</li><li>4) Amélioration du statut social et autonomisation des femmes grâce à un meilleur accès aux ressources et à un meilleur contrôle sur celles-ci ;</li><li>5) Le temps des femmes consacré à l'agriculture, ce qui peut être positif ou négatif pour leur propre nutrition et celle de leurs enfants ; et</li><li>6) La santé et la nutrition des femmes à travers l'implication dans l'agriculture, qui peut aussi avoir des impacts positifs ou négatifs, en fonction de l'exposition aux agents toxiques et de l'équilibre entre les apports et dépenses énergétiques.</li></ol>
<b>USAID-SPRING</b>	Trois voies principales ont été identifiées pour créer un impact sur l'état nutritionnel des gens : <ol style="list-style-type: none"><li>1) <b>Voie de production alimentaire</b>, affectant les aliments disponibles pour la consommation des ménages ainsi que le prix de divers aliments ;</li><li>2) <b>Voie du revenu agricole</b> pour les dépenses en produits alimentaires et non alimentaires ; et</li><li>3) <b>L'autonomisation des femmes</b>, qui affecte le revenu, la capacité et les pratiques en matière de soins, ainsi que les dépenses énergétiques des femmes.<sup>16</sup></li></ol>
<b>FAO</b>	L'agriculture sensible à la nutrition est définie comme « une approche du développement agricole fondée sur l'alimentation et qui place la richesse nutritionnelle des aliments, la diversité alimentaire et l'enrichissement des aliments au cœur de la lutte contre la malnutrition et les carences en micronutriments ». <sup>17</sup> La FAO recommande trois grands domaines de mise en œuvre dans le cadre de l'agriculture sensible à la nutrition : <ol style="list-style-type: none"><li>1) Rendre la nourriture plus disponible et plus accessible en <b>augmentant la production agricole et les revenus</b>, ce qui à son tour a un effet considérable sur la réduction de la malnutrition ;</li><li>2) Rendre l'alimentation plus diversifiée et la production plus durable <b>en rendant une plus grande variété de cultures disponibles au niveau local</b> de manière durable ; et</li><li>3) <b>Rendre les aliments eux-mêmes plus nutritifs</b> grâce à l'enrichissement et à la transformation des aliments, à la sélection des plantes et à l'amélioration de la fertilité des sols.</li></ol>

Sources : Extrait de Ruel, et al. 2013 ; Herforth, et al. 2014 ; site web de la FAO.

Remarques : IFPRI = International Food Policy Research Institute ; USAID-SPRING = US Agency for International Development-Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally ; FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<sup>15</sup> Ruel, et al. Nutrition-Sensitive Agriculture: What Have We Learned and Where Do We Go from Here? Document de travail de l'IFPRI. 2017.

<sup>16</sup> Herforth, Anna, and Jody Harris. 2014. Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Résumé N° 1, Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series. USAID/SPRING Project.

<sup>17</sup> <http://www.fao.org/3/a-as601e.pdf>

Dans tous les cas, il est important de supposer que l'augmentation de la production alimentaire et du revenu agricole des exploitants agricoles n'améliorerait pas automatiquement leur régime alimentaire et leur état nutritionnel. Cela exige la disponibilité/accessibilité d'aliments nutritifs et diversifiés sur les marchés locaux, ou, dans le cas d'une accessibilité limitée aux aliments nutritifs sur les marchés, l'autoproduction peut être recommandée et soutenue. Pour que ces produits soient disponibles et abordables sur les marchés, il faut créer la demande chez les consommateurs. En outre, l'autonomisation des femmes, qui est connue pour être efficace dans la hausse de la motivation et la promotion du changement des comportements vers de meilleures pratiques alimentaires et l'amélioration de la nutrition, est au cœur des voies de l'agriculture sensible à la nutrition.

De plus, l'accent est mis sur la nécessité d'un lien fort « disponibilité/accessibilité » des produits agricoles pour « l'utilisation ». En d'autres termes, tandis que l'on retrouve normalement la « disponibilité/accessibilité » dans le secteur agricole, l'« utilisation » définie comme « la façon dont l'organisme tire le meilleur parti des divers éléments nutritifs des aliments »<sup>18</sup> ne peut être adéquate sans des régimes alimentaires nutritifs et sûrs, un environnement biologique et social adéquat et des soins de santé appropriés pour éviter les maladies, toutes ces questions allant au-delà de celles que le secteur agricole a traditionnellement abordées. L'IFNA se concentrera sur le secteur agricole en tant que plateforme, au moins à sa phase initiale, et assurera sa contribution à l'amélioration de la nutrition en promouvant les « liens agriculture-nutrition » en tant qu'actions allant au-delà de ce que l'agriculture seule ferait normalement. L'expression « liens agriculture-nutrition » utilisée dans ce rapport fait référence à des actions basées sur l'agriculture et qui ont des liens étroits avec les interventions nécessaires spécifiques à la nutrition et autres interventions nécessaires pour atteindre les résultats nutritionnels souhaités.

## **2.2 Paysage actuel des actions multisectorielles en matière de nutrition**

### **2.2.1 Mouvements mondiaux sur la nutrition multisectorielle**

Au cours des dernières décennies, le développement stratégique mondial dans le domaine de la nutrition a été principalement mené par des organisations travaillant dans le secteur de la santé, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (en tant qu'organisme normatif) et l'UNICEF (en tant que chef de file de la mise en œuvre), en collaboration avec d'autres organismes/institutions de recherche bilatéraux. Au cours de la dernière décennie, de multiples efforts internationaux et nationaux ont été déployés pour mettre fin à la malnutrition, tels que

---

<sup>18</sup> FAO. 2008. Food Security Information for Action - Practical Guides: An Introduction to the Basic Concepts of Food Security (<http://www.fao.org/docrep/013/al936e/al936e00.pdf>).

le mouvement multipartite Scaling Up Nutrition (SUN) lancé en 2010, le Défi Faim Zéro lancé en 2012<sup>19</sup>, les Sommets sur la nutrition pour la croissance à Londres en 2013 et à Rio de Janeiro en 2016, et les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés à l'unanimité par les États membres de l'ONU en 2015. L'une des questions mises en évidence dans les dialogues mondiaux est la nécessité d'accélérer les approches multisectorielles de la nutrition ; en d'autres termes, le monde a reconnu la nécessité de lutter contre la malnutrition à travers différents secteurs.

### **2.2.2 Rôles stratégiques joués par les principaux acteurs dans les liens agriculture-nutrition**

Un grand nombre d'organisations de développement, de réseaux et d'initiatives travaillent dans le domaine de la nutrition. En raison de la nature multisectorielle de la nutrition et de la programmation nutritionnelle, qui sont devenues plus intégrées au cours des dernières années, il serait très difficile de classer ces organisations et initiatives par secteur ou selon d'autres critères, comme le niveau de sensibilité à la nutrition. La présente section tente plutôt d'illustrer les rôles stratégiques joués par certaines parties prenantes clés qui sont ressortis de notre examen documentaire et de nos entretiens avec les parties prenantes (Figure 6). Les stratégies spécifiques de ces parties prenantes sont résumées à l'Annexe 4.

**Établissement de normes et conceptualisation :** Par exemple, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont publié un certain nombre de rapports ou de notes d'orientation pour clarifier les définitions, examiner les données probantes existantes et conceptualiser les stratégies au niveau mondial. Au niveau national, la FAO joue souvent un rôle de chef de file dans l'élaboration de politiques/stratégies sur la sécurité alimentaire et l'agriculture sensible à la nutrition.

**Agir sur le terrain :** Un certain nombre d'organisations participent à la mise en œuvre de nombreuses façons différentes. Parmi elles, des agences bilatérales, telles que l'USAID et la GIZ semblent travailler de manière très intégrée en franchissant la frontière entre les secteurs de l'agriculture et de la santé dans le cadre d'un projet. D'autre part, les institutions multilatérales semblent exiger des efforts particuliers pour jeter des ponts entre les secteurs. Par exemple, la FAO, le Fonds international de développement agricole (IFAD), le Programme alimentaire mondial (WFP) et la Banque mondiale (projets agricoles) travaillent

---

<sup>19</sup> Le Défi Faim Zéro lancé par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon en 2012 reflète cinq éléments des ODD qui, pris ensemble, peuvent mettre fin à la faim, éliminer toutes les formes de malnutrition et construire des systèmes alimentaires inclusifs et durables.

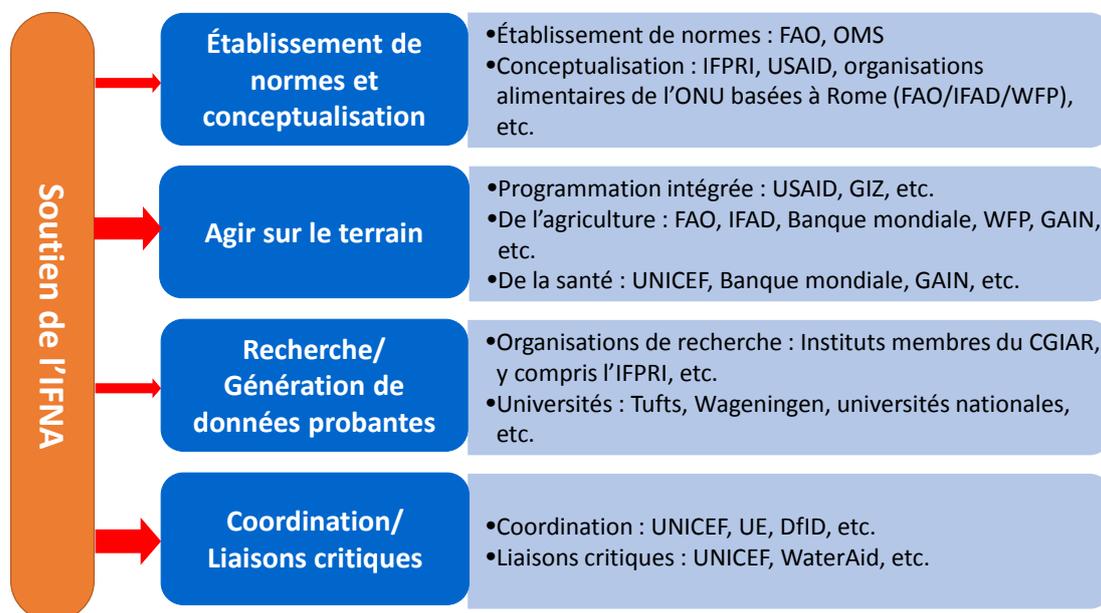
dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, tandis que l'UNICEF et la Banque mondiale (projets sanitaires) travaillent davantage dans le domaine de la santé. Leurs programmes, dans certains cas liés, souvent ne le sont pas. Les opérations des ONG ont tendance à dépendre de la stratégie de leurs partenaires financiers, mais il y en a quelques-unes, comme Helen Keller International (HKI), qui ont accumulé de l'expérience dans la programmation intégrée de la nutrition sur le terrain.

**Recherche et production de données probantes :** Dans le domaine de la recherche et de la production de données probantes, l'IFPRI, sous l'égide du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), a pris la tête dans un certain nombre de pays, et d'autres agences et programmes du CGIAR, tels que HarvestPlus, le Centre international de la pomme de terre (CIP) et le Centre international de développement du maïs et du blé (CIMMYT) ont contribué à différents éléments de recherche. Il y a de plus en plus d'institutions académiques, comme les universités des pays donateurs (p. ex., l'Université Tufts aux États-Unis, l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, etc.) qui travaillent sur la recherche et le développement ainsi que sur l'évaluation des programmes dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition, parfois en partenariat avec les universités nationales.

**Coordination et liens critiques :** Les programmes multisectoriels de nutrition pourraient progresser davantage lorsque les efforts de coordination sont fonctionnels et que les liens essentiels sont créés. Dans de nombreux pays, l'UNICEF, l'Union européenne (UE) et le Department for International Development (DfID) du Royaume-Uni ont joué un rôle de chef de file dans la coordination des parties prenantes travaillant dans le domaine de la nutrition. L'UNICEF joue également un rôle unique dans la création de liens efficaces sur le terrain parce qu'il a dirigé techniquement la mise en œuvre du programme de nutrition en mettant fortement l'accent sur la communication pour le changement social et comportemental, qui est une composante essentielle de toutes les interventions sensibles à la nutrition.

Reconnaissant qu'il existe déjà des parties prenantes clés qui ont joué un rôle de premier plan dans différents domaines de spécialités, l'IFNA, en tant qu'initiative multipartenaires prise par les pays, pourrait peut-être maximiser son potentiel en soutenant des actions de nutrition basées sur l'agriculture sur le terrain, en mettant l'accent sur le comblement des lacunes et la création de liens efficaces entre les programmes agricoles et les programmes de santé/nutrition. L'IFNA devrait non seulement se concentrer sur cet appui orienté vers l'action au niveau de la mise en œuvre, mais aussi le lier au renforcement de la coordination aux niveaux infranationaux – près du lieu où se prennent les actions concrètes. En outre, cet appui devrait être conçu de manière systématique de sorte qu'il puisse également contribuer à la production

de données probantes au moyen de plateformes de mise en œuvre et de mécanismes de coordination.



**Figure 6 : Rôles stratégiques joués par les principales parties prenantes en nutrition**

### 2.2.3 Partenaires financiers

L'une des approches dont l'IFNA doit tenir compte et au sujet de laquelle elle doit élaborer une stratégie consiste à collaborer avec d'autres réseaux et initiatives de financement internationaux/régionaux. Les principaux réseaux et initiatives de financement liés à la nutrition sont présentés ci-dessous.

**Tableau 4 : Principaux réseaux et initiatives de financement dans le domaine de la nutrition**

Initiative ou organisation	Principal bailleur de fonds ou organisateur	Objectif principal et caractéristiques	Points de collaboration potentiels avec l'IFNA
<b>Non axé sur la recherche</b>			
Initiative d'Amsterdam contre la malnutrition (AIM)	<u>Fonds</u> : Pays-Bas ; partenaires de l'AIM <u>Gestion</u> : GAIN.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds de contrepartie entre le ministère néerlandais des Affaires étrangères, soutenant l'approche axée sur le marché, les modèles d'affaires sociales innovantes et les PPP, travaillant à de multiples niveaux de chaînes de valeur.</li> </ul> <a href="https://www.gainhealth.org/knowledge-centre/project/amsterdam-initiative-against-malnutrition/">[https://www.gainhealth.org/knowledge-centre/project/amsterdam-initiative-against-malnutrition/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'accent est mis sur les chaînes de valeur et l'approche axée sur le marché.</li> </ul>
Children's Investment Fund Foundation (CIFF)	Une organisation philanthropique indépendante basée au Royaume-Uni.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vise à améliorer la vie des enfants.</li> <li>Les domaines de travail prioritaires sont : survivre et prospérer (y compris la nutrition), la protection de l'enfance et le changement climatique.</li> </ul> <a href="https://ciff.org/">[https://ciff.org/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le retard de croissance est l'une des priorités en matière de nutrition.</li> <li>Actuellement, l'<u>Éthiopie</u>, le <u>Kenya</u>, le <u>Malawi</u> et le <u>Nigeria</u> reçoivent des fonds pour la nutrition (le Kenya travaille sur des solutions nutritionnelles pour les familles de petits exploitants agricoles).</li> </ul>
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)	Banque mondiale, BAD, BAD (Afrique), BID, IFAD, WFP, BMGF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Met en œuvre l'engagement du G20 de 2009 pour améliorer/accroître la productivité agricole.</li> <li>Fonds d'intermédiaire financier, géré par la Banque mondiale en tant qu'administrateur, comprenant à des guichets de financement des secteurs public et privé.</li> </ul> <a href="http://www.gafspfund.org/content/about-gafsp">[http://www.gafspfund.org/content/about-gafsp]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La majorité du financement de la nutrition (les 2/3) concerne l'agriculture sensible à la nutrition.</li> <li><u>La plupart des pays cibles de l'IFNA</u> reçoivent des fonds.</li> </ul>
Mécanisme de financement mondial en soutien à Chaque Femme Chaque Enfant (GFF)	Banque mondiale, Canada, Japon, BMGF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vise à améliorer la santé et la qualité de vie des femmes et des enfants grâce à un financement synergique à l'appui des priorités nationales (création d'un fonds d'affectation spéciale du GFF pour obtenir davantage de ressources des gouvernements nationaux et de l'IDA/BIRD et s'aligner sur les financements extérieurs et les investissements du secteur privé).</li> <li>S'inspirer des autres secteurs qui influencent les résultats en matière de santé/nutrition, tels que l'éducation, l'EAH et la protection sociale.</li> </ul> <a href="https://www.globalfinancingfacility.org/introduction">[https://www.globalfinancingfacility.org/introduction]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'alignement avec les bailleurs de fonds externes fait partie de la stratégie du GFF.</li> <li>L'accent est mis sur le système de santé et le financement avec la flexibilité d'investir dans de multiples secteurs.</li> <li>Les pays bénéficiaires comprennent le <u>Burkina Faso</u>, l'<u>Éthiopie</u>, le <u>Kenya</u>, <u>Madagascar</u>, le <u>Malawi</u>, le <u>Mozambique</u> et le <u>Nigeria</u>.</li> </ul>
Le pouvoir de la nutrition	CIFF, UBS Optimus Foundation, DfID, UNICEF, Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investir dans les suppléments nutritionnels de base, l'éducation et les services aux enfants, en utilisant un mécanisme de financement novateur qui multiplie par quatre la contribution des nouveaux investisseurs grâce à des fonds de contrepartie fournis par The Power of Nutrition et les partenaires de mise en œuvre dans le pays bénéficiaire.</li> <li>Le premier bénéficiaire – la Tanzanie.</li> </ul> <a href="http://www.powerofnutrition.org/">[http://www.powerofnutrition.org/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peut multiplier les contributions disponibles.</li> <li>L'accent est davantage mis sur les actions spécifiques à la nutrition.</li> </ul>

Initiative ou organisation	Principal bailleur de fonds ou organisateur	Objectif principal et caractéristiques	Points de collaboration potentiels avec l'IFNA
Fonds fiduciaire multipartenaires du Mouvement SUN (MPTF)	<u>Contributeurs</u> : DfID, Irish Aid, DDC <u>Organisations participantes</u> : UNOPS, WFP, OMS, ONU, REACH	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Soutenir les actions initiales de SUN au niveau des pays et la mobilisation de la société civile vers les objectifs du Mouvement SUN en plus des efforts stratégiques mondiaux de SUN.</li> </ul> <a href="http://scalingupnutrition.org/sun-supporters/sun-movement-multi-partner-trust-fund/">[http://scalingupnutrition.org/sun-supporters/sun-movement-multi-partner-trust-fund/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'un des plus grands réseaux mondiaux de nutrition.</li> <li>▪ Les pays bénéficiaires comprennent le <u>Ghana</u>, le <u>Kenya</u>, <u>Madagascar</u>, le <u>Malawi</u>, le <u>Mozambique</u>, le <u>Nigeria</u> et le <u>Sénégal</u>.</li> </ul>
<b>Axé sur la recherche</b>			
Académie de l'agriculture, de la nutrition et de la santé (ANH)	BMGF/ DfID avec LCIRAH, IMMANA, A4NH (IFPRI/CGIAR)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un réseau mondial de recherche sur les systèmes agricoles et alimentaires pour l'amélioration de la nutrition/santé comme plateforme d'apprentissage et de partage.</li> <li>▪ Vise à favoriser une communauté de chercheurs et d'utilisateurs de la recherche travaillant à l'intersection de l'agriculture, de la nutrition et de la santé.</li> <li>▪ Conférence annuelle 2018 prévue en juin 2018 à Accra, Ghana.</li> </ul> <a href="http://anh-academy.org/">[http://anh-academy.org/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plateforme de partage et d'apprentissage ciblant principalement les chercheurs.</li> </ul>
Programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH)	<u>Financé par</u> : Bailleurs de fonds du CGIAR, Australie, Irlande, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni et autres. <u>Géré par</u> : IFPRI/CGIAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Vise à développer de meilleures synergies entre l'agriculture et la nutrition/santé pour maximiser les bénéfices et minimiser les risques des actions agricoles sur la nutrition et la santé humaine en remodelant les actions des chercheurs agricoles, des acteurs de la chaîne de valeur, des exécutants de programmes et des décideurs politiques pour mieux contribuer aux résultats/impacts sur la nutrition et la santé.</li> <li>▪ La phase II actuelle (2017-2022) poursuivra la recherche sur la biofortification, les programmes et politiques intégrés agriculture-nutrition, et la salubrité alimentaire.</li> </ul> <a href="http://a4nh.cgiar.org/">[http://a4nh.cgiar.org/]</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Similarité avec l'IFNA dans la recherche de synergies entre l'agriculture et la nutrition/santé.</li> <li>▪ Les pays cibles (22 en 2017) comprennent deux pays de l'IFNA – l'<u>Éthiopie</u> et le <u>Nigeria</u>.</li> </ul>
Feed the Future Innovation Labs	USAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Collaboration avec les universités américaines et les établissements de recherche et d'enseignement des pays en développement pour relever les plus grands défis mondiaux en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique et en Asie grâce à la mise en place de 24 laboratoires thématiques.</li> <li>▪ Le but de l'Innovation Lab for Nutrition dirigé par l'Université Tufts est de découvrir comment des interventions intégrées de l'agriculture, de la nutrition et de la santé peuvent améliorer à grande échelle la nutrition maternelle et infantile et renforcer la capacité de recherche institutionnelle et humaine par le biais d'une formation de troisième cycle et d'un soutien pour des cours de courte durée et des conférences.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il y a aussi d'autres laboratoires qui se concentrent sur des sujets spécifiques de développement agricole (tels que les pois chiches résistants au climat et les systèmes d'élevage).</li> <li>▪ Les pays cibles (12) comprennent cinq pays de l'IFNA – le <u>Kenya</u>, l'<u>Éthiopie</u>, le <u>Sénégal</u>, le <u>Ghana</u> et le <u>Nigeria</u>.</li> </ul>

Notes: GAIN = Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition ; BAD = Banque asiatique de développement ; BADf = Banque africaine de développement ; IDB = Inter-American Development Bank ; BMGF = Fondation Bill & Melinda Gates ; IDA/BIRD = Association internationale de développement/Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Le Groupe de la Banque mondiale); CIFF = Children's Investment Fund Foundation ; DDC = Direction du développement et de la coopération (Suisse) ; UNOPS = United Nations Office for Project Services ; LCIRAH = Leverhulme Centre for Integrative Research on Agriculture and Health (LCIRAH) ; IMMANA = Innovative Methods and Metrics for Agriculture and Nutrition Actions ; A4NH = Agriculture for Nutrition and Health.

## 2.2.4 Initiatives régionales/continentales et Coalition pour la nutrition

L'IFNA devrait également poursuivre les dialogues avec les initiatives régionales et continentales sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition pour développer une vision commune vers une meilleure nutrition pour tous et aligner les stratégies et activités spécifiques sous la direction des gouvernements des pays cibles de l'IFNA. Voici la liste des initiatives qui incluent explicitement des éléments nutritionnels.

**Tableau 5 : Liste des initiatives régionales/continentales et des coalitions liées à la nutrition en Afrique**

<b>Déclaration de Malabo par l'Union africaine</b>	Les chefs d'État et de gouvernement de l'UA ont adopté la Déclaration de Malabo sur l'accélération de la croissance agricole et la transformation en vue d'une prospérité partagée et de l'amélioration des moyens de subsistance lors de la session ordinaire de la Conférence de l'UA à Malabo, Guinée équatoriale, en juin 2014. La Déclaration de Malabo réitère la détermination de l'UA à mettre fin à la faim et à améliorer la nutrition conformément à sa Décision de 2013 sur un partenariat renouvelé pour une approche unifiée visant à mettre fin à la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) qui a été lancé lors du Sommet de l'UA en 2003. [ <a href="https://au.int/sites/default/files/documents/31006-doc-malabo_declaration_2014_11_26-.pdf">https://au.int/sites/default/files/documents/31006-doc-malabo_declaration_2014_11_26-.pdf</a> ]
<b>Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition par la Commission de l'UA (CUA)</b>	Lancée en 2012, la Nouvelle Alliance est un partenariat dans lequel les parties prenantes s'engagent dans des réformes politiques et investissements spécifiques qui accélèrent la mise en œuvre des stratégies de sécurité alimentaire des pays africains. Les domaines d'engagement sont décrits dans ses Cadres de coopération qui incluent la nutrition. Il y a actuellement dix pays partenaires, dont sept sont également des pays cibles de l'IFNA (soulignés) : Bénin, <u>Burkina Faso</u> , Côte d'Ivoire, <u>Éthiopie</u> , <u>Ghana</u> , <u>Malawi</u> , <u>Mozambique</u> , <u>Nigeria</u> , <u>Sénégal</u> et Tanzanie. Les activités au niveau des pays sont soutenues par l'UE, les gouvernements bailleurs de fonds du G8 et diverses entités du secteur privé. [ <a href="https://www.growafrica.com/organizations/new-alliance-food-security-and-nutrition">https://www.growafrica.com/organizations/new-alliance-food-security-and-nutrition</a> ]
<b>Grow Africa organisé conjointement par la CUA, l'organisation du NEPAD et le Forum économique mondial</b>	Grow Africa est une plateforme de partenariat pour inclusif l'agriculture africaine à l'appui du PDDAA. Grow Africa a pour mandat de soutenir l'implication du secteur privé dans le contexte de la Nouvelle Alliance et de la Déclaration de Malabo. [ <a href="https://www.growafrica.com/">https://www.growafrica.com/</a> ]
<b>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</b>	La CEDEAO organise des forums sur la nutrition chaque année. En 2017, le 15e Forum de la CEDEAO sur la nutrition a été accueilli par le gouvernement de Guinée-Bissau avec l'appui du WFP, de l'UNICEF, de l'OMS, de la FAO et de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS). Le thème du forum était « La surveillance de la nutrition : vers une amélioration de la planification et une prise de décision basée sur des données probantes, en matière de sécurité nutritionnelle en Afrique de l'Ouest ». [ <a href="http://www.wahooas.org/IMG/pdf/affiches/Banner_Nutrition_15e_Forum_Bissau_En_english.pdf">www.wahooas.org/IMG/pdf/affiches/Banner_Nutrition_15e_Forum_Bissau_En_english.pdf</a> ]
<b>Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA)</b>	La politique de santé de la CDA prévoit d'élever le niveau régional de santé de tous les citoyens à un niveau acceptable en promouvant, coordonnant et soutenant les efforts des États membres pour améliorer l'accès aux interventions sanitaires à fort impact. Dans la politique, les dix domaines prioritaires comprennent la nutrition et la salubrité alimentaire. [ <a href="http://www.sadc.int/themes/health/">http://www.sadc.int/themes/health/</a> ]

Note : Les sites Web de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ne contiennent aucune information pertinente sur les stratégies en matière de nutrition.

### **3. Résultats de l'Enquête préparatoire par pays**

L'Enquête préparatoire de l'IFNA a été menée dans les dix pays cibles, à savoir : le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan, de mai à octobre 2017. Le présent chapitre résume les principales constatations et principaux résultats des enquêtes préparatoires par pays. Ce rapport ne contient que des analyses transnationales limitées parce que le processus de développement de l'IFNA se concentrera plutôt sur les actions spécifiques au contexte de chaque pays, qui seront ensuite partagées et synthétisées pour l'apprentissage mutuel.

#### **3.1 Situations de la nutrition et de la sécurité alimentaire<sup>20</sup>**

Les sections suivantes présentent la situation de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans les dix pays cibles de l'IFNA. Les indicateurs présentés ci-dessous ont été sélectionnés parce que certains d'entre eux font l'objet d'un suivi mondial (par exemple, le retard de croissance, l'émaciation et l'anémie des femmes dans le cadre des objectifs nutritionnels mondiaux adoptés par l'Assemblée mondiale de la santé en 2012<sup>21</sup>), et que d'autres reflètent les principaux problèmes nutritionnels mis en évidence dans les enquêtes préparatoires par pays.

##### **3.1.1 Dénutrition chronique et aiguë chez les enfants**

Le retard de croissance chez l'enfant est l'état dans lequel un enfant est trop petit pour son âge selon les normes de croissance de l'OMS (basées sur les données mondiales d'enfants en bonne santé âgés de moins de cinq ans qui sont supposés avoir une croissance normale indépendamment des différences ethniques/génétiques, etc.). Le retard de croissance se produit au fil du temps en raison de causes multiples telles qu'une mauvaise alimentation, des infections répétées et une stimulation psychosociale inadéquate à laquelle l'enfant est confronté dans la vie de tous les jours, et il est donc appelé également dénutrition chronique. Il y a un autre état qui représente la dénutrition aiguë, également appelée émaciation, cet état étant défini comme le fait d'être trop mince pour la taille standard. Le retard de croissance et l'émaciation des enfants sont tous deux utilisés comme indicateurs des objectifs nutritionnels mondiaux.

La prévalence du retard de croissance chez l'enfant a été utilisée comme indicateur principal pour suivre les progrès réalisés dans la prévention de la dénutrition, car elle est le résultat des

---

<sup>20</sup> Seules les données des rapports publiés de l'Enquête démographique et de santé (EDS) qui sont représentatives à l'échelle nationale ont été utilisées. Pour le Soudan où l'EDS n'est pas disponible, les données de l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) ont été utilisées.

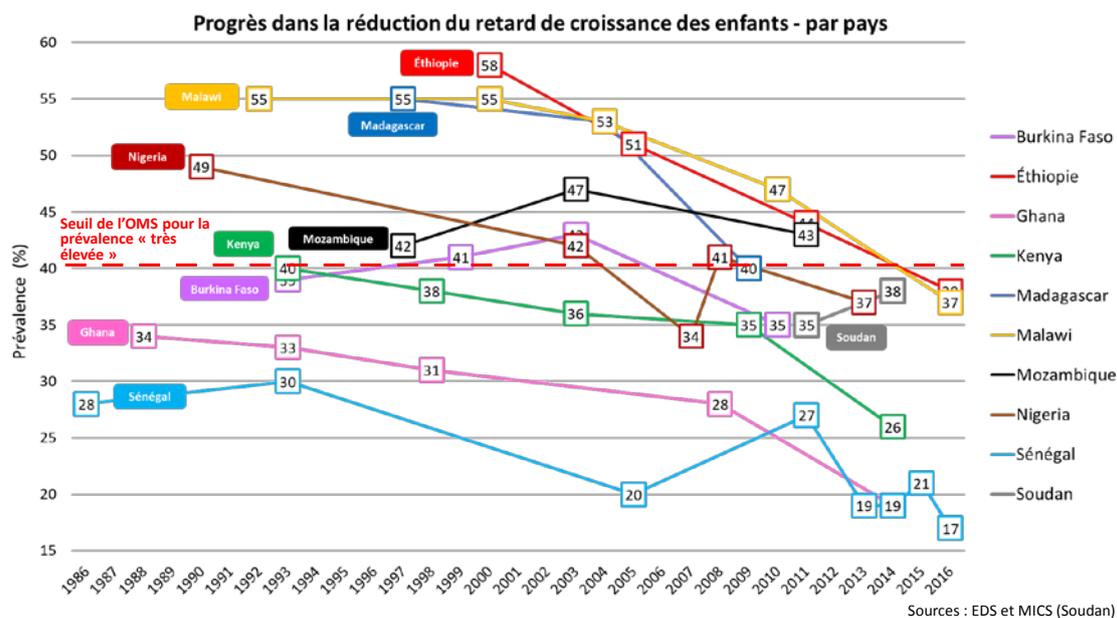
<sup>21</sup> Les six cibles comprennent le retard de croissance, l'émaciation de l'enfant, l'insuffisance pondérale à la naissance, l'anémie chez les femmes en âge de procréer, l'allaitement maternel exclusif et la surcharge pondérale de l'enfant.

soins et pratiques nutritionnels quotidiens, des services nécessaires au maintien de sa santé et de l'environnement dans lequel l'enfant vit.<sup>22</sup> La plupart des politiques et stratégies internationales et nationales visent à réduire le retard de croissance chez l'enfant en tant qu'objectif nutritionnel majeur parce qu'il est prouvé qu'il est associé à des conséquences socio-économiques à long terme, par exemple, la baisse de productivité d'un adulte qui a souffert d'un retard de croissance dans son enfance. Comme le montre la Figure 7 ci-dessous, la plupart des dix pays cibles de l'IFNA ont démontré une réduction significative de la prévalence nationale du retard de croissance atteignant le seuil de 40 % et plus, défini comme étant la « prévalence très élevée » par l'OMS. Certains d'entre eux, comme l'Éthiopie, le Malawi et le Nigeria, sont passés en dessous de ce seuil pour la première fois au cours des cinq dernières années.

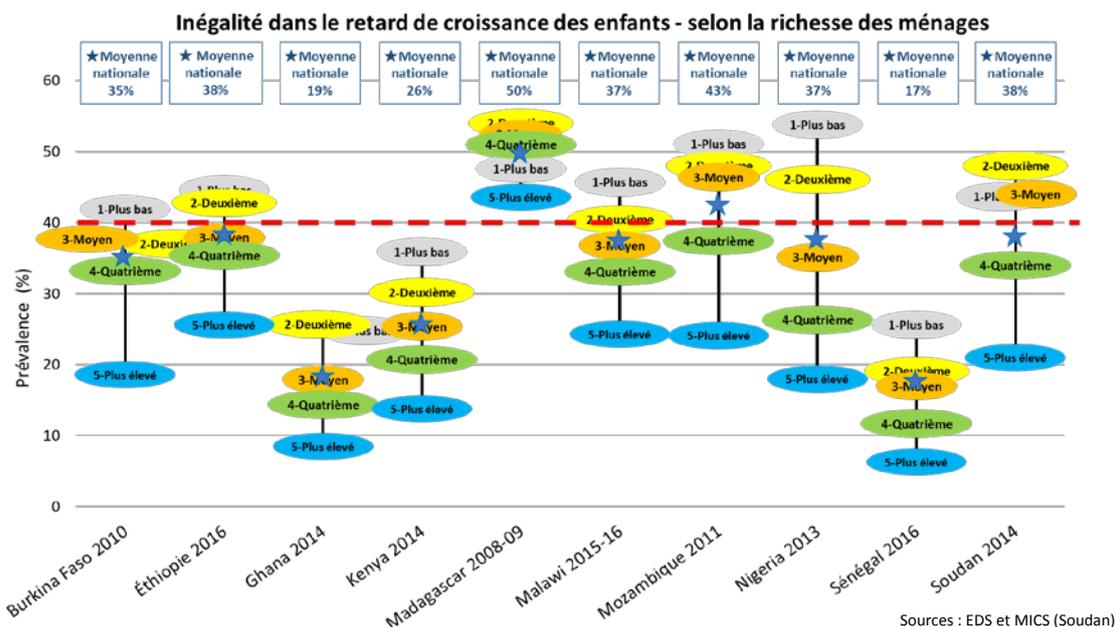
D'autre part, la moyenne agrégée au niveau national tend à masquer les disparités qui existent encore à l'intérieur de chaque pays. Comme le montrent les Figures 8 et 9, la ventilation de la prévalence du retard de croissance chez l'enfant selon le statut socio-économique, comme la richesse du ménage et l'éducation maternelle, montre clairement que plus les conditions socio-économiques des enfants sont défavorisées, plus ils sont susceptibles de connaître un retard de croissance. Dans certains pays, les disparités sont si importantes que le groupe le mieux loti a 10 à 20 % d'enfants souffrant d'un retard de croissance, tandis que le groupe le moins bien loti atteint presque, voire dépasse les 50 %. Alors que la distribution tend à s'étendre du groupe le plus favorisé au groupe le plus défavorisé pour le paramètre de l'éducation, il semble que les trois à quatre groupes des quintiles économiques les plus bas tendent à se chevaucher pour le paramètre économique (par exemple, Burkina Faso, Éthiopie et Mozambique), ce qui implique que seuls les groupes minoritaires les plus favorisés jouissent de l'amélioration de l'état nutritionnel.

---

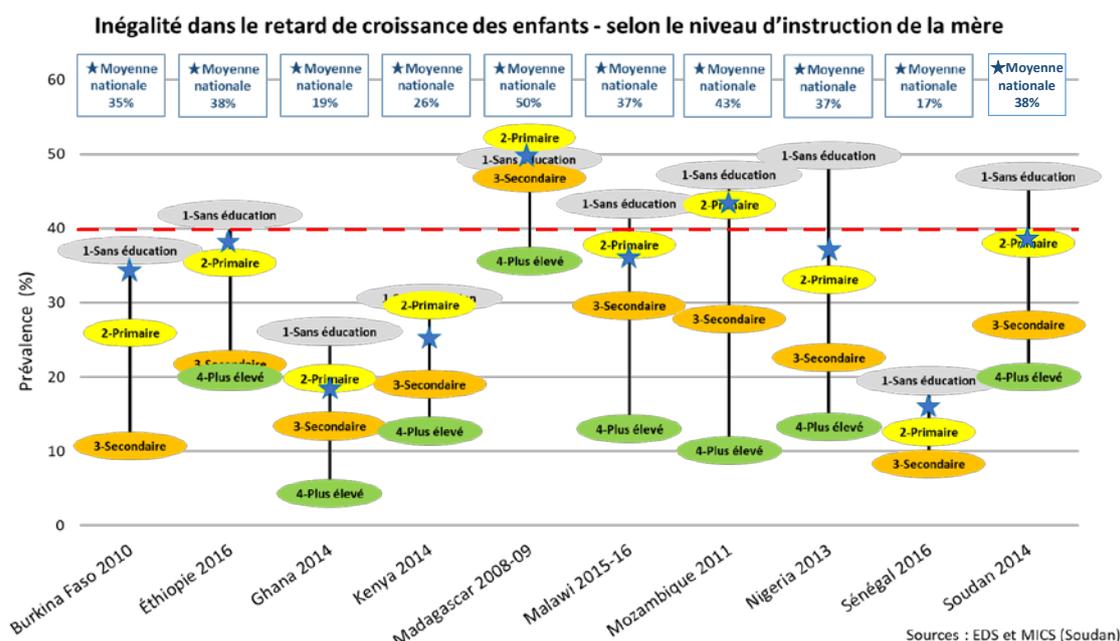
<sup>22</sup> La dénutrition et l'émaciation aigus sont normalement utilisées pour évaluer la présence de chocs externes aigus, tels qu'une sécheresse et une pénurie alimentaire aiguë, une épidémie de choléra ou un déplacement soudain à la suite d'un conflit ou d'une catastrophe.



**Figure 7 : Tendances du retard de croissance chez l'enfant – Pays cibles de l'IFNA**



**Figure 8 : Disparités dans le retard de croissance chez l'enfant selon la richesse des ménages – Pays cibles de l'IFNA**



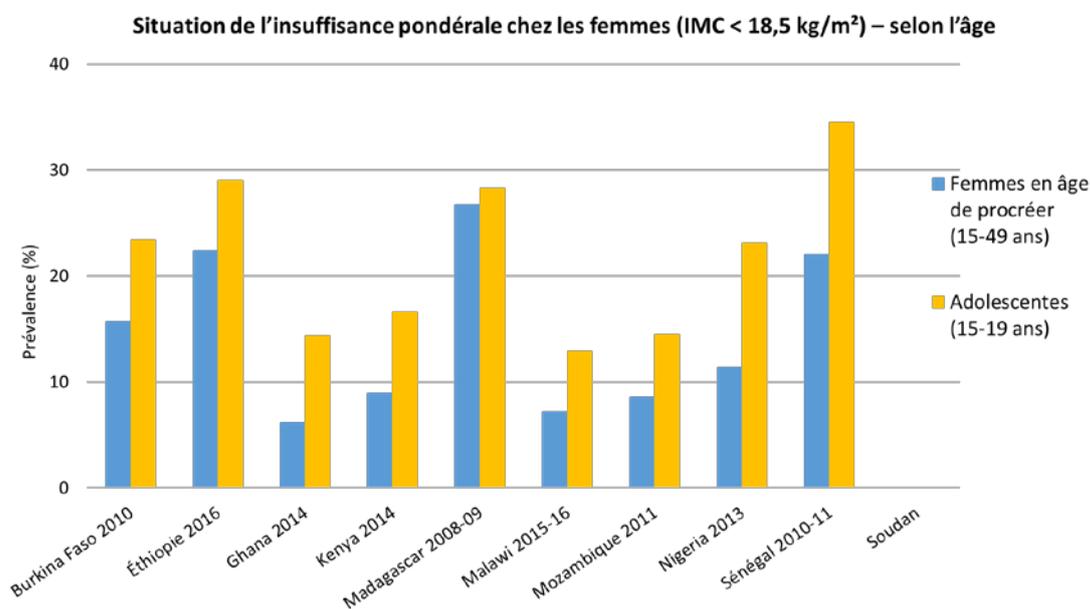
**Figure 9 : Disparités dans le retard de croissance chez l'enfant selon l'éducation maternelle – Pays cibles de l'IFNA**

### 3.1.2 La dénutrition chez les femmes en âge de procréer et les adolescentes

La dénutrition de l'enfant commence par la mère. Il est bien connu que l'état nutritionnel de la mère pendant la grossesse est un déterminant important de la croissance du fœtus, qui continue d'affecter la croissance de l'enfant après la naissance. La dénutrition maternelle est souvent étroitement liée au problème de la dénutrition chez les adolescentes, en particulier là où les grossesses précoces sont fréquentes. Comme le montrent les données de nombreux pays en développement, la prévalence de l'insuffisance pondérale (définie comme l'indice de masse corporelle inférieur à  $18,5 \text{ kg/m}^2$ ) chez les adolescentes de 15-19 ans est beaucoup plus élevée que la moyenne des femmes de 15-49 ans en âge de procréer (par ex., Ghana, Nigeria et Sénégal parmi les pays cibles de l'IFNA ; voir Figure 10), ce qui indique la vulnérabilité nutritionnelle de ce groupe particulier, probablement exacerbée par des grossesses précoces qui leur imposent un lourd fardeau car leur corps a encore des besoins élevés en nutriments pour leur propre croissance physique.

L'OMS définit les taux d'insuffisance pondérale des femmes situés entre 20 et 39 % comme « prévalence élevée (situation grave) » et au-dessus de 40% comme « prévalence très élevée

(situation critique) »<sup>23</sup>.

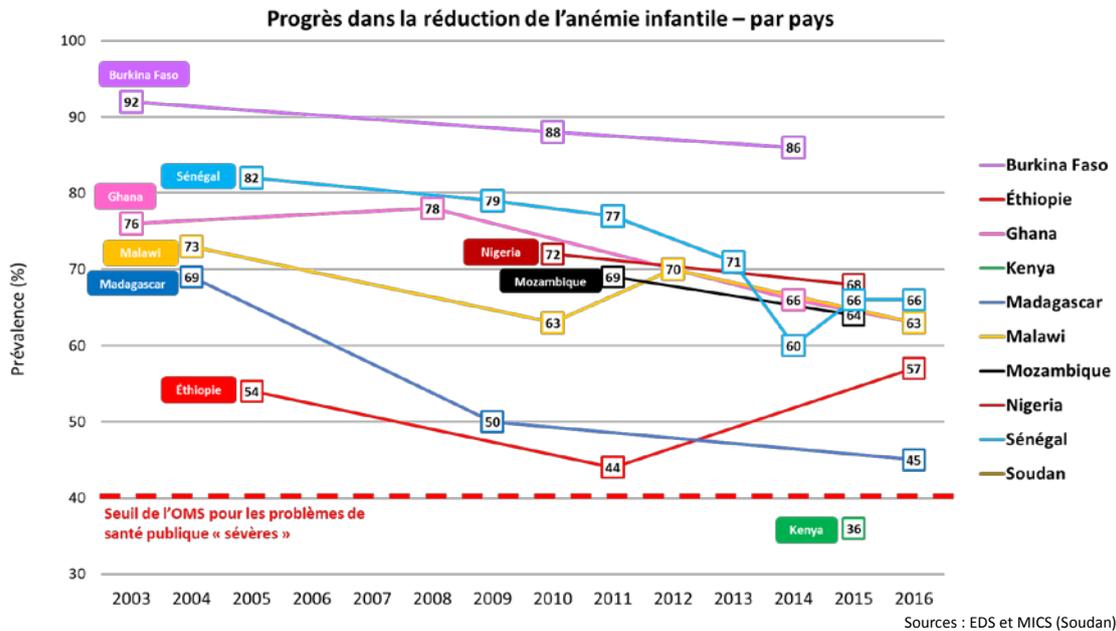


**Figure 10 : Insuffisance pondérale chez les femmes en âge de procréer et les adolescentes – Pays cibles de l'IFNA**

### 3.1.3 Anémie chez les enfants, les femmes en âge de procréer et les adolescentes

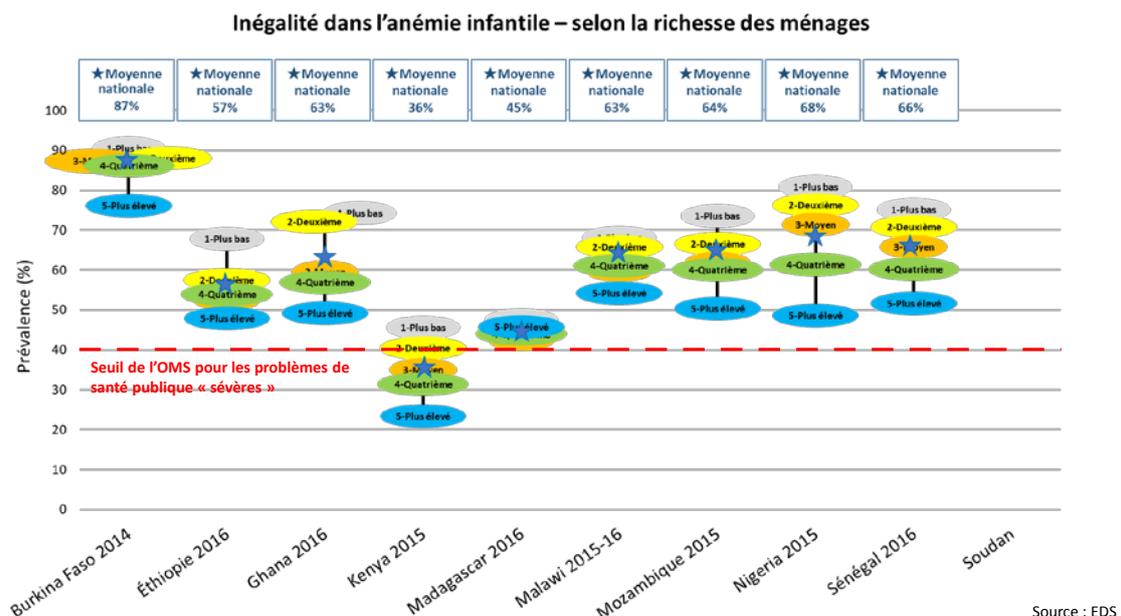
L'anémie chez les enfants et les femmes a également été un problème de santé publique dans de nombreux pays en développement, y compris ceux qui ont réussi à réduire le retard de croissance des enfants. Selon la classification de l'OMS de la prévalence de l'anémie du point de vue de la santé publique, plus de 40 % est considéré comme un « problème de santé publique grave », et entre 20 et 39 % comme un « problème de santé publique modéré ». Il ressort de la Figure 11 que la plupart des pays cibles de l'IFNA se situent encore au-dessus du seuil de 40 %, ce qui pose un problème très grave. Cela montre également que les tendances de l'anémie infantile sont plus diverses que celles du retard de croissance chez l'enfant. Alors que quelques pays ont réduit les taux régulièrement, les autres stagnent, ne les réduisant qu'à un rythme minimal, ou alternent entre la hausse et la baisse (p. ex., Burkina Faso, Malawi, Éthiopie, etc.).

<sup>23</sup> L'OMS classe la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les femmes dans les catégories suivantes, en fonction de son importance pour la santé publique : 5-9 %, « faible prévalence (signe d'avertissement, surveillance requise) » ; 10-19 %, « prévalence moyenne (situation médiocre) » ; 20-39 %, « prévalence élevée (situation grave) » ; ≥40 %, « prévalence très élevée (situation critique) ». ([http://www.who.int/nutrition/nlis\\_interpretation\\_guide.pdf](http://www.who.int/nutrition/nlis_interpretation_guide.pdf)).



**Figure 11 : Tendances de l'anémie infantile – Pays cibles de l'IFNA**

En ce qui concerne les disparités, il semble y avoir une tendance similaire : plus le statut socio-économique est bas, plus les enfants sont susceptibles d'être anémiques. D'autre part, l'ampleur de la disparité semble être plus faible que celle du retard de croissance, car tous les groupes ont tendance à être regroupés. Toutefois, il convient de noter que dans la plupart des pays, même le groupe le mieux loti a une prévalence très élevée ; trois pays ont le groupe le mieux loti au-dessus du seuil de 40 %.

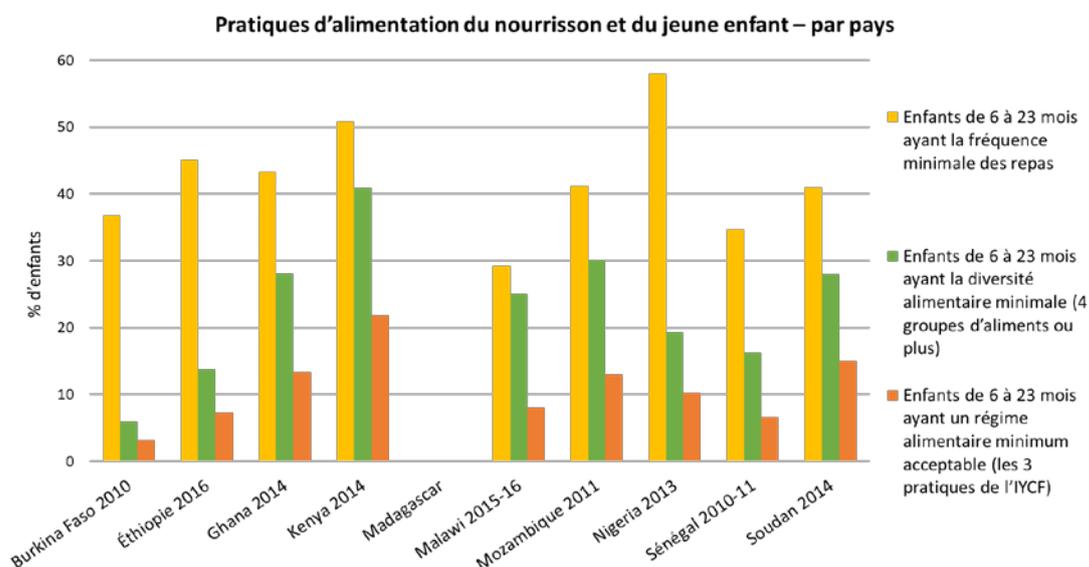


**Figure 12 : Disparités dans l'anémie infantile selon la richesse des ménages – Pays cibles de l'IFNA**

La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est définie comme un autre objectif nutritionnel mondial de l'AMS. Parmi les dix pays cibles de l'IFNA, environ la moitié ont des taux supérieurs au seuil de 40 % défini par l'OMS (voir Annexe 5).

### 3.1.4 Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant

Les indicateurs clés de comportement qui reflètent la situation de l'alimentation complémentaire sont appelés indicateurs de pratique d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) ; ils consistent en la proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui ont atteint la fréquence minimale des repas (MMF), ceux qui ont atteint la diversité alimentaire minimale (MMD) et ceux qui ont reçu la diète minimale acceptable qui répond à la fois aux critères de fréquence et de diversité (MAD) en plus de l'allaitement maternel ou d'une alimentation lactée appropriée. Les indicateurs sont de plus en plus utilisés pour évaluer la situation de l'alimentation complémentaire des jeunes enfants en association avec un résultat de retard de croissance. La répartition de l'indice composite montre que même lorsque 30 à 60 % des enfants répondent au critère de la « fréquence minimale des repas », beaucoup moins répondent à celui de la « diversité alimentaire minimale ». Par conséquent, la proportion d'enfants capables de satisfaire aux deux critères (c'est-à-dire ceux qui reçoivent le « régime alimentaire minimum acceptable ») est même inférieure à 10 % dans pas moins de cinq pays (Figure 13).



Sources : EDS et MICS (Soudan)  
 Note : Madagascar n'est pas indiqué car les dernières données MICS 2012 ne couvraient que 4 régions.

**Figure 13 : Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant – Pays cibles de l'IFNA**

### 3.1.5 Sécurité alimentaire

Il n'y a pas d'indicateur unique connu pour représenter l'ensemble ou même la majeure partie de la situation en matière de sécurité alimentaire. Pour voir les changements au fil du temps dans les différents pays, l'Indice mondial de la faim (IMF) peut être utilisé parce que la mesure est effectuée périodiquement depuis deux décennies d'une manière normalisée à l'échelle mondiale<sup>24</sup>. On entend généralement par faim la détresse associée à l'insuffisance calorique. Dans le contexte de l'IGS, la « faim » est basée sur les quatre indicateurs (c'est-à-dire la sous-alimentation, le retard de croissance de l'enfant, l'émaciation de l'enfant et la mortalité infantile) qui reflètent les carences en calories et en micronutriments.

D'autre part, l'Indice mondial de sécurité alimentaire (IMSA) se penche davantage sur les déterminants qui peuvent influencer la sécurité alimentaire<sup>25</sup>. Bien qu'il s'agisse d'un indice composite construit à partir de 28 indicateurs uniques, il peut également être décomposé en différentes dimensions, telles que l'« abordabilité », la « disponibilité » et la « qualité/sécurité ». Récemment une nouvelle dimension, « ressources naturelles et résilience », a été ajoutée pour évaluer l'exposition d'un pays aux impacts d'un changement climatique, sa sensibilité aux risques liés aux ressources naturelles et la manière dont le pays s'adapte à ces risques<sup>26</sup>.

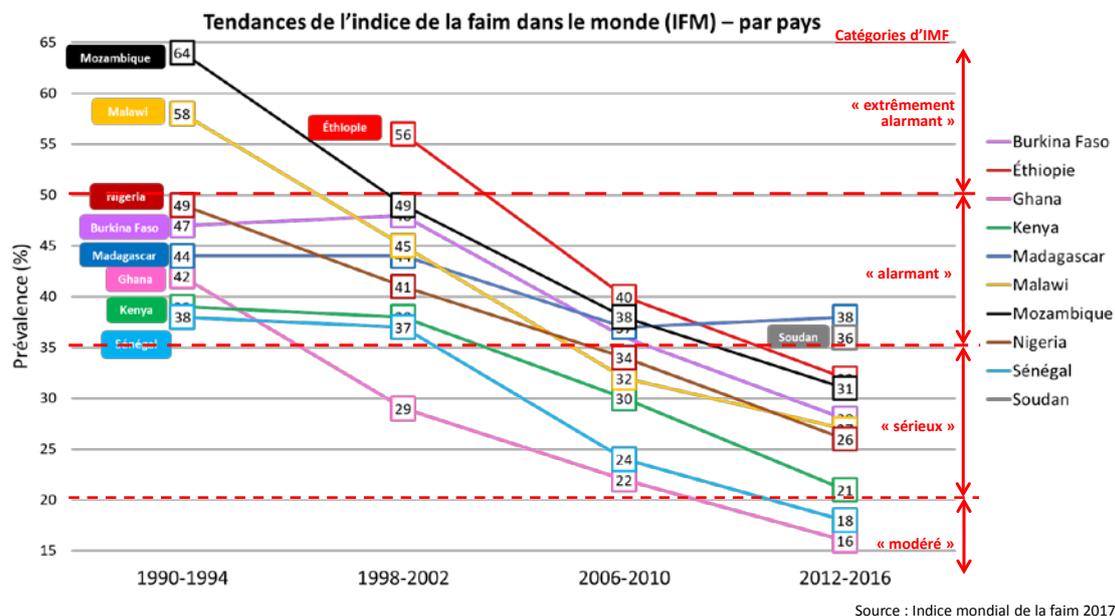
La Figure 14 montre les tendances des dix pays cibles de l'IFNA en termes de scores IMF. La plupart des pays ont fait des progrès au cours des deux dernières décennies, et huit sur dix ont maintenant quitté la catégorie « alarmante », bien que six soient encore classés comme « graves ».

---

<sup>24</sup> L'indice mondial de la faim (IMF) est un outil conçu par l'IFPRI pour mesurer et suivre la faim aux niveaux mondial, régional et national. Pour saisir la nature multidimensionnelle de la faim, les scores de l'IMF sont basés sur quatre indicateurs : la sous-alimentation (% d'enfants dont l'apport calorique est insuffisant) ; l'émaciation des enfants (% d'enfants de moins de cinq ans qui sont émaciés) ; le retard de croissance des enfants (% d'enfants de moins de cinq ans qui sont atteints d'un retard de croissance) ; et la mortalité infantile (taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans) (<http://www.globalhungerindex.org/about/>).

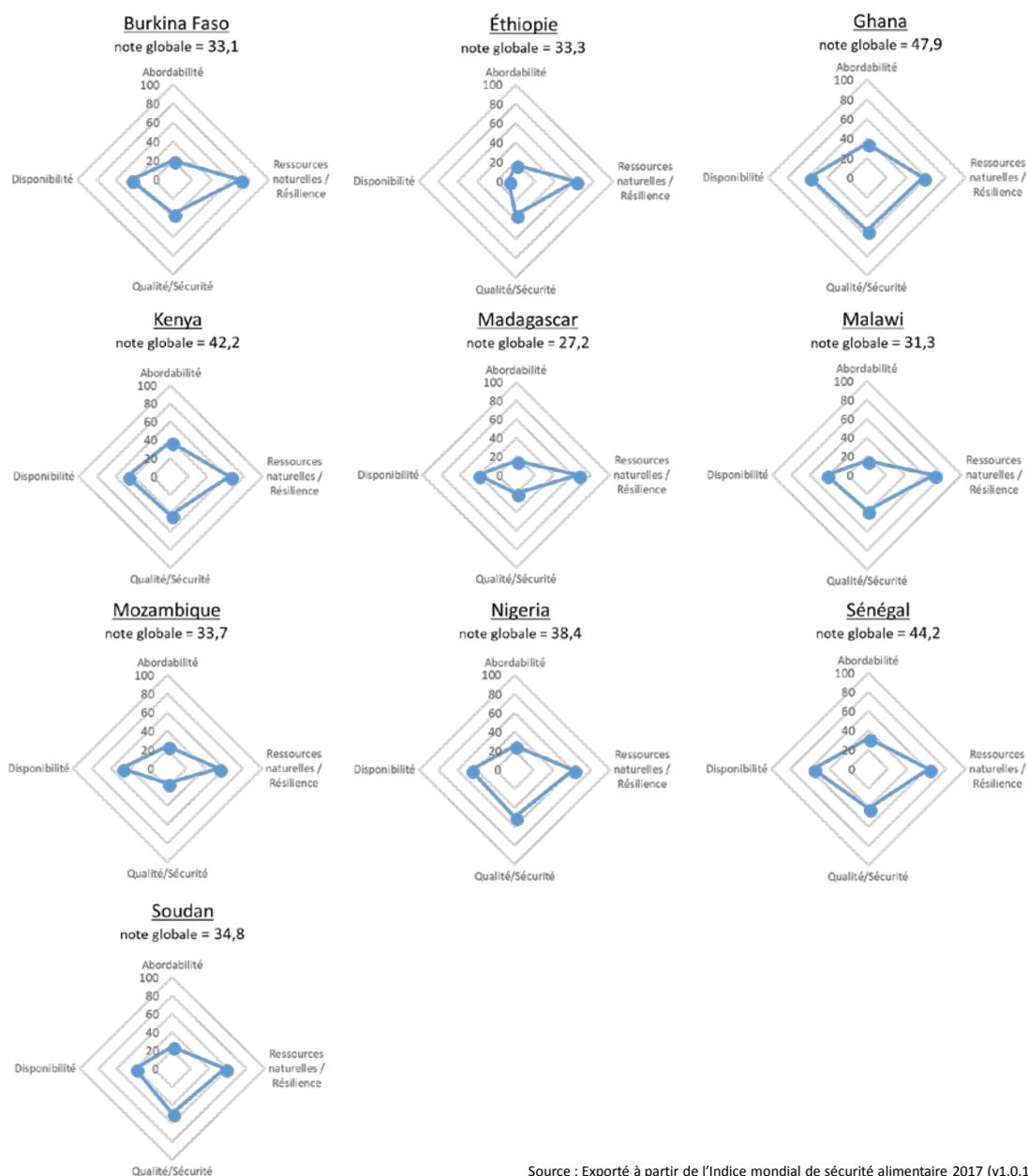
<sup>25</sup> IFPRI. 2013. Rethinking the measurement of undernutrition in a broader health context: Should we look at possible causes or actual effects, by Stein, AJ (Document de travail 01298 de l'IFPRI).

<sup>26</sup> <http://foodsecurityindex.eiu.com/>



**Figure 14 : Tendances de l'indice mondial de la faim – Pays cibles de l'IFNA**

La Figure 15, d'autre part, montre les derniers scores IMSA de l'IFNA (2017) ventilés selon ses quatre dimensions principales, à savoir, « Abordabilité », « Disponibilité », « Qualité/Sécurité » et « Ressources naturelles/Résilience », pour chacun des dix pays cibles de l'IFNA. Il semble que le Burkina Faso, l'Éthiopie, Madagascar, le Malawi et le Mozambique suivent un modèle similaire qui se caractérise par une forme plus plate, avec un score relativement élevé pour la dimension ressources naturelles/résilience, mais des scores moyens à faibles pour les trois autres dimensions. Le Ghana, le Kenya et le Sénégal présentent une forme de diamant plus équilibrée, bien que la dimension d'abordabilité reste un problème.



Source : Exporté à partir de l'Indice mondial de sécurité alimentaire 2017 (v1.0.1)

**Figure 15 : Dernier indice mondial de sécurité alimentaire (2017) – Pays cibles de l'IFNA**

## 3.2 Facteurs déclencheurs de la dénutrition

### 3.2.1 Principaux facteurs déclencheurs de la dénutrition – Données probantes mondiales

Pour atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux, l'amélioration de l'état des principaux facteurs sous-jacents de la nutrition a été reconnue comme une dimension importante de la programmation nutritionnelle. Le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) 2016 a évalué la situation des pays sur la base d'un ensemble d'indicateurs reflétant les principaux facteurs

sous-jacents associés aux résultats de retard de croissance, tels que le nombre total de calories dans l’approvisionnement alimentaire (quantité de nourriture), le pourcentage de calories provenant de sources autres que les aliments de base (qualité de l’alimentation), l’accès à l’EAH, le taux de scolarisation dans l’enseignement secondaire féminin (éducation maternelle) et le ratio femmes-hommes dans l’espérance de vie (autonomisation des femmes). Le rapport estime les valeurs seuils globales pour chacun de ces facteurs sous-jacents (voir la troisième ligne du Tableau 5). Le dépassement de ces seuils signifie qu’un pays a probablement un taux de retards de croissance de 15 % ou moins. Si les pays présentent des niveaux de déterminants sous-jacents inférieurs aux seuils, on peut dire qu’ils sont vulnérables aux retards de croissance dans ce domaine sous-jacent. Le rapport a choisi 15 % comme ligne de démarcation, car c’est à peu près ce qu’aurait été l’objectif mondial de l’AMS pour 2015 (voir RMN 2016 pour la méthode d’estimation détaillée).

**Tableau 6 : Facteurs sous-jacents de la nutrition par rapport aux valeurs seuils pour atteindre un retard de croissance de <15 %, par pays cible de l’IFNA**

Variables	Résultat nutritionnel	Quantité alimentaire	Qualité alimentaire	Accès à l’eau	Assainissement	Éducation de la mère	Autonomisation des femmes
	Retard de croissance (%)	Calories totales dans l’approvisionnement alimentaire (kilocalories par jour par habitant)	Calories de sources autres que les aliments de base (%)	Accès à l’eau courante (%)	Accès à un assainissement amélioré (%)	Taux de scolarisation des filles dans le secondaire (%)	Ratio femmes/hommes de l’espérance de vie
<b>Valeurs seuils pour atteindre un taux de retard de croissance &lt; 15 %</b>	<b>15</b>	2 850	51	69	76	81	1 072
<b>Burkina Faso</b>	<b>33</b>	2 630	34	8	20	25,98	1,02
<b>Éthiopie</b>	<b>40</b>	2 240	23	12	28	22,30	1,05
<b>Ghana</b>	<b>19</b>	3 220	35	19	15	64,94	1,03
<b>Kenya</b>	<b>26</b>	2 180	44	22	30	64,50	1,06
<b>Madagascar</b>	<b>47</b>	2 160	21	7	12	37,65	1,05
<b>Malawi</b>	<b>42</b>	2 380	29	8	41	34,86	1,00
<b>Mozambique</b>	<b>43</b>	2 180	27	9	21	24,85	1,03
<b>Nigeria</b>	<b>33</b>	2 740	35	2	29	41,17	1,01
<b>Sénégal</b>	<b>19</b>	2 320	40	53	48	39,11	1,05
<b>Soudan</b>	<b>38</b>	2 336	–	42	33	41	1,05

Source : RMN 2016 (sauf pour le Soudan<sup>27</sup>).

<sup>27</sup> Sources pour le Soudan : “Stunting” MICS (2014); “Total calories in food supply” FAOSTAT (2015); “Access to piped water” and “Improved sanitation” MICS (2014); “Female secondary school enrollment rate” UNESCO Institute for Statistics (2015); “Ratio of female-to-male life expectancy” World Bank (2016).

Comme le montre le Tableau 6, la plupart des pays cibles de l'IFNA sont vulnérables dans les six domaines (à l'exception du Ghana, dont l'indicateur de quantité alimentaire est supérieur au seuil), ce qui souligne la nécessité de s'attaquer à ces déterminants sous-jacents dans les secteurs connexes au-delà de la santé.

### 3.2.2 Analyses causales des dix pays cibles de l'IFNA

Ces dernières années, certains pays ont commencé à faire davantage d'efforts pour effectuer des analyses causales sur la dénutrition infantile à l'aide de méthodes statistiques. Quelques exemples de l'analyse causale effectuée dans les pays cibles de l'IFNA sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 7 : Exemples d'analyse rigoureuse des causes nutritionnelles**

<b>Éthiopie</b>	Une étude d'analyse causale sur le retard de croissance des enfants a été réalisée par le ministère fédéral de la Santé/UNICEF/EU en 2016 avec l'assistance technique de l'Université de Tulane. Elle a examiné trois domaines de causes sous-jacentes, à savoir : l'insuffisance des soins et de l'alimentation, un environnement malsain et des services de santé inadéquats, ainsi que l'éducation maternelle et la pauvreté. L'éducation maternelle, par exemple, s'est révélée être un modificateur d'effet important dans plusieurs liens de causalité analysés. Dans cette étude, cependant, les variables de sécurité alimentaire n'ont pas été incluses pour le modèle statistique car il n'y avait pas d'indicateur de sécurité alimentaire comparable.
<b>Ghana</b>	Une étude réalisée dans le nord du Ghana a montré que les ressources des ménages sous forme de consommation alimentaire sont positivement associées à l'apport alimentaire et aux résultats nutritionnels. Les données de cette étude ont été tirées de l'étude de référence de l'évaluation de l'impact du programme LEAP (Livelihood Empowerment Against Poverty) 1 000 et de l'Enquête démographique et de santé au Ghana (GDHS). Une des limites de cette étude est sa portée régionale étroite et la taille réduite de l'échantillon de l'état de pauvreté.
<b>Nigeria</b>	La recherche au moyen des données de l'EDS réalisée par l'IFPRI a examiné les modèles et les tendances des inégalités dans l'état nutritionnel de l'enfant et de la mère au Nigeria. Les données ont montré que la malnutrition infantile et maternelle est fortement associée aux ménages les moins instruits, à la population rurale, à la région du Nord et à ceux qui boivent l'eau des puits publics. L'une de ses limites est l'absence d'une variable revenus ou dépenses, qui est généralement considérée comme une mesure importante du bien-être.

Source : Mission d'étude, se référant à (1) FMOH/UNICEF/EU. 2016. Analyse de la situation du secteur de la nutrition en Éthiopie 2000-2015 : Principales conclusions et recommandations. Ethiopian Federal Ministry of Health, UNICEF and European Commission Delegation ; (2) UNICEF, Child Malnutrition, Consumption Growth, Maternal Care and Prices Shocks: New Evidence from Northern Ghana, 2017 ; et (3) IFPRI, Patterns and Trends of Child and Maternal Nutrition Inequalities in Nigeria, 2010.

Il existe des études d'analyse causale réalisées dans d'autres pays qui ne regroupent que les causes de la dénutrition sur la base d'évaluations qualitatives, sans recourir à des mesures statistiques rigoureuses. De telles analyses résultent souvent en une longue liste de causes, fournissant une vue d'ensemble de ce qui constitue le cadre conceptuel de la nutrition. Cependant, l'inconvénient de la longue liste est qu'elle peut ne pas aider les décideurs et les

planificateurs à mettre suffisamment l'accent sur certaines causes critiques de la dénutrition. Par exemple, l'éducation maternelle et le genre peuvent être perçus comme ayant une influence indirecte sur l'état nutritionnel et peuvent donc ne pas être considérés comme prioritaires, même si les analyses statistiques les considèrent souvent comme l'un des déterminants influents. Des analyses causales plus rigoureuses, comme nous l'avons vu plus haut, pourraient fournir des connaissances et des contributions plus approfondies à la conception de projets/programmes et à l'orientation des politiques sur l'amélioration véritable de la nutrition multisectorielle. Même si de telles analyses causales peuvent se heurter à certains degrés de limites, y compris des données et des variables manquantes, une représentativité étroite et/ou des échantillons de petite taille, il serait très important de poursuivre ces efforts et de générer des données probantes plus rigoureuses sur les facteurs affectant la dénutrition.

### **3.3 Politiques, stratégies et mécanismes de coordination multisectoriels en matière de nutrition**

Vers la fin de l'ère des OMD, de nombreux pays se sont rendu compte qu'ils n'avaient pas fait suffisamment de progrès en matière de nutrition, ce qui a conduit à une reconnaissance mondiale du fait qu'une volonté politique et des ressources plus fortes étaient nécessaires pour s'attaquer globalement au problème de la malnutrition. La gouvernance nutritionnelle a donc été mise en avant comme un élément clé pour promouvoir la coordination multisectorielle et des acteurs, intégrer les préoccupations nutritionnelles dans les stratégies et plans nationaux et garantir les engagements/allocation budgétaires.<sup>28</sup> Ce qui constitue une bonne gouvernance nutritionnelle est encore à l'étude dans différents contextes. L'analyse de paysage de l'OMS s'est penchée sur des domaines tels que les politiques et stratégies/plans nationaux en matière de nutrition, les allocations budgétaires et les mécanismes intersectoriels pour aborder la nutrition et les systèmes d'information nutritionnelle.<sup>29</sup> Des analyses plus récentes ont incorporé des dynamiques supplémentaires telles que la force des liens horizontaux et verticaux, l'influence de la société civile, etc.<sup>30</sup> Cette Enquête préparatoire ne visait pas à évaluer la gouvernance nutritionnelle d'une manière globale, mais plutôt à comprendre les structures institutionnelles de base dans chaque pays en examinant ses cadres politiques en matière de nutrition (y compris les documents politiques/stratégies et les plans d'action/cadres d'investissement les accompagnant) et les mécanismes de coordination existants, en mettant l'accent sur la multisectorialité.

---

<sup>28</sup> Acosta et al. 2012. Fighting Maternal and Child Malnutrition: Analysing the political and institutional determinants of delivering a national multisectoral response in six countries - A synthesis paper (préparé pour le DfID par l'IDS).

<sup>29</sup> UNSCN. 2009. Landscape Analysis on Countries' Readiness to Accelerate Action on Nutrition. SCN News. No.37.

<sup>30</sup> Acosta et al. 2012.

### 3.3.1 Politiques, stratégies et plans d'action multisectoriels en matière de nutrition

La plupart des pays cibles de l'IFNA ont déjà mis en place une politique/stratégie nationale en matière de nutrition explicitement conçue pour répondre au caractère multisectoriel de la nutrition.<sup>31</sup> D'autre part, seulement six sur dix avaient à la fois une politique/stratégie et un plan d'action/cadre d'investissement (avec une matrice de résultats comprenant des informations sur les coûts) pour mettre en œuvre la politique/stratégie, et trois avaient seulement une politique/stratégie sans plan d'action multisectoriel consolidé au moment des enquêtes préparatoires par pays (voir Tableau 8).

**Tableau 8 : Existence d'une politique/stratégie et d'un plan d'action multisectoriel en matière de nutrition**

<b>Pays disposant à la fois d'une politique/stratégie et d'un plan d'action</b>	Burkina Faso, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Sénégal
<b>Pays disposant seulement d'une politique/stratégie</b>	Ghana, Nigeria, Malawi

Source : Mission d'étude (extrait de chaque Rapport d'étude préparatoire par pays). Seuls les pays dont la politique/stratégie a déjà été approuvée ont été inclus.

Alors que la mission d'étude a rassemblé « politique » et « stratégie » comme document d'orientation global, certains pays ont une politique qui est légalement approuvée comme proclamation/directive, et d'autres ont un document de politique/stratégie qui sert d'orientation technique, qu'il soit intitulé « politique » ou « stratégie ». Il est possible qu'un pays ait une politique à la fois comme cadre juridique et comme stratégie technique (voir l'exemple de l'Éthiopie ci-dessous).

Pour comprendre si les documents officiels actuels ont été approuvés de manière multisectorielle, le Tableau 9 montre si ces documents multisectoriels relatifs à la nutrition ont été officiellement signés par plusieurs secteurs ou seulement par un seul secteur.

**Tableau 9 : Politique/Stratégie nutritionnelle multisectorielle et Plan d'action signés par plusieurs secteurs ou un seul secteur, par pays**

	Politique/Stratégie	Plan d'action
<b>Signé par des acteurs multisectoriels</b>	Burkina Faso Éthiopie Kenya Madagascar Sénégal Nigeria	Burkina Faso Éthiopie Kenya Madagascar Sénégal Mozambique
<b>Signé par un seul secteur</b>	Mozambique (M/A) Malawi (M/S) Ghana (M/S)	

Source : Mission d'étude (extrait de chaque Rapport d'étude préparatoire par pays). Seuls les pays dont la politique/stratégie a déjà été approuvée ont été inclus.

<sup>31</sup> Le Soudan a une ébauche de document de politique générale, mais elle n'a pas été finalisée depuis 2015. Ainsi, le Soudan n'est pas considéré comme un pays avec des documents de politique.

Cinq pays qui avaient à la fois une politique/stratégie et un plan d'action ont fait en sorte que ces documents aient tous été signés par de multiples secteurs. D'autre part, trois pays avaient des documents de politique signés par un seul secteur, comme le ministère de la Santé (M/S) ou le ministère de l'Agriculture (M/A). Néanmoins, ces pays ont aussi signalé qu'ils font des progrès dans l'intégration de la coopération multisectorielle en travaillant avec d'autres acteurs sectoriels.

Si l'on examine les cas nationaux, le Burkina Faso semble suivre de bonnes étapes pour le développement de politiques avec une approche multisectorielle. La Politique nationale de nutrition (PNN 2017-2020) a été élaborée pour la première fois en 2017 en tant que document d'orientation pour les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition dans divers secteurs. Bien que le principal propriétaire du PNN soit le M/S, d'autres ministères concernés tels que M/A, EAH, Éducation et Protection sociale jouent également un rôle important en tant que signataires. Suivi par l'élaboration du PNN, le Plan stratégique multisectoriel pour la nutrition (MSMN 2017-2020) a été rédigé par plusieurs secteurs et est actuellement au stade de l'approbation. De plus, le PNN et le MSMN partagent la même vision et les mêmes objectifs stratégiques. Sur la base du MSMN, on s'attend à ce que chaque ministère élabore son propre plan de mise en œuvre sectoriel.

Quelques autres pays, comme Madagascar, suivent le même processus pour élaborer des documents de politique nutritionnelle multisectorielle.

L'Éthiopie connaît actuellement un processus de développement unique dans le cadre duquel la Stratégie nationale pour la nutrition a été élaborée pour la première fois sous la direction du M/S, en même temps que le Programme national de nutrition I (PNN I 2008-2015) en tant que plan de mise en œuvre. Alors que le PNN II (2016-2020) est actuellement mis en œuvre pour intégrer la nutrition et développer des cadres juridiques sous la direction du gouvernement, les acteurs ont réalisé qu'ils avaient besoin d'un document de politique nutritionnelle global pour le pays. La politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition a donc été élaborée sous forme de proclamation, et le projet final est actuellement en attente d'approbation.

L'un des problèmes communs aux pays cibles de l'IFNA était que même si des politiques/stratégies multisectorielles en matière de nutrition et/ou des plans d'action ont été élaborés, les rôles et responsabilités de chaque secteur/acteur concerné n'étaient pas encore clairement définis.<sup>32</sup>

---

<sup>32</sup> D'après les entretiens avec les informateurs clés.

### 3.3.2 Mécanismes de coordination

#### (1) Niveau national

Les mécanismes de coordination multisectorielle sur la nutrition au niveau national sont résumés ci-dessous. La plupart des pays cibles de l'IFNA ont officiellement créé ou désigné des mécanismes nationaux de coordination multisectorielle en matière de nutrition, bien que certains d'entre eux n'avaient pas encore commencé à fonctionner au moment des enquêtes préparatoires par pays.

**Tableau 10 : Mécanismes de coordination multisectorielle au niveau national**

Pays	Organisation ou Bureau dirigeant(e)	Ministère ou bureau autorisé	Plateforme de coordination	Remarques
Burkina Faso	Conseil national de coordination de la nutrition (CNCN)	M/S	CNCN	Programmes parallèles gérés par deux agences
	Conseil national de la sécurité alimentaire (CNSA)	Cabinet du premier ministre	CNSA	
Éthiopie	Organe national de coordination de la nutrition (ONCN)	M/S	Comité technique national de la nutrition	Il est proposé de transférer l'ONCN au cabinet du premier ministre.
Ghana	Commission nationale de planification du développement (CNPD)	Cabinet du président	Groupe de planification intersectorielle de la nutrition	-
Kenya	Sous-division Agri-Nutrition	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche	Groupe de travail technique sur les liens entre l'alimentation et la nutrition	Le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CNSAE) sera établi en tant qu'organe suprême au sein du Cabinet du président.
	Division de la nutrition	M/S	Comité national de coordination inter-agences (NICC)	
Madagascar	Office national de la nutrition (ONN)	Cabinet du premier ministre	Conseil national de la nutrition (CNN)	-
Malawi	Département de la nutrition et du VIH/SIDA (DNHA)	M/S	Comité des secrétaires principaux sur la nutrition, le VIH et le sida	Bureau de contrôle/coordination des secteurs gouvernementaux
			Comité technique multisectoriel sur la nutrition	Y compris les partenaires non gouvernementaux
Mozambique	Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN)	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire	Groupe de travail technique pour le PAMRDC (GT-PAMRDC)	Il est proposé de transférer le SETSAN au Cabinet du premier ministre
Nigeria	Conseil national de la nutrition (CNN)	Bureau du Président	-	Organe de décision, pas encore officiellement lancé
	Ministère du Budget et de la Planification nationale	Conseil national pour l'alimentation et la nutrition (CNAN)	CNAN	Planification et coordination des politiques
Sénégal	Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM)	Cabinet du Premier ministre	CLM	-
Soudan	Conseil supérieur de la sécurité alimentaire et de la nutrition	Bureau du vice-président	Comité technique de la sécurité alimentaire et de la nutrition	Organe de décision, pas encore officiellement lancé
	Secrétariat technique de la sécurité alimentaire (FSTS)			Planification et coordination des politiques

Source : Mission d'étude (extrait de chaque Rapport d'étude préparatoire par pays).

La mission d'étude a appris que quelques pays ont actuellement des organismes parallèles relevant de différents ministères, ce qui semble créer une certaine confusion quant à savoir qui coordonne quoi. Toutefois, ils ont déjà proposé – ou discutent à se sujet – de dissiper la confusion en établissant un seul organisme global.

Sur huit pays dotés de mécanismes de coordination multisectorielle, cinq relèvent du Cabinet du président ou du premier ministre, tandis que deux relèvent du M/S et un du M/A. Il y a tendance à placer le mécanisme de coordination sous la tutelle d'un ministère neutre sur le plan sectoriel (par exemple, le ministère des Finances, du Budget ou de la Planification) ou d'une entité supra-ministérielle (par exemple, le Cabinet du président ou du premier ministre). D'autre part, lorsque la capacité de coordination d'un tel organe interministériel/supra-ministériel est jugée insuffisante, chaque ministère semble procéder à sa propre politique nutritionnelle.

Lorsque les plateformes de coordination sont institutionnalisées, elles ont tendance à inclure les secteurs gouvernementaux pertinents, les partenaires de développement et la société civile, et à tenir des réunions régulières.

## (2) Niveaux infranationaux

Les mécanismes de coordination aux niveaux infranationaux sont résumés ci-dessous.

**Tableau 11 : Mécanismes de coordination multisectorielle aux niveaux infranationaux**

Mécanismes infranationaux	
<b>Burkina Faso</b>	Les conseils consultatifs régionaux sur la nutrition (CRCN) sont fonctionnels. Les CRCN seront davantage décentralisés, jusqu'au niveau des districts.
<b>Éthiopie</b>	Les organes régionaux et de district de coordination de la nutrition et les comités techniques de nutrition régionaux et de district sont établis avec la même structure que le mécanisme national.
<b>Ghana</b>	La coordination est assurée par les unités de coordination de la planification régionale et de district existantes.
<b>Kenya</b>	Une fois le mécanisme national (avec le comité et le secrétariat) officiellement établi, la même structure sera reproduite au niveau des régions.
<b>Madagascar</b>	Le Bureau régional de la nutrition (BRN) est une extension de l'Office national de la nutrition (ONN) pour la coordination régionale. En étroite collaboration avec le BRN, la mise en place du Groupe régional de Suivi-Évaluation (GRSE), dirigé par les autorités régionales, a réuni des partenaires pour promouvoir la mise en œuvre des politiques en collaboration avec les ONG et autres agences d'exécution.
<b>Malawi</b>	Les comités de coordination nutritionnelle de district travaillent en étroite collaboration avec les comités de développement des zones et des villages pour la coordination, l'orientation technique, le suivi et l'évaluation, etc.
<b>Mozambique</b>	Des points focaux provinciaux du SETSAN sont désignés pour la coordination avec le GT -PAMRDC provincial. La même structure est en cours d'établissement au niveau des districts.
<b>Nigeria</b>	Des comités régionaux de l'État et des administrations locales <sup>33</sup> sur l'alimentation et la nutrition sont mis en place pour assurer la coordination.
<b>Sénégal</b>	Le Bureau exécutif régional est chargé de la coordination, du suivi/évaluation, de la mobilisation, de la mobilisation des ONG, etc.
<b>Soudan</b>	Le Secrétariat technique de la sécurité alimentaire d'État (FSTS) est formé dans quatre États (États de la Mer Rouge, de Kassala, du Nil Bleu et d'Al Qadarif).

Source : Mission d'étude (extrait de chaque Rapport d'étude préparatoire par pays).

<sup>33</sup> La Région administrative locale est une unité administrative relevant de l'État.

Au niveau infranational, alors que la majorité des pays ont établi ou sont en train d'établir la même structure que le mécanisme national de coordination multisectorielle, il semble que la fonctionnalité et les capacités de ces organismes tendent à être faibles ou inconnues.

Au niveau communautaire, il existe des cas où l'agence de coordination multisectorielle nationale ou infranationale coordonne et surveille la mise en œuvre des programmes de nutrition par l'intermédiaire d'ONG/agences locales, ou un conseil villageois/communautaire réunit les représentants des secteurs concernés pour coordonner leurs activités. Dans d'autres cas, les travailleurs de première ligne de chaque ministère (par exemple, les agents de santé communautaire du M/S ou les agents de vulgarisation agricole du M/A) travaillent au sein de leur propre structure, mais ont l'intention de coordonner et de collaborer entre eux, même en l'absence de mécanisme officiel. À Madagascar, les agents de nutrition communautaire sont créés dans le cadre du programme national de nutrition et promeuvent des activités multisectorielles au niveau communautaire en collaboration avec les agents de santé communautaire ou d'autres parties prenantes au niveau communautaire, comme les enseignants.

Quelques cas de pays sont présentés ci-dessous :

**Cas 1 : Éthiopie**  
**Politique/stratégie/mécanismes de coordination mis en place,**  
**mais il faut les rendre fonctionnels**

L'Éthiopie a élaboré sa Stratégie nationale pour la nutrition en 2008 et le plan de mise en œuvre a été baptisé Programme national de nutrition (couvrant la période 2008-2015 comme première phase), tous deux dirigés par le M/S. Alors que la PNN I se concentrait davantage sur l'intégration et la coordination des interventions spécifiques à la nutrition, la PNN II s'est fixé comme objectif global de fournir un cadre pour la mise en œuvre coordonnée d'interventions spécifiques et sensibles à la nutrition. En outre, reconnaissant la nécessité d'un cadre juridique global pour des efforts nutritionnels véritablement multisectoriels, l'Éthiopie a récemment fait l'objet d'un processus consultatif participatif pour rédiger la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition, qui doit bientôt être approuvée. Pour mettre en œuvre efficacement ces cadres politiques/stratégies, l'Éthiopie a institutionnalisé les mécanismes de coordination multisectorielle aux niveaux national et régional. Il en va de même au niveau des *woreda* (districts), bien que leur fonctionnement soit souvent signalé comme un problème. Les participants à l'atelier dans le pays ont fortement souligné que des évaluations des goulets d'étranglement sont nécessaires pour comprendre ce qui entrave réellement le fonctionnement de la coordination au niveau local afin que des mesures efficaces puissent être prises.

## **Cas 2 : Kenya**

### **Gouvernance locale de la nutrition établie et dirigée par les parties prenantes du comté**

Le Kenya s'est engagé dans le processus de déconcentration avec le système des comtés en vertu de la Constitution du Kenya 2010. Les comtés jouent donc un rôle important dans la mise en œuvre des politiques. Dans le Cadre de mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CMO-PNSAN), les comités nationaux de coordination sont censés travailler en étroite collaboration avec les comités de coordination des comtés.

Par exemple, le comté de Turkana a récemment lancé la Plateforme multisectorielle sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSMSP) présidée par le Bureau du gouverneur du comté. Un conseiller en nutrition est rattaché au gouverneur – en plus du coordonnateur de la nutrition dans chaque secteur –, qui peut fournir des conseils techniques depuis une position neutre (intersectorielle). Jusqu'à présent, les membres de la FNSMSP ont identifié des stratégies sensibles à la nutrition et élaboré un cadre de résultats communs pour les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en examinant les plans et stratégies de différents secteurs, dont l'agriculture, la santé, l'éducation, la résilience, le bien-être social et l'autonomisation. L'étape suivante consiste à veiller à ce que ces interventions dans le cadre de résultats communs soient incorporées au Plan d'action intégré du comté de Turkana pour l'allocation budgétaire.

## **Cas 3 : Madagascar**

### **La synergie multisectorielle a lieu sur le terrain, mais doit être institutionnalisée**

À Madagascar, un cadre politique multisectoriel sur la nutrition a été bien établi. En ce qui concerne le mécanisme de coordination, les bureaux nationaux et régionaux de la nutrition jouent un rôle dans la promotion de la mise en œuvre des politiques multisectorielles. Il y a des travailleurs communautaires en nutrition et des travailleurs de première ligne désignés pour des activités de nutrition au niveau communautaire dans le cadre du Programme national de nutrition communautaire financé par la Banque mondiale. Il y aurait plusieurs effets positifs sur les activités multisectorielles sensibles à la nutrition sur le terrain lancées par les travailleurs communautaires de la nutrition. L'un des facteurs de promotion est que, puisqu'ils sont des travailleurs rémunérés avec un budget d'activités, ils pourraient utiliser leurs ressources pour faciliter la collaboration avec d'autres acteurs, tels que les agents de santé communautaire ou les enseignants, qui manquent souvent de ressources financières pour les activités de nutrition. D'autre part, les participants à l'atelier des parties prenantes de l'Enquête préparatoire par pays ont indiqué qu'il n'y a pas de structure de coordination formelle en dessous du niveau du district, et qu'aucun organisme gouvernemental local, avec ses structures de prestation de services, n'est impliqué dans les efforts de coordination, ce qui indique le besoin d'institutionnaliser le soutien et la gouvernance des efforts des travailleurs communautaires de la nutrition pour travailler avec d'autres secteurs.

## **3.4 Résumé de l'Atelier de l'Enquête préparatoire par pays**

### **3.4.1 Atelier de l'Enquête préparatoire par pays – Processus**

Dans chaque pays, la mission d'étude a organisé un atelier des parties prenantes, en invitant les principaux responsables gouvernementaux et les organisations partenaires travaillant sur les questions de nutrition ou appelées à s'impliquer dans des dialogues multisectoriels sur la

nutrition (un programme d'atelier type est présenté à l'Annexe 3). En raison du temps limité et de la volonté de parvenir à des résultats concrets, l'atelier a adopté une approche ciblée, au lieu de partir d'un dialogue large et ouvert. Par exemple, bien que l'atelier visait à faciliter les dialogues multisectoriels, il a été décidé que l'IFNA se concentrerait initialement sur les liens entre la santé/nutrition et l'agriculture en tant que plateforme principale, dans laquelle la coopération avec d'autres activités sectorielles devrait également être discutée/encouragée chaque fois que nécessaire.

Ces ateliers se sont avérés un exercice d'apprentissage par la pratique et ont fourni un certain nombre de leçons importantes, que la mission d'étude a essayé de refléter autant que possible tout au long de la période d'enquête. Par conséquent, la mission d'étude a fini par adapter le déroulement de l'atelier, le contenu de chaque session et l'utilisation d'outils participatifs pour chaque pays.

Par exemple, au début de l'atelier, ses principaux objectifs étaient de partager les résultats préliminaires de l'examen documentaire et des entretiens avec les parties prenantes menés par la mission d'étude, de discuter et de s'entendre sur les lacunes critiques et les principales mesures à prendre pour une synergie multisectorielle, et de dresser la liste des trains de mesures possibles dans le cadre des principes de l'IFNA. Après le premier pays, l'équipe s'est rendu compte que l'un des bénéfices importants que cet atelier pouvait apporter était de susciter un dialogue actif et de créer une compréhension commune des voies agriculture-nutrition parmi les participants à l'atelier provenant de différents secteurs. Cette prise de conscience a encouragé la mission d'étude à consacrer plus de temps à la partie analytique, plutôt que de simplement énumérer les interventions possibles. Par conséquent, dans le deuxième pays, l'atelier était essentiellement composé des activités suivantes : (1) présentation des résultats préliminaires par la mission d'étude ; (2) analyse des lacunes et des goulets d'étranglement ; (3) liste des interventions ; et (4) discussion sur un environnement propice aux synergies multisectorielles.

Au début de l'Enquête préparatoire dans dix pays, la mission d'étude ne disposait pas d'outils d'analyse spécifiques au contexte, ce qui a donné lieu à une longue liste assez générique d'interventions. La mission d'étude a donc immédiatement décidé de développer un cadre analytique basé sur les cadres existants pour le rendre visuellement intelligible, afin que toutes les parties prenantes puissent facilement saisir les voies agriculture-nutrition lors de l'atelier. Différentes versions des diagrammes de voies ont été utilisées dans les différents pays d'enquête, la mission d'étude continuant d'améliorer le contenu du cadre. La version finale est présentée à la Figure 16, section 4.2.4.

Dans trois pays (Madagascar, Kenya et Burkina Faso), la mission d'étude a introduit une approche d'étude de cas pour l'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement, en utilisant l'information recueillie à partir d'observations sur le terrain et d'entretiens réels avec des familles paysannes typiques dans les zones vulnérables sur le plan nutritionnel ou en situation d'insécurité alimentaire. Afin de construire une vision commune et d'avoir un dialogue significatif pendant l'atelier, l'histoire d'une femme rurale hypothétique mais typique et des membres de sa famille a été présentée comme base de discussion. Cette approche a été mise à l'essai parce que l'équipe s'est rendu compte que certaines parties prenantes, en particulier les représentants du gouvernement au niveau national, peuvent ne pas avoir développé une vision réaliste des multiples problèmes auxquels les familles rurales sont confrontées dans leur vie quotidienne.

### 3.4.2 Résultats et leçons apprises des ateliers par pays

Les principaux résultats des ateliers des parties prenantes organisés dans les dix pays sont résumés ci-dessous :

**Tableau 12 : Résumé des résultats et leçons apprises des ateliers par pays**

<b>PRINCIPAUX RÉSULTATS – CONSTATATIONS TECHNIQUES</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En ce qui concerne les principaux problèmes de nutrition, la plupart des pays ont choisi le retard de croissance, l'alimentation complémentaire sous-optimale et/ou l'anémie chez les enfants et les femmes, qui font tous l'objet d'un suivi à l'échelle mondiale. En outre, certains pays ont également mis l'accent sur l'anémie chez les adolescentes et/ou la dénutrition chez les femmes/adolescentes (mesurée par l'IMC), en prenant conscience de la gravité des situations.</li> <li>▪ Dans de nombreux pays, la coordination multisectorielle, en particulier au niveau local, est apparue comme une question urgente à examiner. Il a été souligné que la coordination pourrait être institutionnalisée plus naturellement au niveau de la gouvernance locale, où la convergence sectorielle fait déjà partie des activités quotidiennes, qu'au niveau national. Cependant, dans un pays, une discussion de groupe a révélé qu'il n'y avait absolument aucune compréhension commune des structures de coordination existantes aux niveaux locaux.</li> <li>▪ Dans certains pays, il y avait de la confusion quant à savoir qui dirige la programmation multisectorielle en matière de nutrition, en raison des organes de coordination parallèles établis dans les différents secteurs et de l'absence d'organigrammes et de termes de référence convenus.</li> </ul>
<b>PRINCIPAUX RÉSULTATS – RÉACTIONS DES PARTICIPANTS</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'intérêt des parties prenantes était très vif dans la plupart des pays (plus de 30, et parfois jusqu'à 50 participants se sont activement impliqués dans la discussion et ont déclaré qu'elle avait été significative).</li> <li>▪ Dans de nombreux pays, les participants ont apprécié l'occasion donnée aux parties prenantes des différents secteurs d'analyser conjointement les goulets d'étranglement et les solutions possibles dans l'ensemble des voies agriculture-nutrition. Il a été très bénéfique de consacrer beaucoup de temps à l'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement, ce qui, dans de nombreux cas, a permis de dégager un consensus au sein du groupe sur la nécessité urgente d'intensifier les programmes de nutrition intégrés.</li> <li>▪ Dans certains pays, on a clairement remarqué que les participants du secteur agricole avaient initialement tendance à se concentrer sur les questions de production agricole (en faisant valoir que l'amélioration de la production serait la première priorité pour améliorer la nutrition de la population), mais ont progressivement développé une plateforme commune où la production, la consommation et d'autres goulets d'étranglement ont été identifiés et liés les uns aux autres.</li> </ul>

- Dans un pays, les participants des secteurs non sanitaires n'ont d'abord pas trouvé leur rôle dans la prévention de l'anémie parce qu'ils trouvaient cela trop médical, ce qui implique que la coordination multisectorielle devrait être fondée sur une compréhension commune que chacun a un rôle à jouer dans la résolution des différents problèmes nutritionnels.
- Dans trois pays, l'utilisation d'une étude de cas (d'une famille rurale typique d'exploitants agricoles en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité nutritionnelle) a permis aux parties prenantes, en particulier les responsables gouvernementaux au niveau national, de comprendre les multiples dimensions des défis auxquels leur population cible est confrontée dans la vie quotidienne. Cela a également aidé les différentes parties prenantes sectorielles à réaliser qu'elles avaient un rôle à jouer dans l'amélioration de l'état nutritionnel de leur propre population cible.

#### **LEÇONS APPRISES ET LIMITES**

- Un temps de préparation suffisant aurait dû être alloué afin d'impliquer pleinement les principaux responsables gouvernementaux avant l'atelier.
- Le partage préalable de l'information aurait été bénéfique pour toutes les parties prenantes afin de comprendre ce qu'est l'IFNA, comment travailler avec l'IFNA et utiliser les opportunités qu'elle présente, etc.
- Il a fallu beaucoup plus de temps pour que les participants à chaque séance de travail de groupe aient une compréhension approfondie des voies complexes de l'agriculture et de la nutrition et discutent des problèmes dans le contexte de chaque pays.
- Les Enquêtes préparatoires par pays n'ont permis de réaliser l'atelier qu'au niveau national et, par conséquent, l'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement n'a été faite qu'à titre d'exercice et d'aperçu général. Quelques pays se sont concentrés sur certaines zones géographiques et ont réussi à avoir des discussions plus spécifiques, mais il faut davantage d'analyses de goulets d'étranglement et de listes d'interventions spécifiques à une zone ou à un contexte, appuyées par des données et un processus d'examen par les pairs.
- En raison du temps limité et de la nécessité de se concentrer sur le dialogue, il n'y a pas eu assez de temps pour discuter en profondeur de la multisectorialité, à l'exception des liens entre l'agriculture et la santé. Des liens multisectoriels plus larges devraient être davantage intégrés dans les dialogues futurs.

### **3.5 Atelier consultatif de l'ICSA au Sénégal 2018**

#### **3.5.1 Atelier consultatif de l'ICSA – Processus**

Après que les Enquêtes préparatoires par pays ont été achevées dans les dix pays cibles de l'IFNA, le Secrétariat de l'IFNA et les membres de soutien de la JICA se sont rendus dans chaque pays pour lancer le processus d'élaboration de la Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA), sur la base des dialogues tenus pendant l'Enquête préparatoire et de ses constatations. Ce processus d'appui à l'ICSA dans le pays a commencé par un exercice initial de cadrage comprenant la définition des questions nutritionnelles prioritaires à cibler dans le cadre de l'IFNA et le ciblage géographique pour la phase initiale (veuillez noter que les détails de l'ICSA et de ses processus, proposés par le Secrétariat de l'IFNA, sont décrits au chapitre 5). En outre, les différentes zones agro-écologiques à l'intérieur des zones cibles et les produits alimentaires potentiels pour l'amélioration de la nutrition ont été évalués à des fins d'exercice. Par exemple, les participants de l'Éthiopie ont partagé le processus comme une expérience positive dans laquelle l'exercice de cadrage de l'ICSA les a aidés à réfléchir à la

façon d'intégrer une perspective agricole dans les programmes de nutrition.<sup>34</sup> Si certains apports techniques ont été fournis par l'équipe de consultants, le processus global d'élaboration de l'ICSA a été conçu et facilité par le Secrétariat de l'IFNA.

Lorsque les dix pays ont procédé à l'exercice initial de cadrage, le Secrétariat de l'IFNA a organisé l'atelier consultatif de l'ICSA au Sénégal en avril 2018. L'objectif général de l'atelier de trois jours était de donner aux pays participants l'occasion d'apprendre les uns des autres en échangeant les leçons apprises, ainsi que de préparer la prochaine étape après celle de l'atelier, qui devait être la finalisation et la validation/formalisation du document ICSA. Les participants comprenaient des représentants des dix pays : ministères de la Santé et de l'Agriculture, membres du Comité directeur de l'IFNA (FAO, IFAD, JICA, JIRCAS, UNICEF, WFP, Banque mondiale, etc.), Secrétariat de l'IFNA (au NEPAD) et responsables du NEPAD (dont le Dr Ibrahim Mayaki, secrétaire exécutif du NEPAD), ainsi que des organisations observatrices (telles que l'IFPRI/HarvestPlus, le Centre mondial des légumes, WaterAid et HKI, entre autres).

### **3.5.2 Atelier consultatif de l'ICSA – Résultats**

L'atelier consultatif s'est avéré principalement axé sur les deux thèmes suivants : reconsidération des éléments constitutifs de la nutrition multisectorielle, et apprentissage mutuel par le partage des bonnes pratiques. Cette section résume les principaux résultats de l'atelier (les détails des présentations et des discussions peuvent être obtenus auprès du secrétariat de l'IFNA).

Le premier thème – les éléments constitutifs de la nutrition multisectorielle – a été longuement discuté par les participants tout au long de l'atelier, qui a été résumé par le Dr Ibrahim Mayaki, secrétaire exécutif du NEPAD, comme étant constitué des sept éléments critiques suivants à élaborer :

- 1) **Problème structurel** – positionnement des bureaux de nutrition au plus haut niveau
- 2) **Problème de processus** – accélération de la planification conjointe et de la mise en œuvre conjointe
- 3) **Question territoriale** – ciblage délibéré des zones qui en ont le plus besoin ou qui

---

<sup>34</sup> Après avoir identifié l'alimentation complémentaire et la nutrition maternelle et adolescente comme une partie négligée du programme de nutrition, ils ont examiné différentes conditions agro-écologiques et essayé d'identifier des produits potentiels pour s'attaquer aux problèmes dans la partie nord de l'Éthiopie en utilisant le tableau national de composition des aliments. Il s'agissait notamment de savoir s'ils sont traditionnellement produits par les exploitants agricoles et s'ils sont accessibles sur les marchés locaux, etc. afin qu'ils puissent être améliorés. En plus de l'accès à la production et au marché, d'autres défis, tels que la consommation réelle par les mères et les enfants, le maintien des valeurs nutritives dans l'organisme, etc., ont également été pris en compte. Ils ont trouvé, par exemple, de la viande séchée produite à la maison et transformée en poudre, qui pourrait être facilement stockée et ajoutée à des aliments complémentaires comme source importante de protéines et de fer biodisponible, ainsi que de la vitamine A, du zinc, etc.

sont marginalisées, et mise en œuvre d'actions communautaires

- 4) **Problème d'allocation des ressources** – allocation des ressources sur la base d'analyses de coûts (actions sensibles à la nutrition vs actions spécifiques à la nutrition)
- 5) **Synchronisation des actions sur le terrain** – synchronisation des actions en termes de localisation et de calendrier, et pour des buts et objectifs communs
- 6) **Questions d'ordre juridique** – élaboration de lois et de règlements/normes appropriés qui garantissent la nutrition en tant que droit humain et assurent le respect et la durabilité (c.-à-d. des lois/normes pour l'enrichissement)
- 7) **Rétroaction fondée sur des données probantes** – renforcement du système pour la collecte de données fiables et le suivi

Le deuxième thème – apprentissage mutuel – a été abordé dans les présentations des pays ainsi que dans les discussions de groupe/plénière. Les représentants des pays étaient avides de se poser des questions et de partager des informations supplémentaires en réponse, ce qui a créé une plateforme active d'apprentissage mutuel. Les extraits de la liste des bonnes pratiques sont résumés ci-dessous.

**Tableau 13 : Sélection de bonnes pratiques partagées lors de l'atelier consultatif de l'ICSA**

<p><b>Sénégal – structure de coordination forte et durable pour répondre à la volonté politique</b> Les efforts de coordination multisectorielle de la nutrition au Sénégal sont partis de l'engagement politique de haut niveau en faveur de l'amélioration de la nutrition, ce qui a nécessité une solide structure de coordination à remplir avec des solutions techniques appropriées, étape par étape. Le Sénégal s'est efforcé de mettre en place un conseil suffisamment fort pour soutenir ses fonctions indépendamment des changements politiques. L'une des principales leçons apprises au sujet de la capacité est que les membres de ces comités devraient être affectés uniquement à la nutrition. Au niveau de la mise en œuvre, le Sénégal a eu l'avantage comparatif d'une société civile forte, tandis que son défi a été de créer des liens entre les organes administratifs et les mécanismes décentralisés et déconcentrés de prestation de services.</p>
<p><b>Madagascar – gouvernance nutritionnelle soutenue par des liens horizontaux/verticaux jusqu'au niveau communautaire</b> Au niveau national, il y a le Bureau national de coordination sous l'autorité du premier ministre, l'Alliance parlementaire pour la lutte contre la malnutrition, et le Groupe de suivi et d'évaluation. Au niveau communautaire, les agents de nutrition communautaires travaillent activement sur des interventions nutritionnelles multisectorielles avec d'autres acteurs rassemblés autour d'un cadre de résultats communs, réduisant ainsi avec succès l'émaciation des enfants et la prévalence de l'insuffisance pondérale (mais pas encore le retard de croissance).</p>
<p><b>Kenya – efforts pour rendre la coordination infranationale fonctionnelle</b> Dans le contexte de la décentralisation/déconcentration, le Cadre national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été approuvé et signé par le Conseil des gouverneurs de comté. Le mécanisme de coordination nationale a été reproduit au niveau des comtés (en dessous de la région) pour que chaque comté élabore sa propre structure et son propre plan en fonction de ses propres besoins spécifiques au contexte. Les partenaires au développement viennent également à la même plateforme pour coordonner leur soutien en sélectionnant des indicateurs pour mesurer les progrès dans un court laps de temps et suivre les activités dans chaque communauté.</p>
<p><b>Éthiopie – planification et mise en œuvre conjointes, et intensification</b> Le M/S et le M/A ont signé le mémorandum d'accord (M/A) pour travailler ensemble sur l'alimentation complémentaire et la diversité alimentaire. Les agents de vulgarisation sanitaire et les agents de vulgarisation agricole identifient conjointement les ménages cibles qui ont des mères enceintes et/ou des enfants de moins de deux ans, et leur fournissent un soutien et des services appropriés. L'effort de collaboration a été étendu de 50 à 150 districts, l'objectif étant d'atteindre l'échelle nationale dans le futur.</p>

Source : la mission d'étude (extrait des discussions de l'atelier consultatif de l'ICSA)

Dans l'ensemble, l'atelier a donné les principaux résultats suivants :

- **Il a réaffirmé la nécessité de mobiliser une volonté politique de haut niveau** pour faire de la nutrition le centre du programme national de développement de chaque pays et l'associer à la responsabilité nationale en tant qu'indicateur d'un système social inclusif.
- **Il a rappelé que l'existence de comités interministériels ne résout pas automatiquement les problèmes liés à la multisectorialité de la nutrition.** Les mécanismes de coordination doivent être fonctionnels pour influencer les actions gouvernementales en vue d'une cohérence multisectorielle, ce qui n'est pas la responsabilité d'un seul ministère, qu'il s'agisse du M/S ou du ministère des Finances.
- **Il a invité à un partage actif et à des dialogues sur les bonnes pratiques** entre les pays et au sein de l'équipe représentative intersectorielle du pays, ce qui s'est traduit par un fort désir de **créer une Communauté de pratique de l'IFNA** afin que les pays participants puissent continuer à apprendre les bonnes pratiques et leçons et se donner les moyens d'agir les uns les autres.
- **Il a aidé à créer un terrain d'entente entre les gouvernements et les bailleurs de fonds/partenaires** en faisant des représentants des pays l'interlocuteur principal, avec l'aide des partenaires au développement, tout au long de l'atelier.

Comme le temps était limité, il reste aussi des questions qui doivent être discutées plus en détail et de manière plus systématique :

- **Comment aborder la question de l'inégalité géographique dans le cadre de l'IFNA :** En tenant compte des contextes de décentralisation/déconcentration, les pays doivent identifier les moyens d'intégrer les actions nutritionnelles dans les processus de gouvernance locale et d'assurer les allocations budgétaires. L'IFNA adoptera une approche progressive pour contribuer à une couverture géographique optimale.
- **Comment et où utiliser au mieux les outils et lignes directrices existants à des fins communes :** Des outils et des directives (tels que les trousseaux d'outils de la FAO, l'analyse des carences en nutriments du WFP, les directives de l'IFAD en matière de planification des investissements) sont déjà disponibles pour concevoir des actions efficaces, qui devraient être appuyées par des examens par les pairs.
- **Comment générer plus de données probantes :** Les pays devraient être encouragés à faire des plans pour produire davantage de données probantes ; l'IFNA pourrait servir de forum ouvert pour explorer la collaboration afin de combler les lacunes en matière de données probantes.
- **Comment établir un mécanisme de responsabilisation en matière de nutrition :** Les actions en matière de nutrition doivent être liées à un mécanisme de responsabilisation lorsqu'il existe un seul cadre de résultats communs appuyé par un système d'information nutritionnelle approprié.

## **4. Constatations générales de l'Enquête préparatoire**

Le présent chapitre résume les principales constatations de l'Enquête préparatoire générale, tirées pour la plupart des entrevues avec les informateurs clés et des ateliers avec les parties prenantes, et synthétisées avec les résultats de la revue documentaire. Bien que les constatations les plus pertinentes pour les activités de l'IFNA aient été sélectionnées, elles ne constituent pas une liste d'activités que l'IFNA s'est engagée à soutenir. En d'autres termes, la mission d'étude a mis en évidence les constatations et les points d'apprentissage pertinents qui peuvent être pris en compte par tout acteur engagé dans des actions nutritionnelles multisectorielles, en particulier dans l'effort pour relier efficacement les stratégies basées sur l'agriculture aux résultats nutritionnels (les recommandations spécifiques de l'IFNA pour l'avenir sont décrites au Chapitre 5).

### **4.1 Analyses contextuelles spécifiques et conception d'action**

Comme l'indique le récent article de synthèse de Ruel et al.<sup>35</sup>, les facteurs contextuels (y compris l'accès au marché) doivent être pris en compte lors de la conception et de la mise en œuvre d'une politique agricole sensible à la nutrition. Au début de l'Enquête préparatoire dans dix pays, la mission d'étude ne disposait pas d'outils d'analyse participative spécifiques au contexte pour explorer les orientations stratégiques de l'IFNA. Par conséquent, même si la discussion sur les actions potentiellement synergiques était animée, elle a tout de même donné lieu à une longue liste d'interventions plutôt générique. La mission d'étude a donc exploré des moyens de rendre l'analyse et la discussion plus spécifiques au contexte malgré les contraintes de temps et le cadre de travail prédéfini. En se fondant sur l'expérience, la mission d'étude recommande de tenir compte des dimensions contextuelles suivantes afin de rendre les listes d'intervention finales plus significatives.

#### **4.1.1 Analyses de la nutrition et de la sécurité alimentaire par typologies agricoles**

Pour faciliter les analyses contextuelles, la mission d'étude a estimé que le ciblage géographique et la définition de zones agro-écologiques spécifiques devraient être la première étape, ce qui n'était pas possible dans la phase actuelle du processus d'enquête.

La mission d'étude était fermement convaincue que la typologie agricole est une autre dimension importante pour les analyses contextuelles dans le cas de l'agriculture sensible à la nutrition, car elle influe sur le choix des produits et des types d'interventions que les exploitants agricoles pourraient adopter de façon réaliste. Dans ce contexte, la mission d'étude

---

<sup>35</sup> Ruel, et al. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet* 2013; 382: 536–51.

a introduit les deux voies d'analyse distinctes suivantes : (1) la production pour l'autoconsommation vs (2) la production pour la vente (orientée sur l'argent). Cette catégorisation n'est pas la même chose que le regroupement en exploitants agricoles de subsistance et en exploitants agricoles commerciaux, parce que les petits exploitants agricoles (souvent définis comme « subsistants ») ont tendance à vendre leurs produits d'une manière ou d'une autre pour avoir un revenu en espèces, quelle que soit la taille de leur production, et à acheter certains aliments sur les marchés locaux. Par conséquent, la catégorisation pourrait être plus significative lorsqu'elle est combinée à un groupe de produits spécifiques que les exploitants agricoles ciblés pourraient produire (p. ex., gros bétail pour la commercialisation vs petit bétail pour l'autoconsommation). En appliquant cette catégorisation dans un cadre hypothétique, les participants de l'atelier ont été en mesure de dresser des listes d'interventions plus spécifiques au contexte (voir le rapport d'enquête par pays du Kenya).

#### **4.1.2 Prise en compte de la saisonnalité**

L'un des problèmes communs qui ressortent des résultats de l'enquête dans dix pays est l'effet de la saisonnalité ou de la saison de pénurie alimentaire sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité nutritionnelle. Bien que l'on ne dispose pas de suffisamment de données/analyses pour comprendre pleinement la gravité des effets, cela a été perçu comme l'un des principaux goulets d'étranglement qui affecteraient la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des populations rurales, en particulier les petits exploitants agricoles et les membres de leur famille qui finissent par dépenser leur argent liquide limité pour acheter de la nourriture pendant la saison de pénurie alimentaire, lorsque les prix du marché augmentent également.

### **4.2 Objectifs de nutrition appropriés et outils pour des actions efficaces**

#### **4.2.1 Fixer des objectifs et indicateurs nutritionnels appropriés et spécifiques**

Ces dernières années, les dix pays cibles de l'IFNA ont tous entrepris un certain nombre de projets et activités « sensibles à la nutrition » sur le terrain, mais la mission d'étude s'est rendu compte que bon nombre d'entre eux n'avaient pas d'objectifs et d'indicateurs nutritionnels spécifiques. Ces projets et activités prétendent qu'ils ont incorporé des éléments nutritionnels et sont donc « sensibles à la nutrition », mais ils manquent souvent de moyens pour assurer et mesurer leur contribution réelle à l'amélioration de l'état nutritionnel de leur population cible. Comme les « interventions sensibles à la nutrition » sont définies comme celles qui « intègrent des objectifs et des actions spécifiques en matière de nutrition », l'IFNA devrait souligner à nouveau l'importance de définir les problèmes nutritionnels spécifiques à traiter et d'évaluer de manière critique si/comment les objectifs nutritionnels sont atteints. Bien qu'on ne saurait trop insister sur l'importance de fixer des objectifs nutritionnels appropriés, il convient de

noter que l'établissement d'impacts mesurables sur les indicateurs de résultats nutritionnels peut prendre un temps considérable. Par conséquent, il est conseillé de considérer non seulement les indicateurs de l'état nutritionnel comme mesures des résultats, mais aussi d'autres indicateurs de comportement comme mesures de résultats intermédiaires, ainsi que des indicateurs de processus sélectionnés.

#### **4.2.2 Redéfinir la « diversification » et les « aliments nutritifs » pour des résultats nutritionnels concrets**

« Diversité alimentaire » et « diversification alimentaire » sont des termes utilisés depuis longtemps dans l'approche alimentaire de la nutrition. La diversité alimentaire est définie comme le nombre d'aliments ou de groupes d'aliments différents consommés au cours d'une période de référence donnée, mais il n'y a toujours pas de consensus sur ce qu'elle représente réellement<sup>36</sup> et sur la façon dont elle pourrait être mesurée/comparée. Dans le contexte de problèmes de dénutrition tels que niveaux élevés de retard de croissance, émaciation, anémie et carences en micronutriments qui compromettent déjà la survie et le développement des enfants, le simple fait de promouvoir des aliments « diversifiés » ou « nutritifs » peut ne pas être l'investissement le plus efficace, comme cela a été souligné à plusieurs reprises dans les ateliers des parties prenantes de l'IFNA. Considérant que la « diversification » n'est pas une fin en soi mais un moyen d'améliorer la nutrition, l'IFNA met l'accent sur l'identification des problèmes spécifiques de dénutrition (tels que le retard de croissance des enfants, l'anémie, etc.) et sur la redéfinition de la « diversification » en spécifiant les aliments/groupes alimentaires qui doivent être davantage consommés afin d'assurer que les investissements dans des interventions agricoles sensibles à la nutrition contribuent à l'aspiration nationale de « faim et malnutrition zéro ». Dans le même temps, la stabilité du marché et la durabilité agro-écologique devraient également être soigneusement examinées afin qu'il n'y ait pas de compromis entre les gains nutritionnels et agricoles.

#### **4.2.3 Aspects liés au genre et au changement de comportement comme base de tous les efforts d'amélioration de la nutrition**

L'analyse documentaire et les dialogues avec les parties prenantes ont rappelé à la mission d'étude que les questions de genre et les défis de changement de comportement constituent presque toujours les goulets d'étranglement de tout effort d'amélioration de la nutrition, en particulier lorsqu'il s'agit de cibler les populations les plus vulnérables ou mal desservies. Les interventions de communication sur le genre et le changement social et comportemental

---

<sup>36</sup> Ruel, MT. Operationalizing Dietary Diversity: A Review of Measurement Issues and Research Priorities. *J. Nutr.* 133: 3911S–3926S, 2003.

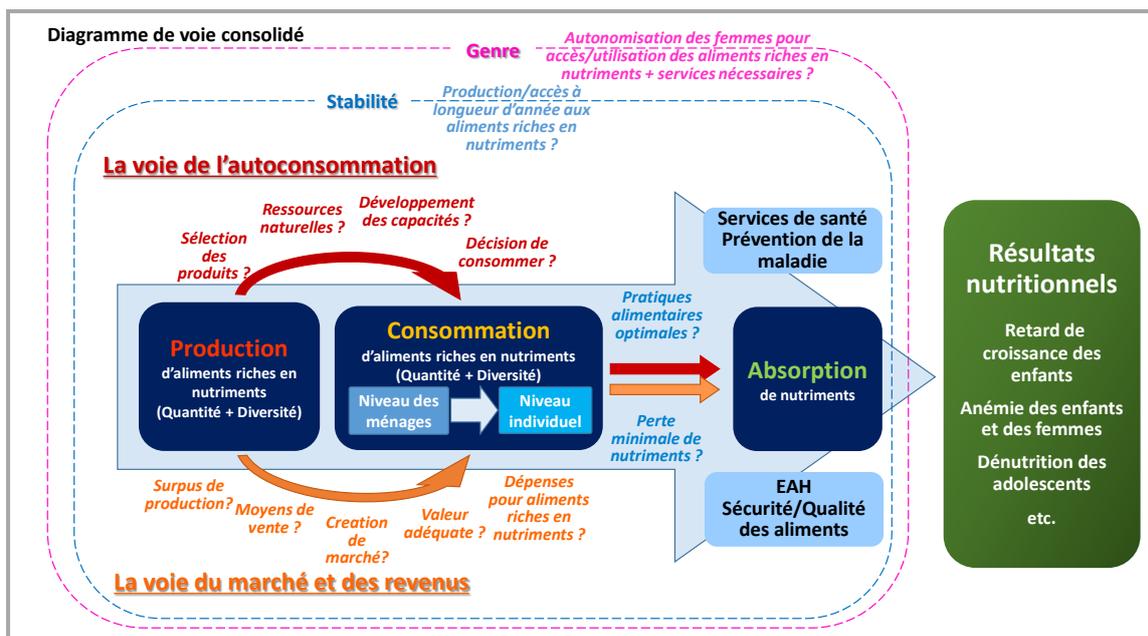
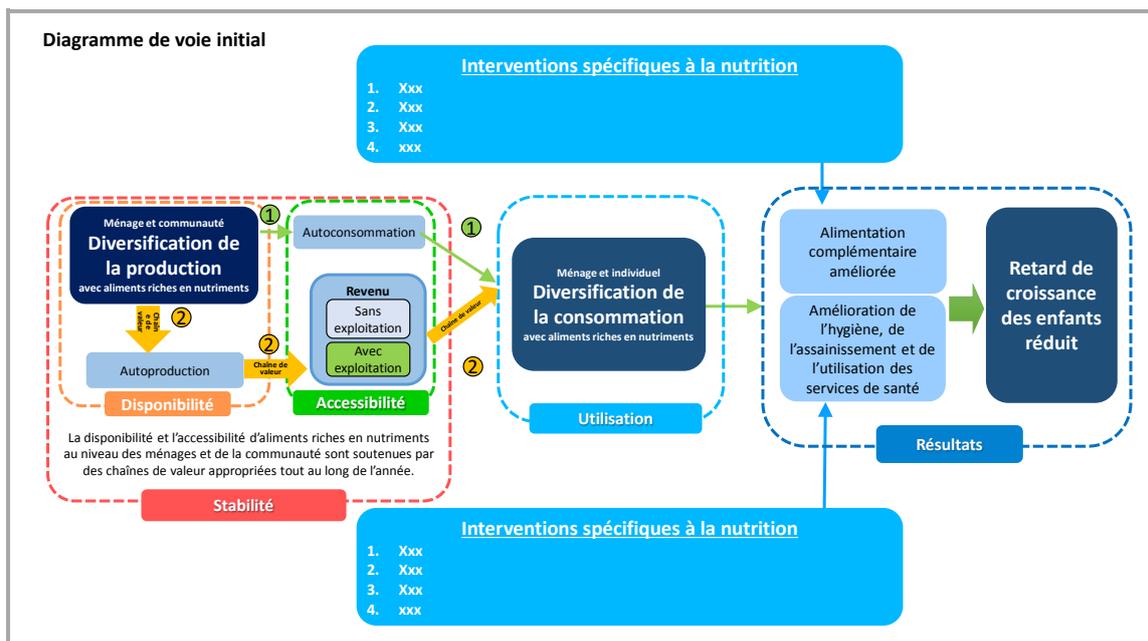
(CCSC) sont toujours au cœur des activités de nutrition du secteur de la santé, et il devrait en être de même dans les programmes basés sur l'agriculture si l'on veut qu'ils soient sensibles à la nutrition.

#### **4.2.4 Utilisation d'outils d'analyse simples pour une analyse spécifique au contexte**

Les cadres conceptuels élaborés pour une agriculture sensible à la nutrition ont tendance à être complexes, reflétant la nature complexe des liens entre l'agriculture et la nutrition. Les processus de l'Enquête préparatoire de l'IFNA ont toutefois permis à la mission d'étude d'apprendre que l'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement à l'aide d'un cadre bien structuré mais très simple serait d'une grande aide pour développer une compréhension commune de ce qui cause quoi et dans quelles conditions. La mission d'étude a donc développé un outil simple (Figure 16) avec les considérations suivantes :

- mettre l'accent sur le lien entre les trois éléments centraux – « diversification de la production », « diversification de la consommation » et « résultats nutritionnels » ;
- clarifier les conditions clés nécessaires pour passer de la « diversification de la production » à la « diversification de la consommation » puis aux « résultats nutritionnels », ou, en d'autres termes, visualiser une séquence de facteurs pour lier les intrants agricoles aux résultats nutritionnels (de gauche à droite dans la Figure 5 de la section 1.4.2) ;
- distinguer deux voies fondées sur des ensembles distincts de conditions de l'offre et de la demande – la « voie de l'autoconsommation » et la « voie du marché/revenu », car ce sont les facteurs déterminants pour des interventions agricoles appropriées ; et
- visualiser où et comment les différentes questions sectorielles sont liées les unes aux autres dans une image complète des liens entre l'agriculture et la nutrition, et rappeler en particulier aux parties prenantes du secteur agricole que le résultat final est la nutrition.

Pour comprendre logiquement les problèmes/questions clés qui se trouvent dans le lien entre l'agriculture et la nutrition, le diagramme de voie a été utilisé lors de la session d'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement de l'atelier des parties prenantes organisé dans chaque pays. La Figure 16 montre la version initiale du diagramme et la dernière version consolidée. Cette dernière a supprimé les catégories disponibilité-accessibilité-utilisation-stabilité parce qu'il a fallu beaucoup de temps aux participants de l'atelier pour comprendre la définition de chaque terminologie et leurs différences réelles. La dernière souligne également l'importance des considérations de genre dans le cadre général.



**Figure 16 : Diagramme de développement de la voie de liaison agriculture-nutrition**

Dans certains pays, les participants ont énuméré les principales « lacunes » observées le long des voies et ont ensuite identifié les « goulets d'étranglement » qui ont créé les lacunes. Cette analyse en deux étapes des « goulets d'étranglement » a aidé les participants à approfondir les problèmes spécifiques qui ne doivent pas être ignorés. De plus, en identifiant les goulets

d'étranglement spécifiques qui sont à l'origine des principales lacunes, les participants pouvaient discuter de solutions plus spécifiques au résultat nutritionnel choisi.

Dans cette Enquête préparatoire, les voies ont été utilisées dans le cadre d'un vaste exercice national visant à visualiser les liens et les dialogues rapides sur les liens potentiellement manquants, plutôt que de les vérifier en tant que voies d'impact fondées sur des données probantes. C'est pourquoi on les appelle voies de liaison agriculture-alimentation. Cela a été bien accueilli et a contribué à promouvoir des discussions entre les participants provenant de différents secteurs. Pour l'utilisation future, les voies devraient être revues par des pairs, autant que possible sur la base de données réelles et de données probantes, ce qui aiderait également à identifier les lacunes critiques en matière de données et d'information. De cette expérience, la mission d'étude recommanderait l'utilisation d'un outil d'analyse aussi simple pour lier logiquement les intrants agricoles aux résultats nutritionnels dans le but de créer une vision commune des points de liaison pour des actions efficaces.

#### **4.2.5 Conversion d'un arbre à goulets d'étranglement (arbre à problèmes) en arbre à interventions (arbre à solutions)**

L'analyse des lacunes et des goulets d'étranglement au niveau des pays réalisée dans le cadre de l'Enquête préparatoire a permis d'établir de longues listes de goulets d'étranglement par rapport aux questions nutritionnelles prioritaires identifiées dans chaque pays, ainsi que les interventions correspondantes. Dans le dernier pays d'enquête, le Kenya, la mission d'étude a essayé de convertir la liste des goulets d'étranglement en un « arbre à goulets d'étranglement » (arbre à problèmes), ce qui a permis de visualiser ce qui cause quoi (Figure 17). L'arbre à goulets d'étranglement a ensuite été transformé en « arbre à interventions » (arbre à solutions), ce qui a facilité la compréhension des combinaisons d'actions/solutions qui peuvent être appropriées pour corriger certaines lacunes ou certains goulets d'étranglement (Figure 18).

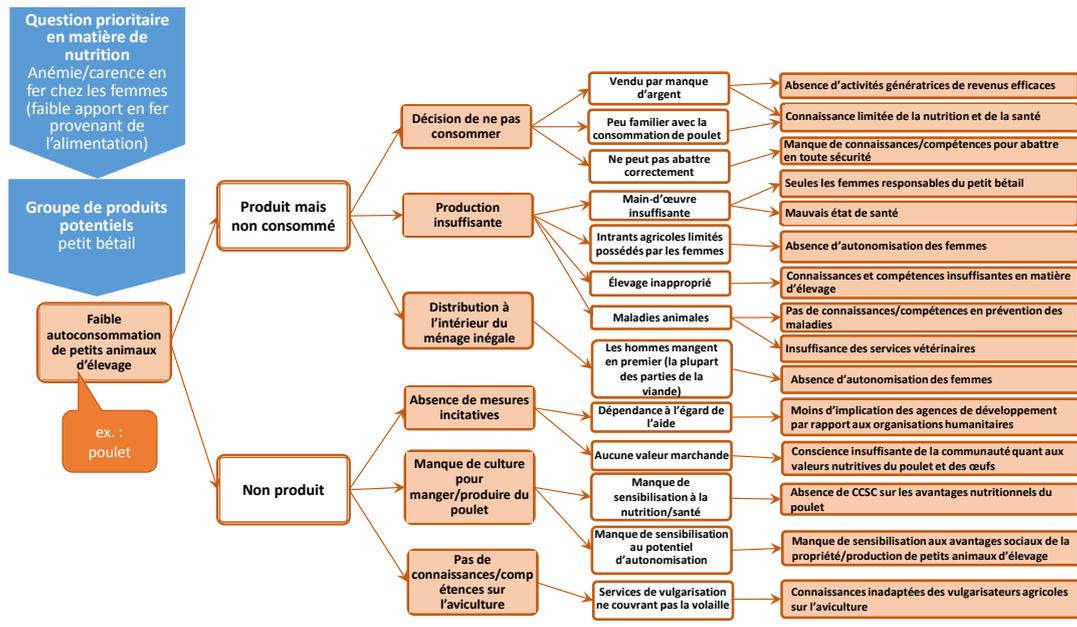


Figure 17 : Exemple d'arbre à goulets d'étranglement (problèmes)

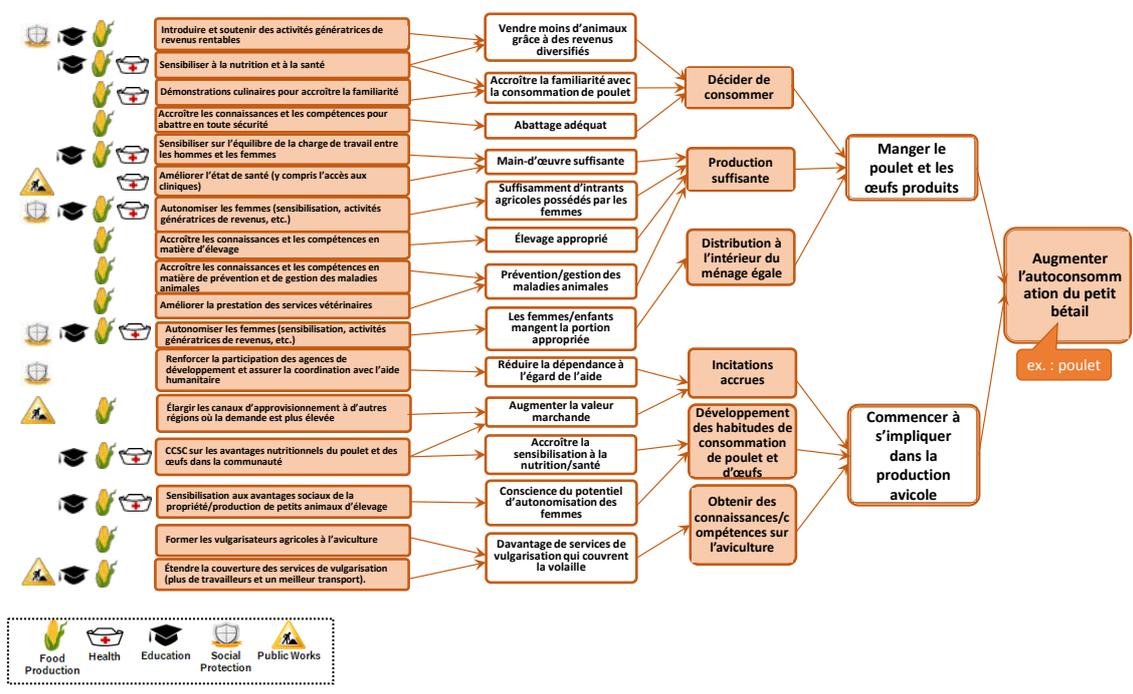


Figure 18 : Exemple d'arbre à interventions (arbre à solutions)

#### **4.2.6 Identification des liens au niveau des projets, des activités et des modalités**

La JICA a demandé à la mission d'étude de trier les listes d'intervention et de classer chaque intervention soit comme « basée sur l'agriculture » ou « non basée sur l'agriculture » dans un tableau, dans chacun des Rapports d'enquête préparatoire par pays. La mission d'étude du Kenya a également essayé de visualiser lesquels des secteurs connexes (c.-à-d. la production alimentaire/agriculture, la santé, l'éducation, la protection sociale et les travaux publics) pourraient être impliqués ou contribuer à chaque intervention (voir Figure 18 ci-dessus). Dans l'Enquête préparatoire, cela n'a été fait que pour le Kenya par la mission d'étude pendant le processus de rédaction du rapport (pas dans l'atelier des parties prenantes), mais cela aurait pu être fait dans le cadre de l'atelier avec les parties prenantes concernées dans chaque pays afin d'établir un consensus sur « qui pourrait être impliqué dans quoi ».

De plus, la mission d'étude a estimé que le simple fait d'identifier les secteurs pertinents pourrait ne pas les aider à travailler ensemble. Si le temps l'avait permis, il aurait été plus utile de discuter des points de liaison réels entre ces secteurs au niveau des projets et des activités, ainsi qu'en termes de modalités opérationnelles (p. ex., formation conjointe pour les agents de vulgarisation agricole et sanitaire, utilisation de plateformes d'actions conjointes telles que la sensibilisation à la nutrition dans les écoles agricoles de terrain, et introduction d'applications de communication mobile pour partager les données entre les travailleurs de l'agriculture, de la protection sociale et de la santé/nutrition).

#### **4.3 Réalisation de la politique et des objectifs stratégiques en actions locales**

Il y a des mouvements positifs vers l'amélioration de la gouvernance nutritionnelle, au moins en termes de mise en place de cadres politiques/stratégies et de mécanismes de coordination au niveau national dans la plupart des pays cibles de l'IFNA. Toutefois, étant donné que la gouvernance nutritionnelle est un moyen d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, ces cadres et mécanismes devraient être fonctionnels, et les mesures prises selon ces cadres et mécanismes devraient être efficaces. L'Enquête préparatoire dans dix pays a examiné spécifiquement la situation des pays des points de vue suivants : si la politique/stratégie s'est traduite ou non en plans d'action au niveau national ; ce qui se passe au niveau infranational ; et quels acteurs clés devraient être soutenus au niveau local par le biais d'une coordination infranationale.

##### **4.3.1 Traduction de la politique/stratégie en plans d'action concrets**

La plupart des pays cibles de l'IFNA ont déjà une politique/stratégie nutritionnelle multisectorielle au niveau national, ce qui constitue une orientation commune et positive vers

une meilleure gouvernance nutritionnelle. Toutefois, certains pays n'ont pas de plan d'action national consolidé en matière de nutrition (avec une matrice de résultats incluant les coûts estimés). Un plan d'action multisectoriel, élaboré dans le cadre d'un processus participatif, pourrait être une force motrice pour plusieurs raisons : il donne un aperçu de ce qui doit être fait dans tous les secteurs et comment ils sont liés les uns aux autres ; il pourrait servir de base pour clarifier les rôles et responsabilités de chaque secteur/acteur ; et il encouragerait les allocations budgétaires dans chaque secteur.

En outre, certains pays, comme le Mozambique et le Kenya, s'orientent vers le développement d'une planification multisectorielle au niveau infranational. Afin de promouvoir de véritables actions synergiques sur le terrain, l'élaboration de plans nutritionnels multisectoriels au niveau gouvernemental infranational (ou l'inclusion complète des actions nutritionnelles dans les plans de développement infranationaux) est une étape critique. Un tel processus de planification devrait être dirigé par le dirigeant local (par exemple, le gouverneur) et bénéficier de la participation des parties prenantes sectorielles afin d'assurer l'appropriation et l'allocation adéquate des ressources.

#### **4.3.2 Renforcer la coordination locale pour une action efficace**

En ce qui concerne l'environnement propice aux actions synergiques, les principaux goulets d'étranglement identifiés par les parties prenantes nationales comprennent, entre autres, le manque ou le fonctionnement insuffisant de la coordination infranationale en raison du manque de clarté des rôles et des responsabilités, le manque de partage de l'information entre les niveaux national et infranational, le montant insuffisant des budgets ou les retards dans les transferts budgétaires, etc. Ces points correspondent à l'analyse de la gouvernance nutritionnelle effectuée par l'Institute of Development Studies (IDS) de l'Université de Sussex, qui a examiné les liens horizontaux et verticaux, les rôles et responsabilités des différents acteurs, la coordination multisectorielle ainsi que l'allocation budgétaire. Pour traduire la politique/stratégie existante en actions efficaces sur le terrain, la mission d'étude recommanderait à l'IFNA de mettre un accent particulier sur le soutien au niveau infranational afin de promouvoir des actions efficaces bien liées à la planification et à la coordination du gouvernement local.

#### **4.4 Nécessité de relever les défis structurels dans les programmes de nutrition multisectoriels basés sur l'agriculture**

##### **4.4.1 Leadership politique fort et engagement à soutenir une approche multisectorielle de la nutrition**

Au cours de la période d'enquête, il a été rappelé à plusieurs reprises que l'existence de comités interministériels ne résoudrait pas automatiquement la question des besoins complexes de coordination des approches multisectorielles de la nutrition. Un leadership politique fort est indispensable pour amener les multiples acteurs à partager un objectif commun et rendre les organes de coordination fonctionnels. En outre, afin de créer des effets de synergie entre les différentes contributions sectorielles, il est vital d'assurer un engagement à atteindre l'objectif commun, qui devrait être soutenu au plus haut niveau politique. Comme le montre le cas du Sénégal (voir 3.5.2), un leadership et un engagement politique de haut niveau pourraient avoir un impact plus large sur la manière dont chaque secteur travaille à l'amélioration de la nutrition et soutient les efforts.

##### **4.4.2 Comblent les lacunes en matière de données pour l'analyse et la planification spécifiques au contexte**

Comme nous l'avons déjà dit, des actions efficaces de liaison agriculture/agriculture-nutrition sensibles à la nutrition nécessitent une analyse et une planification spécifiques au contexte, et, par conséquent, des données et informations utilisables doivent être obtenues pour aider à définir les contextes. Bien qu'il existe déjà des dialogues et efforts mondiaux pour améliorer la disponibilité des données pour l'agriculture sensible à la nutrition, il serait très bénéfique pour les pays de l'IFNA de promouvoir des dialogues au niveau national sur l'identification/consolidation d'un ensemble d'indicateurs de base qui peuvent être utiles pour la planification, la conception de l'action, le suivi et l'évaluation, et de discuter des moyens de combler les lacunes en matière de données. La mission d'étude recommanderait que l'IFNA soutienne ces efforts au niveau de la conception de l'action, où l'utilisation d'un cadre analytique et d'un processus, par exemple les Voies de liaison agriculture-nutrition décrites ci-dessus, pourrait être mise à l'essai en vue d'une utilisation pratique et d'un affinement plus poussé.

##### **4.4.3 Générer des données probantes et évaluer la faisabilité et l'extensibilité grâce à la recherche opérationnelle.**

Dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition, les lacunes en matière de recherche et de données probantes sont encore énormes – en particulier dans des domaines tels que les

impacts à long terme et la durabilité, l'extensibilité, le rapport coût-efficacité, les groupes cibles et les résultats, la communication efficace pour le changement de comportement dans les programmes agricoles et l'autonomisation des femmes<sup>37</sup>. Par conséquent, le budget de la recherche opérationnelle devrait être mis de côté dans chaque pays (par exemple, celui du PNN I de l'Éthiopie), et la recherche opérationnelle devrait être conçue de manière planifiée afin qu'elle puisse contribuer à combler les lacunes critiques en matière de données probantes/informations dans chaque pays et dans les contextes continental/mondial. Les questions de recherche devraient être sélectionnées et les résultats partagés sur une plateforme de dialogue ouverte qui correspond aux principes de l'IFNA.

#### **4.4.4 Comblent les lacunes en matière de communication intersectorielle**

Dans cette Enquête préparatoire de l'IFNA, la mission d'étude de chaque pays était composée d'un spécialiste de la nutrition (chef d'équipe), d'un spécialiste de la santé et d'un spécialiste du développement agricole/rural. Divers experts des secteurs de la nutrition, de la santé et du développement agricole/rural, avec des degrés divers d'exposition aux questions de nutrition, ont également participé aux ateliers des parties prenantes dans le pays. Dès le début, la mission d'étude a compris qu'il y aurait des problèmes de communication intersectorielle en raison de la méconnaissance des termes techniques, des perspectives sectorielles différentes sur une même question, des façons différentes d'utiliser les données/informations, etc. La mission d'étude a donc essayé d'écouter attentivement les dialogues et de jouer un rôle de passerelle. La mission d'étude a constaté que les points suivants peuvent nécessiter une attention particulière :

- **Regard sur les ménages vs les individus :** En agriculture, l'unité cible d'intervention/évaluation est presque toujours au niveau du ménage ou au-dessus (par exemple, un exploitant agricole en tant que représentant d'un ménage agricole) alors que les problèmes et services nutritionnels sont spécifiques à un membre d'une famille (p. ex., un nourrisson, un jeune enfant, une femme enceinte, etc.). Il est très important que chacun comprenne que l'accès du ménage à certains aliments/ressources n'assure pas nécessairement l'accès des personnes. Par exemple, il arrive souvent que certains aliments riches en nutriments, comme les œufs, la viande et le poisson, soient consommés par les adultes, mais pas du tout donnés aux jeunes enfants en raison de la coutume de ne préparer que de la bouillie amyliacée en tant qu'aliment complémentaire.

---

<sup>37</sup> Ruel, et al. Nutrition-Sensitive Agriculture: What Have We Learned and Where Do We Go from Here? Document de travail de l'IFPRI. 2017.

- **La nutrition en tant que service social vs l'agriculture en tant qu'entreprise et moyen de subsistance :** Les interventions en matière de nutrition sont souvent conçues comme un service social, tandis que les exploitants agricoles exercent les activités agricoles en tant qu'entreprise ou moyen de subsistance. Il convient de rappeler qu'il faut rechercher les points de correspondance entre les bénéfices commerciaux et les bénéfices sanitaires/nutritionnels. Étant donné que les exploitants agricoles doivent créer une entreprise pour assurer leur subsistance, alors que la santé et le bien-être nutritionnel des membres de la famille ne peuvent être compromis pour la prospérité de la famille, il ne s'agit pas d'une question dont l'un des aspects a une plus grande importance/priorité que l'autre.
- **Traiter des marchandises vs traiter avec des êtres humains :** Les experts agricoles s'inquiètent de la salubrité des produits de base (p. ex., plantes, bétail, semences, etc.) et même de la teneur en éléments nutritifs du sol, mais dans la plupart des cas leurs préoccupations ne concernent pas la santé des êtres humains. Cependant, le lien entre l'agriculture et la nutrition concerne ce qui se produit lorsque leurs produits atteignent la bouche des gens, y compris la leur et celle des membres de leur famille. Lorsque les experts en nutrition/santé et les experts agricoles interagissent les uns avec les autres, il est utile de souligner/visualiser qu'ils sont intrinsèquement bien liés, et que ce lien devrait être soigneusement établi afin qu'il profite à leurs populations cibles et à leur propre santé.
- **L'agriculture sensible à la nutrition n'est pas une action révolutionnaire, mais l'ajout d'une valeur supplémentaire aux pratiques agricoles :** Même si l'ajout de la sensibilité nutritionnelle à l'agriculture peut être nouveau pour beaucoup de gens dans le secteur agricole, cela n'exige pas un acte révolutionnaire, mais plutôt d'ajouter une valeur supplémentaire aux pratiques agricoles existantes et de repenser les façons de maximiser les bénéfices. Par exemple, la sélection des produits et le contenu des services de vulgarisation agricole peuvent être ajustés là où l'adaptabilité au climat est devenue une autre valeur à prendre en compte. Il pourrait en être de même pour la nutrition. En outre, les experts agricoles n'ont pas à devenir des experts en nutrition, mais pourraient plutôt identifier des points de liaison réalistes et efficaces afin que les exploitants agricoles/fournisseurs de services de vulgarisation puissent incorporer des éléments nutritionnels dans leurs activités existantes.

## 5. La voie à suivre pour l'IFNA

### Messages clés de l'Enquête préparatoire de l'IFNA 2017

#### **Traduire les politiques en actions concrètes sur le terrain**

Des politiques/stratégies et mécanismes de coordination nationaux sont en place. Ce qu'il faut, c'est les rendre opérationnels/fonctionnels, soutenus par un engagement politique fort, afin qu'ils fassent partie des capacités nationales et soutiennent efficacement les actions sur le terrain. Connaître les lacunes et les goulets d'étranglement critiques, s'entendre sur la façon de s'y attaquer et intégrer les actions dans le plan.

#### **Investir davantage dans la gouvernance locale de la nutrition**

Pour créer des actions synergiques sur la nutrition, les facteurs clés d'une bonne gouvernance doivent être présents, tels que des liens horizontaux et verticaux, des rôles et responsabilités clairs, une coordination multisectorielle fonctionnelle, ainsi qu'une allocation adéquate et durable des ressources. L'IFNA met l'accent sur la réalisation de la politique/stratégie existante en actions efficaces sur le terrain, ce qui nécessite un soutien systématique pour renforcer la planification et la coordination du gouvernement local.

#### **Aborder les aspects liés au genre et au changement de comportement comme base de tous les efforts d'amélioration de la nutrition.**

Les interventions liées au genre et à la communication pour le changement social et comportemental (CCSC) sont au cœur de la construction du capital humain, y compris le bien-être nutritionnel. Ces interventions devraient faire partie intégrante de toute action spécifique et sensible à la nutrition.

#### **L'agriculture sensible à la nutrition n'est pas une action révolutionnaire, mais ajoute une valeur supplémentaire importante aux pratiques agricoles.**

Même si l'ajout de la sensibilité nutritionnelle à l'agriculture peut être nouveau pour beaucoup de gens dans le secteur agricole, cela ne nécessite pas une action révolutionnaire, mais plutôt l'ajout d'une valeur supplémentaire importante aux pratiques agricoles existantes et une nouvelle réflexion sur les moyens de maximiser les bénéfices pour le développement du capital humain d'un pays. De plus, les experts agricoles n'ont pas à devenir des experts en nutrition. Au lieu de cela, l'identification de points de liaison réalistes et efficaces aiderait à incorporer des éléments nutritionnels dans leurs activités existantes.

L'IFNA n'est pas un projet/programme, mais une initiative continentale visant à établir un cadre de collaboration avec les gouvernements africains pour accélérer et intensifier les actions multisectorielles en matière de nutrition en mettant l'accent sur l'utilisation optimale des plateformes agricoles. L'IFNA n'est pas conçue pour proposer une stratégie/structure parallèle à celles qui existent dans chaque pays, et elle ne s'accompagne pas d'un nouveau mécanisme de financement. Elle vise plutôt à jouer un rôle de catalyseur pour créer une synergie entre les parties prenantes par le biais de dialogues et de processus de coordination nécessaires pour traduire la politique/stratégie nationale existante en actions efficaces sur le terrain. L'IFNA soutient en outre l'apprentissage mutuel entre les pays cibles et éventuellement avec d'autres pays d'Afrique.

À la lumière des messages clés dérivés de l'Enquête préparatoire de l'IFNA et de l'objectif de l'IFNA de jouer un rôle de catalyseur, la mission d'étude recommanderait que l'IFNA prenne l'orientation stratégique clé suivante (voir également Figure 19) :

**Orientation stratégique recommandée pour l'IFNA**  
**Traduire les politiques en actions en répondant directement aux besoins de mise en œuvre et de coordination au niveau infranational**

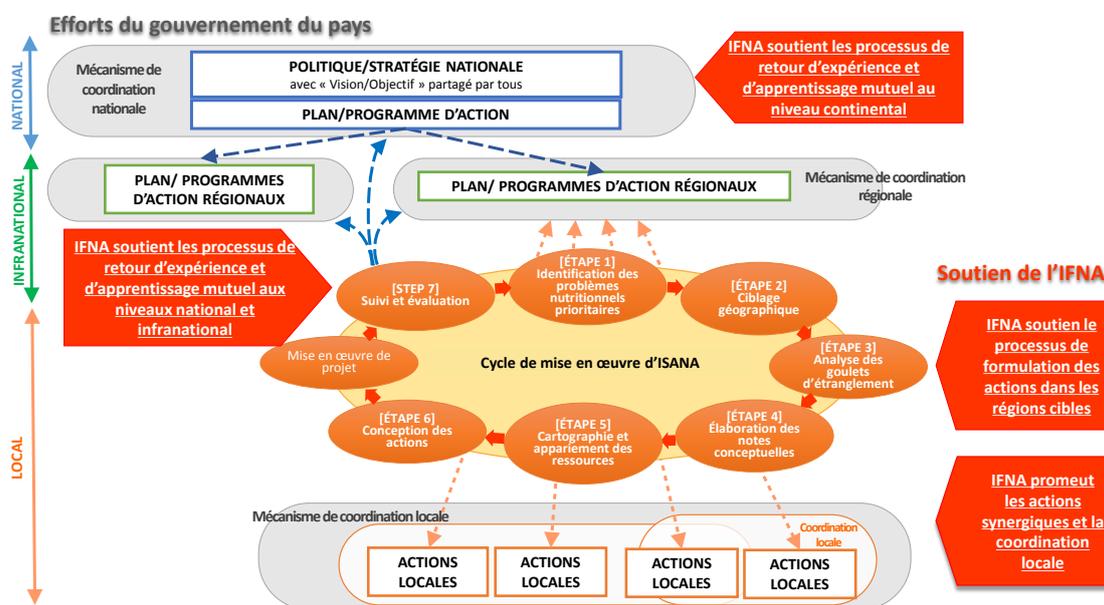


Figure 19 : Le rôle de l'IFNA et son soutien aux efforts d'amélioration de la nutrition

**Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA) :** Selon le Secrétariat de l'IFNA, le processus catalytique de l'IFNA sera guidé par la Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA) qui sera développée par chaque gouvernement par le biais d'un processus consultatif avec les parties prenantes, avec le soutien du Secrétariat de l'IFNA. L'ICSA n'est pas non plus une stratégie parallèle, mais plutôt un document d'orientation spécifique sur la manière dont l'IFNA pourrait aider chaque pays à traduire la politique/stratégie nutritionnelle multisectorielle nationale en actions sur le terrain, en mettant l'accent sur les interventions basées sur l'agriculture. L'IFNA facilite les dialogues sur la manière dont les lacunes et les goulets d'étranglement critiques pourraient être comblés par des processus synergiques entre les parties prenantes multisectorielles, en particulier au niveau infranational et de mise en œuvre.

Selon le Secrétariat de l'IFNA, chaque document ICSA sera composé des deux parties principales suivantes, chacune avec des étapes spécifiques (voir Figure 20 pour plus de détails) :

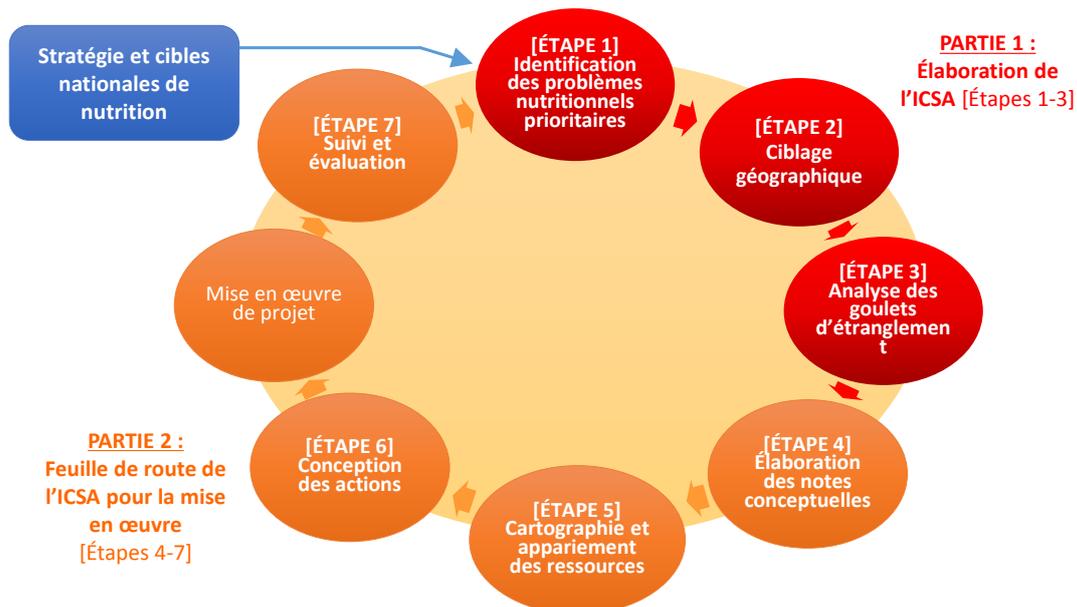
**(1) PARTIE 1 – « Élaboration de l'ICSA » :**

La première étape se compose d'une évaluation de la situation (réalisée dans le cadre de cette Enquête préparatoire), de l'élaboration de domaines cibles/questions nutritionnelles prioritaires (l'exercice de cadrage effectué par le Secrétariat de l'IFNA, tel que mentionné ci-dessus), d'analyses des lacunes et des goulets d'étranglement spécifiques au contexte et d'une liste d'ensembles d'options d'intervention correspondantes.

**(2) PARTIE 2 – « Feuille de route de l'ICSA pour la mise en œuvre » :**

Cette étape comprend des processus étape par étape, tels que l'élaboration de notes conceptuelles pour les actions prioritaires, la facilitation de l'alignement/appariement des ressources, la conception de l'action, la mise en œuvre, le S/E et le retour d'information aux cadres politiques et stratégiques nationaux/infranationaux.

Chaque étape expliquée dans l'ICSA sera principalement mise en œuvre par le gouvernement et conjointement avec les parties prenantes du secteur de la nutrition dans le cadre des mécanismes de coordination existants, avec l'appui du Secrétariat de l'IFNA (le Secrétariat de l'IFNA a déjà lancé le processus d'élaboration de l'ICSA dans chacun des dix pays cibles de l'IFNA).



**Figure 20 : Stratégie par pays de l'IFNA pour les actions (ICSA)**

Sur la base de la compréhension de ce que l'IFNA soutient et de la manière dont l'ICSA prévoit de guider le processus de l'IFNA, la mission d'étude a synthétisé les constatations pertinentes des processus de l'Enquête préparatoire et les a présentées comme une voie recommandée à suivre à travers les étapes d'élaboration et de mise en œuvre de l'ICSA (notez que bien que les étapes 1 à 3 soient déjà en cours d'exécution au moment de la rédaction du rapport, le rapport en inclut quand même les points pertinents pour référence future).

### 5.1 Définir les questions nutritionnelles prioritaires et les cibles géographiques

Pour concentrer les ressources et maximiser l'impact, le Secrétariat de l'IFNA propose de réduire autant que possible la portée des activités de l'IFNA, au moins dans la phase initiale, en limitant le nombre de « Questions nutritionnelles prioritaires de l'IFNA » à une ou deux (ou trois au maximum) et en ciblant géographiquement quelques zones afin que les actions puissent être conçues pour répondre aux conditions spécifiques de l'agriculture et du marché.

En fait, l'établissement des priorités et le ciblage géographique devraient aller de pair, et non comme des étapes distinctes, de sorte que les questions nutritionnelles sélectionnées soient également confirmées comme étant les questions les plus pertinentes des zones cibles. Pour cela, le ciblage géographique doit se faire sur la base de l'examen des données nutritionnelles disponibles. Par exemple, les données ventilées au niveau infranational montrent parfois que les régions où les taux de retard de croissance des enfants sont les plus élevés ne sont pas

nécessairement les mêmes que celles où la prévalence de l'anémie est la plus élevée chez les femmes. Si les zones cibles sont sélectionnées sur la base des indicateurs de sécurité alimentaire ou d'autres raisons socio-économiques ou politiques, il se peut que cela n'aide pas l'IFNA à se concentrer sur les zones les plus vulnérables sur le plan nutritionnel pour un impact maximum. D'autre part, les zones où les taux de dénutrition sont les plus élevés peuvent avoir une très petite population et être soutenues par peu de partenaires. Comme l'IFNA n'est pas un mécanisme de financement de nouveaux projets, mais facilite plutôt le processus d'établissement de liens entre les actions et les ressources existantes pour des effets plus importants, le potentiel d'établissement de liens et d'appariement des ressources pourrait être un autre facteur important à prendre en considération.

Le processus de l'Enquête préparatoire a permis d'identifier deux à trois « domaines d'intérêt nutritionnel » du pays (voir chaque rapport d'Enquête préparatoire par pays), par le biais d'un examen documentaire et de consultations auprès des parties prenantes, sur la base des trois critères : (1) la gravité du problème, (2) la nécessité d'actions accélérées et (3) la pertinence en tant que plateforme d'interventions nutritionnelles fondées sur l'agriculture. Le Secrétariat de l'IFNA a déjà appuyé le processus national de révision et de confirmation de l'ensemble final des questions prioritaires et de la sélection des zones géographiques à cibler pour les années à venir.

#### **Processus de ciblage recommandé :**

- **Critères primaires pour le ciblage :** Le critère principal devrait être la gravité du problème nutritionnel (c.-à-d. les « Questions de nutrition prioritaires de l'IFNA »), car l'objectif de l'IFNA est d'améliorer l'état nutritionnel de la population.
- **Disponibilité des données pour :** Pour assurer l'objectivité de la sélection, le processus de ciblage doit se faire au niveau infranational lorsque les données sur les résultats nutritionnels sont disponibles.
- **Utilisation des données :** Les données ventilées doivent être examinées avec soin en termes de sexe et d'âge car, par exemple, l'insuffisance pondérale maternelle affecte souvent des groupes d'âge plus jeunes (p. ex., les adolescents de 15 à 19 ans), ce qui peut nécessiter des considérations spécifiques. On peut également tenir compte non seulement des taux de prévalence, mais aussi du nombre absolu de personnes touchées.
- **Application potentielle de critères secondaires :** Il peut y avoir plusieurs zones géographiques dont l'état nutritionnel est tout aussi grave, ou d'autres facteurs critiques à prendre en compte. Dans un tel cas, d'autres critères pourraient également être appliqués pour la prise de décision, p. ex. des indicateurs liés à la consommation alimentaire (p. ex., le score de la diversité alimentaire des ménages, le score de la

consommation alimentaire, la diversité alimentaire minimale pour les femmes, les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, le pourcentage d'énergie provenant d'aliments non essentiels, etc.), la taille de la population, la présence de programmes en cours comme véhicules d'intensification des interventions agricoles sensibles à la nutrition, etc.

- **Approche progressive** : Comme mentionné dans l'introduction de ce rapport, l'IFNA est une initiative décennale et prévoit d'adopter une approche progressive. La phase initiale devrait limiter la portée et la couverture géographique car, au niveau infranational, les expériences en matière de programmation multisectorielle et de coordination basée sur la plateforme agricole sont encore limitées. Au cours de la phase initiale, des liens efficaces devraient être créés sur le terrain et l'extensibilité devrait être soigneusement évaluée. Sur la base des résultats de la phase initiale, la portée, les domaines d'action et les cibles géographiques pourraient être élargis dans les phases suivantes.

## **5.2 Analyse des lacunes et des goulets d'étranglement, et liste des interventions potentielles**

Sur la base de l'expérience acquise au cours de l'Enquête préparatoire, la mission d'étude recommanderait que l'analyse des lacunes soit menée de manière participative, suivie d'analyses plus spécifiques des goulets d'étranglement afin d'établir une compréhension commune dans différents secteurs concernant ce qui constitue les voies de liaison agriculture-nutrition, en particulier là où les frontières sectorielles se rencontrent (c'est-à-dire les points de liaison/interaction sectoriels).

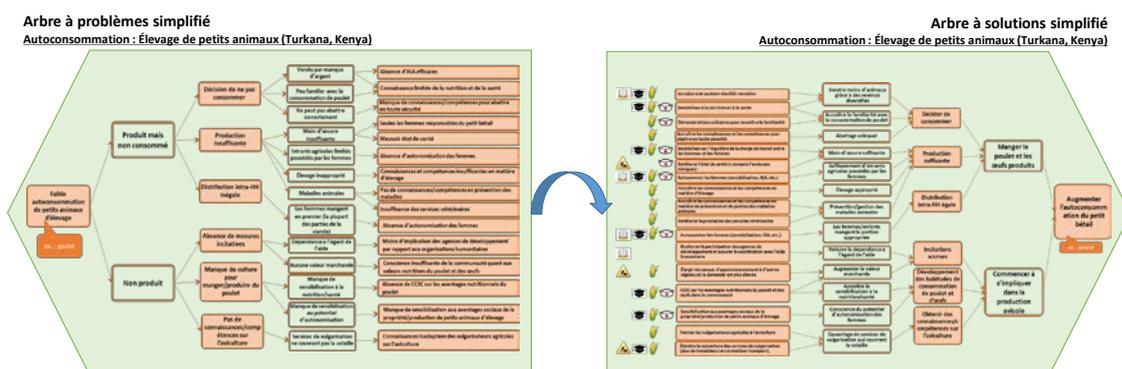
### **Processus recommandé pour l'analyse des lacunes : Utilisation des voies de liaison agriculture-nutrition**

- **Sélection de groupes de produits potentiels** : En gardant à l'esprit les problèmes nutritionnels prioritaires dans les zones cibles sélectionnées (p. ex., l'anémie des adolescents, etc.), les parties prenantes du pays devraient d'abord sélectionner certains groupes de produits agricoles qui pourraient être promus pour s'attaquer au problème prioritaire (p. ex., les légumineuses et légumes cultivés localement dans les zones pluviales ou zones semi-arides pour l'autoconsommation, le petit bétail dans les zones arides pour la commercialisation et l'autoconsommation locales, etc.).
- **Analyse des écarts à l'aide des voies de liaison agriculture-nutrition** : Pour chacun des groupes de produits sélectionnés, effectuer une analyse des lacunes afin d'identifier les principaux problèmes qui peuvent bloquer la voie entre les intrants agricoles et les résultats nutritionnels en utilisant les voies de liaison agriculture-nutrition (comme le

montre la Figure 5 de la section 1.4.2) en examinant la production agricole, la consommation alimentaire et les éléments des apports en nutriments en tant que continuum.

**Processus recommandé pour l’analyse des goulots d’étranglement, et établissement de la liste des interventions**

- **Utilisation d’arbres à problèmes** : Après avoir identifié les principales lacunes, qui ont tendance à être étendues, il faudrait chercher des goulots d’étranglement plus spécifiques derrière ces lacunes en élaborant des arbres à problèmes, ce qui aiderait à formuler des actions plus spécifiques. L’analyse des goulots d’étranglement devrait être effectuée pour chacun des groupes de produits sélectionnés dans chaque zone cible. Il est essentiel que le problème nutritionnel identifié soit toujours gardé à l’esprit.
- **Convertir les arbres à problèmes en arbres à solutions** : Pour mettre au point des actions spécifiques pour s’attaquer à chaque goulet d’étranglement, un « arbre à goulots d’étranglement (problèmes) » devrait être transformé en « arbre à interventions (arbre à solutions) », comme l’illustre la Figure 21 ci-dessous, ce qui permet de visualiser comment chaque intervention est liée au problème global qui est abordé. De plus, cela pourrait aider à visualiser les actions dont chaque secteur devrait être responsable, et, là où des domaines de synergie potentiels existent, mener à des dialogues pour une meilleure collaboration. Les diagrammes ci-dessous illustrent le processus simplifié d’élaboration des arbres, mais dans le processus réel ils pourraient être étendus davantage pour rendre les goulots d’étranglement et les interventions encore plus spécifiques.



**Figure 21 : Conversion de l’arbre à goulots d’étranglement (problèmes) en arbre à interventions (solutions).**

### 5.3 Cartographie et appariement des parties prenantes et des ressources

La coordination multisectorielle n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'obtenir de meilleurs résultats, ce qui pourrait être réalisé grâce à un certain nombre de facteurs tels que l'amélioration du partage de l'information, la coordination des actions, l'évitement de la redondance, le partage et la maximisation des ressources, etc. Dans le cadre des efforts de coordination multisectorielle, certains pays ont lancé le processus de cartographie des parties prenantes et des ressources existantes dans le pays. Étant donné que l'IFNA met fortement l'accent sur la coordination et les actions au niveau infranational, il est fortement recommandé que l'IFNA joue un rôle en facilitant la cartographie des parties prenantes/ressources et les processus d'appariement dans les zones cibles.

#### **Processus recommandé pour la cartographie et l'appariement des parties prenantes et des ressources :**

- **Exercice de cartographie pour trouver les liens manquants :** L'objectif spécifique de cet exercice de cartographie/appariement devrait être de combler les lacunes et de s'attaquer aux goulets d'étranglement critiques, en particulier dans l'agriculture, la santé et d'autres secteurs pertinents, afin qu'ils puissent contribuer ensemble à s'attaquer aux problèmes nutritionnels prioritaires considérés. Par conséquent, il n'a pas à couvrir l'ensemble de la nutrition et des secteurs connexes, mais devrait plutôt être basé sur les goulets d'étranglement identifiés ci-dessus afin que les résultats de la cartographie puissent démontrer qui s'occupe déjà de certaines parties des voies de liaison agriculture-nutrition et où se trouvent les lacunes/liens manquants. En outre, il devrait également refléter les dimensions fonctionnelles en termes de mise en œuvre (qui fait quels projets/activités, qui soutient quelles modalités de prestation/extension des services, etc.) et de gouvernance (qui fait quoi dans la planification/budgétisation, le développement des ressources humaines, le S/E, etc.).
- **Création de liens et alignement des ressources :** L'appariement des ressources des différents secteurs/partenaires serait une tâche difficile dans la réalité. En s'appuyant sur les précédentes analyses participatives des lacunes et des goulets d'étranglement et sur les exercices de cartographie, l'IFNA pourrait soutenir davantage les dialogues des parties prenantes sur la manière dont les lacunes et les liens manquants pourraient être abordés, soit en reliant simplement les activités/projets existants, soit en envisageant la formation de nouveaux. Le processus devrait idéalement inclure l'identification de points de liaison réalistes au niveau de la mise en œuvre, l'élaboration d'un cadre de résultats communs et d'indicateurs pour le suivi, et la promotion de l'alignement des ressources sectorielles pour des résultats communs (par exemple, le partage des coûts

pour les intérêts communs, l'appui aux réunions d'examen conjoint), etc.

#### **5.4 Conception d'action par les voies de liaison agriculture-nutrition**

Comme nous l'avons déjà décrit en détail ci-dessus, le diagramme des Voies de liaison agriculture-nutrition pourrait aider à identifier les lacunes et les goulots d'étranglement qui peuvent bloquer les voies d'impact entre les intrants agricoles et les résultats nutritionnels. Comme il pourrait être adapté dans différents contextes à différents degrés de détail, il pourrait également servir d'outil de conception d'action pour un projet/programme complet sensible à la nutrition ou pour des actions spécifiques qui sont nécessaires pour relier les interventions existantes.

#### **5.5 Suivi et évaluation, et apprentissage mutuel**

Selon le Secrétariat de l'IFNA, l'IFNA a l'intention de contribuer aux efforts mondiaux/continentaux visant à améliorer la base d'informations/données probantes pour une programmation multisectorielle efficace en matière de nutrition, en mettant l'accent sur les actions basées sur l'agriculture sur le terrain. Étant donné que l'IFNA n'est pas un mécanisme de financement, il ne serait pas réaliste de s'attendre à ce que l'IFNA mobilise un montant considérable de fonds pour de nouveaux projets comportant des éléments de recherche à grande échelle dès le stade initial. La mission d'étude recommanderait donc les actions spécifiques suivantes qui pourraient contribuer à établir des assises pour répondre aux besoins en informations/données probantes de chaque pays.

##### **Actions recommandées en matière de S/E et d'apprentissage mutuel :**

- **Renforcer le système de S/E pour le retour d'information dans la gouvernance locale**
  - Identification d'un ensemble minimum d'indicateurs de S/E pour mesurer les progrès par rapport aux principaux goulots d'étranglement dans les Voies de liaison agriculture-nutrition.
  - Facilitation des dialogues entre les parties prenantes afin d'envisager des conceptions appropriées de S/E pour un retour d'information dans les plans du gouvernement local.
  - Incorporation d'activités de renforcement des capacités dans chaque projet/programme concerné afin de renforcer les processus de collecte des données, analyse et retour d'information, y compris la collecte et l'utilisation de données de référence appropriées.

■ **Faciliter l'apprentissage mutuel à différents niveaux**

- Diffusion des constatations/résultats du S/E et des leçons apprises à différents niveaux (p. ex., organes de coordination infranationaux et nationaux) pour faciliter l'internalisation des activités modèles dans la politique/stratégie gouvernementale et évaluer l'expansion potentielle des domaines cibles de l'IFNA.
- Soutien au processus mondial/continental d'apprentissage mutuel entre les pays cibles de l'IFNA et d'autres pays d'intérêt.

■ **Contribution possible aux activités de production de données probantes :**

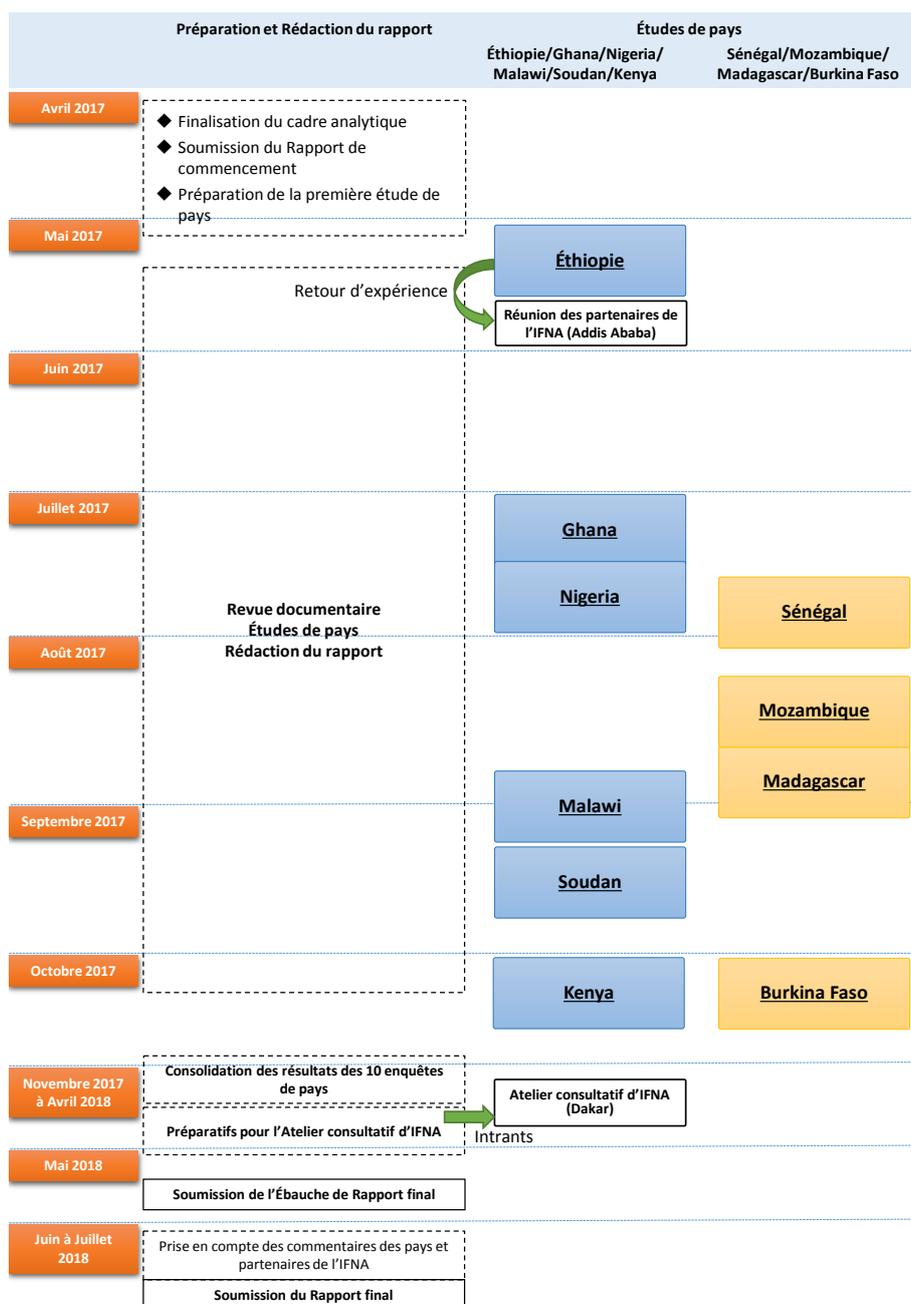
- Mobilisation des partenaires intéressés et des ressources pour planifier et mener des travaux d'analyse, de recherche opérationnelle et d'évaluation de l'impact qui pourraient combler les lacunes les plus critiques en matière d'information et de données probantes. Les besoins prioritaires en matière d'information et de données probantes devraient être déterminés dans le cadre de consultations techniques entre les parties prenantes internationales et nationales pertinentes.

## **Annexes**

# Annexes

## Annexe 1 : Calendriers de l'Enquête préparatoire de l'IFNA

Dans chaque pays, la mission d'étude a prévu de passer environ deux semaines à réaliser des entrevues avec les informateurs clés, de visiter un ou deux des sites les plus pertinents du projet, et d'organiser un atelier avec les parties prenantes afin de parvenir à un consensus sur une orientation stratégique dans le cadre de l'IFNA.



## **Annexe 2 : Méthodologie de l'Enquête préparatoire**

Les activités d'enquête ont été menées selon le processus suivant :

- 1) **Examen documentaire** : Acquérir et organiser l'information sous forme de documents de politique/planification, de rapports, de données, de revues universitaires, de sites Web officiels, etc. Recueillir autant d'informations que possible par le biais de conférences téléphoniques préparatoires avec des sources d'information pertinentes, le cas échéant.
- 2) **Préparation de formulaires d'entrevue** : Préparer des formulaires d'entrevue semi-structurés pour les entrevues à réaliser auprès des informateurs clés en vue d'obtenir davantage d'informations nécessaires, et, en même temps, demander leur opinion sur des sujets pouvant mener à des recommandations finales pour le cadre analytique (p. ex., points de liaison efficaces entre les différents secteurs, problèmes critiques à aborder ou lacunes critiques à combler dans les programmes de partenariat actuels).
- 3) **Entrevues avec des informateurs clés** : Réaliser des entrevues avec des informateurs clés parmi les personnes ressources des secteurs gouvernementaux et organisations partenaires, au moyen de formulaires d'entrevue semi-structurés.
- 4) **Visite de sites de programme** : Visiter les sites de programme sélectionnés, pour mieux comprendre comment les modèles de programme multisectoriels peuvent être conçus, mis en œuvre et évalués, et comment surmonter les principaux obstacles à la reproduction, à l'intensification et à l'adaptation, ainsi que pour identifier le type de soutien nécessaire à la création d'un environnement propice.
- 5) **Analyse** : Rassembler l'information et analyser les trains de mesures d'interventions potentiellement efficaces et les liens entre les différents secteurs, programmes, interventions et modalités de mise en œuvre. Identifier également les défis et opportunités dans l'opérationnalisation des trains de mesures multisectorielles en matière de nutrition sur la base du cadre analytique.
- 6) **Atelier** : Organiser un atelier dans chaque pays avec les principales parties prenantes afin de promouvoir un dialogue et d'établir un large consensus sur les trains de mesures multisectorielles en matière de nutrition potentiellement efficaces, les modalités de mise en œuvre, les défis et les prochaines étapes clés dans le cadre de l'IFNA.

### **Annexe 3 : Programme type pour l'Atelier des parties prenantes de l'Enquête préparatoire par pays**

<b>Temps</b>	<b>Activité</b>	<b>Par</b>
8:30-9:00	Inscription	
9:00-9:15	Discours d'ouverture / Concept de l'IFNA	[Organe de coordination]/ JICA
9:15-9:30	Présentation de la mission d'étude / des participants	Tous
9:30-9:40	Cadre analytique de l'enquête et objectif de l'atelier	Équipe de consultants
9:40-10:00	Principales constatations de l'Enquête préparatoire par pays	Équipe de consultants
10:00-10:15	Questions prioritaires en matière de nutrition et d'alimentation/agriculture	Équipe de consultants
10:15-10:30	Pause	
10:30-10:35	Explication de l'Exercice 1 du travail de groupe	Équipe de consultants
10:35-11:05	Travail de groupe (1) – Analyse des lacunes et des goulets d'étranglement	
11:05-11:25	Communication des résultats	Participants
11:25-11:30	Explication de l'Exercice 2 du travail de groupe	Équipe de consultants
11:30-12:00	Travail de groupe (2) – Interventions potentielles	
12:00-12:20	Communication des résultats	Participants
12:20-12:40	Discussion plénière sur les questions clés de la coordination	Équipe de consultants
12:40-12:50	Résumé des résultats et commentaires des participants	Équipe de consultants
12:50-13:00	Remarques de clôture	NEPAD
13:00-14:00	Déjeuner	

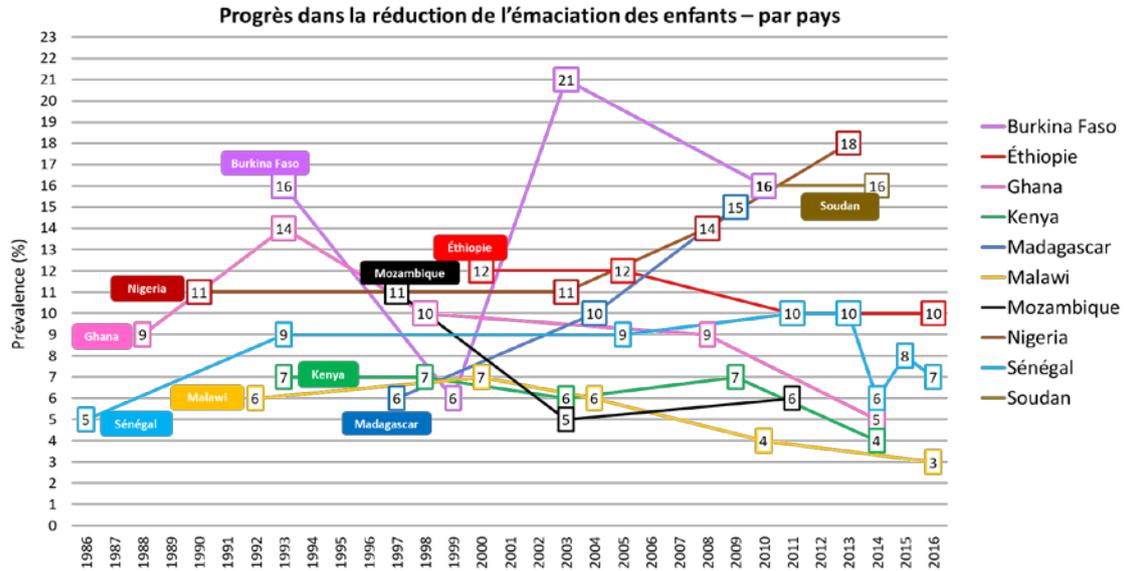
## Annexe 4 : Stratégies des principaux partenaires impliqués dans les programmes multisectoriels de nutrition

<b>Organismes multilatéraux</b>	
FAO	<p>La FAO cherche à réaliser un monde libéré de la faim et de la malnutrition, où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous d'une manière économiquement, socialement et environnementalement durable. En se concentrant sur la nutrition, elle cherche à améliorer les régimes alimentaires et à augmenter le niveau de nutrition des personnes les plus pauvres/vulnérables sur le plan nutritionnel, en tenant compte des sexes/spécificités et de manières durables.</p> <p>[STRATÉGIE ET VISION DU TRAVAIL DE LA FAO POUR SES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE NUTRITION, 2014]</p>
IFAD	<p>Les programmes/projets de l'IFAD favorisent la disponibilité, l'accessibilité, l'abordabilité et la consommation d'aliments diversifiés et nutritifs (y compris les cultures biofortifiées). Il s'efforce également d'accroître les connaissances et l'éducation en matière de nutrition et cherche à améliorer les pratiques et les comportements (p. ex., choix et qualité des aliments, entreposage, conservation et préparation) qui mènent à une alimentation saine à longueur d'année pour tous les membres de la famille.</p> <p>[Cadre stratégique de l'IFAD 2016-2025 : Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural, 2016]</p>
Banque mondiale	<p>La Banque mondiale aide les pays en constituant une base de connaissances, en fournissant une assistance technique pour la conception et la priorisation des politiques/programmes et en finançant l'intensification des interventions nutritionnelles fondées sur des données probantes. Elle fournit également des innovations, des infrastructures et des ressources pour améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, créer des emplois et dynamiser l'agro-industrie à travers les chaînes de valeurs, et produire des aliments sûrs et nutritifs.</p> <p>[<a href="http://www.worldbank.org/en/topic/nutrition/overview">http://www.worldbank.org/en/topic/nutrition/overview</a>; <a href="http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/overview#2">http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/overview#2</a>]</p>
WFP	<p>Le WFP aide les gouvernements à atteindre les objectifs Faim Zéro/ODD pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Il travaille sur des programmes spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition avec des partenaires multisectoriels pour créer des environnements qui favorisent une bonne nutrition. Le WFP met également l'accent sur le développement des capacités nationales pour trouver des solutions à long terme et influencer le dialogue politique plus large sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>[<a href="http://www.wfp.org/zero-hunger&amp;sa=U&amp;ei=67_UVLEY5MLLA-_BgOgO&amp;ved=0CCsQtwIwBQ&amp;usg=AFQjCNFMYnL2kl4rcucuNADg_42-Ep-OQ">http://www.wfp.org/zero-hunger&amp;sa=U&amp;ei=67_UVLEY5MLLA-_BgOgO&amp;ved=0CCsQtwIwBQ&amp;usg=AFQjCNFMYnL2kl4rcucuNADg_42-Ep-OQ</a>; <a href="http://www1.wfp.org/nutrition">http://www1.wfp.org/nutrition</a>]</p>
UNICEF	<p>L'UNICEF est l'un des principaux organismes d'assistance technique et financière en matière de nutrition dans la plupart des pays en développement. Outre sa longue expérience de travail intensif en interventions spécifiques à la nutrition, l'UNICEF soutient également des actions sensibles à la nutrition, telles qu'une stratégie conjointe de résilience communautaire en partenariat avec le WFP et la FAO, qui comprend des moyens de subsistance productifs, l'accès aux services de base et des filets de sécurité prévisibles. L'UNICEF gère également l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS), qui fournit de vastes ensembles de données compatibles à l'échelle internationale sur la nutrition et ses principaux facteurs sous-jacents.</p> <p>[<a href="https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_Annual_Report_2016.pdf">https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_Annual_Report_2016.pdf</a>, <a href="https://www.unicef.org/nutrition/files/Unicef_Nutrition_Strategy.pdf">https://www.unicef.org/nutrition/files/Unicef_Nutrition_Strategy.pdf</a>]</p>
OMS	<p>En tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies jouant un rôle normatif, l'essentiel du travail de l'OMS dans le domaine de la nutrition consiste à assurer la direction, l'orientation, l'établissement de normes et le suivi, y compris la fourniture d'une assistance technique pour élaborer des politiques/réglementations/programmes nationaux en matière de nutrition, l'élaboration d'outils techniques (p. ex., les normes de croissance de l'OMS) et la création/gestion des bases de données et des systèmes d'information liés à la nutrition, tels que la base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition, la Bibliothèque électronique de données factuelles pour les interventions nutritionnelles (e-LENA), le Système d'information sur le paysage nutritionnel (NLiS) et l'outil de suivi des objectifs nutritionnels mondiaux.</p> <p>[<a href="http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/255485/1/9789241512435-eng.pdf?ua=1">http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/255485/1/9789241512435-eng.pdf?ua=1</a>]</p>

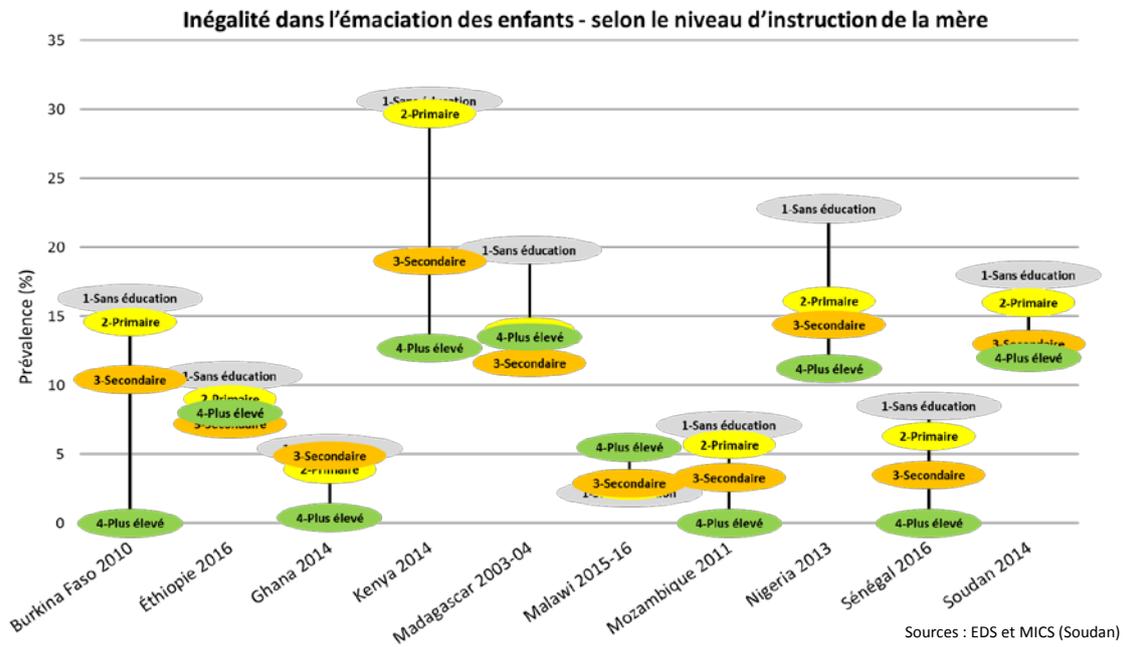
UE	<p>L'UE se concentre sur la réduction de la dénutrition, avec le retard de croissance comme principal objectif dans le cadre de sa politique nutritionnelle dans 40 pays. L'UE a également apporté son soutien au SUN et a contribué à réunir les partenaires afin de lutter contre la dénutrition à tous les niveaux et d'assurer une action cohérente et ciblée à l'appui des plans nutritionnels nationaux.</p> <p>[Premier rapport d'étape sur le plan d'action de la Commission sur la nutrition, juillet 2014 – mars 2016]</p>
ONU Femmes	<p>ONU Femmes se consacre à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Grâce à une programmation conjointe avec d'autres partenaires, tels que IFAD/WFP/FAO, elle contribue à soutenir les moyens de subsistance des femmes et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en soutenant les petites entreprises, en fournissant des semences de haute qualité et des services de vulgarisation agricole, en créant des coopératives agricoles et en fournissant des aliments enrichis.</p> <p>[Rapport annuel d'ONU Femmes 2016-17]</p>
<b>Organismes bilatéraux</b>	
USAID	<p>L'USAID fait progresser la sécurité alimentaire mondiale en aidant à améliorer les conditions de vie humaines les plus élémentaires. L'initiative du gouvernement des États-Unis sur la faim et la sécurité alimentaire dans le monde, appelée « Feed the Future », soutient le développement du secteur agricole afin d'augmenter les revenus et de réduire la faim, la pauvreté et la dénutrition. Une autre initiative, appelée SPRING, fournit un soutien technique pour prévenir le retard de croissance et l'anémie maternelle et infantile au cours des 1 000 premiers jours, relier l'agriculture et la nutrition, et créer des changements sociaux et comportementaux par la communication.</p> <p>[<a href="https://feedthefuture.gov/countries">https://feedthefuture.gov/countries</a>; <a href="https://www.spring-nutrition.org/about-us">https://www.spring-nutrition.org/about-us</a>]</p>
GIZ	<p>Les projets/programmes de GIZ sont basés sur la sécurité alimentaire/nutritionnelle de l'initiative mondiale spéciale « Un monde sans faim » du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et visent à renforcer la sécurité alimentaire/nutritionnelle. L'Afrique est le centre d'intérêt régional pour ses activités en raison des taux les plus élevés de faim et de malnutrition ou des problèmes nutritionnels les plus dramatiques qui s'y trouvent.</p> <p>[One World - No Hunger -A brief outline of the Special Initiative; <a href="https://www.giz.de/en/worldwide/34977.html">https://www.giz.de/en/worldwide/34977.html</a>]</p>
DfID	<p>Le DfID travaille pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et contribue à la réalisation des Objectifs mondiaux, dont l'engagement de sortir 500 millions de personnes de la faim et de la malnutrition d'ici 2030. Il met également l'accent sur la réduction de la pauvreté et aide à garantir que chaque personne ait accès aux services de base (p. ex., l'éducation, la santé, la planification familiale, une meilleure nutrition et l'EAH).</p> <p>[DfID, Rapport annuel et Comptes 2015–16]</p>
<b>Organisations non gouvernementales</b>	
GAIN	<p>Le Programme mondial Agriculture pour la nutrition du GAIN renforce les liens entre l'agriculture et la nutrition en identifiant les approches les plus efficaces pour maintenir et améliorer la valeur nutritive des aliments tout au long de la chaîne de valeurs agricole – de la production et l'entreposage des aliments à leur transformation, distribution, vente au détail et préparation – pour aider à rendre les aliments nutritifs plus abordables et accessibles aux populations vulnérables. Il favorise la diversité alimentaire en aidant les entreprises à innover et à se développer dans le but d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés locaux. Le programme met l'accent sur les points suivants : (1) renforcer les chaînes de valeurs des produits nutritifs ;(2) façonner les systèmes alimentaires nutritifs ;et (3) améliorer la nutrition des exploitants agricoles.</p> <p>[<a href="https://www.gainhealth.org/programs/agriculture-nutrition/">https://www.gainhealth.org/programs/agriculture-nutrition/</a>]</p>
HKI	<p>Le programme « Enhanced-Homestead Food Production » (EHFP) de HKI, développé il y a plus de 25 ans, vise à autonomiser les femmes des ménages pauvres d'Afrique et d'Asie. Il travaille avec les exploitants agricoles locaux et les organisations communautaires pour établir des plateformes communautaires, telles que les fermes modèles villageoises et les écoles agricoles de terrain. Dans ces groupes organisés, les femmes reçoivent une formation pratique sur les pratiques de jardinage et d'agriculture. Le programme encourage la production et la consommation de légumes à feuilles vertes riches en fer, de fruits riches en vitamine A et de sources de protéines vitales comme la volaille, les chèvres et le poisson.</p> <p>[<a href="http://www.hki.org/our-work/improving-nutrition/helping-families-grow-better-food#.WkB9ft9I82w">http://www.hki.org/our-work/improving-nutrition/helping-families-grow-better-food#.WkB9ft9I82w</a>]</p>

Save the Children	<p>Save the Children se concentre sur les « 1 000 premiers jours ». Ses projets visent à réduire la malnutrition chez les femmes et les enfants afin d'aider les enfants à atteindre leur plein potentiel de croissance et de développement, en appliquant une approche intégrée qui réunit les secteurs de la santé/nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) et de l'agriculture. Ils ont également des stratégies complémentaires, telles que l'amélioration des plateformes communautaires de prestation de services et de création de la demande, la collaboration avec le secteur privé et le renforcement des capacités des gouvernements infranationaux et de la société civile en matière de nutrition intégrée.</p> <p>[<a href="http://www.savethechildren.org/site/c.8rKLIXMGIpI4E/b.9250263/k.FC1D/Nutrition.htm">http://www.savethechildren.org/site/c.8rKLIXMGIpI4E/b.9250263/k.FC1D/Nutrition.htm</a>]</p>
ACF	<p>La politique de sécurité nutritionnelle d'ACF (2014) fournit un cadre global pour les actions de lutte contre la dénutrition. L'approche d'ACF en matière de sécurité nutritionnelle s'appuie sur le cadre conceptuel de l'UNICEF en matière de nutrition et vise un impact durable et à long terme sur la dénutrition. La politique reconnaît l'importance des interventions sensibles à la nutrition dans l'agriculture et d'autres secteurs pour réduire la dénutrition.</p> <p>[<a href="http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/acf_2014_nutrition_security_policy_en_0.pdf">http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/acf_2014_nutrition_security_policy_en_0.pdf</a>]</p>
WaterAid	<p>WaterAid travaille avec les gouvernements nationaux pour contribuer au succès de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-25 en soutenant les actions menées par les pays pour améliorer l'accès à l'EAH pour les personnes les plus vulnérables à la dénutrition. Il vise également à renforcer l'approche fondée sur des données probantes pour des actions intégrées efficaces en matière de nutrition et d'EAH, à travailler en partenariat avec les ministères responsables de la nutrition et de l'EAH, et à accroître la sensibilité nutritionnelle de ses propres programmes d'EAH. La campagne mondiale de WaterAid, appelée « Healthy Start », vise à améliorer la santé et la nutrition des nouveau-nés et des nourrissons en intégrant de l'eau propre, des toilettes décentes et une bonne hygiène.</p> <p>[WaterAid. Creating Lasting Change, Global Annual Report 2016-17; <a href="https://www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1722">https://www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1722</a>]</p>
<b>Instituts de recherche et Initiatives</b>	
IFPRI	<p>L'IFPRI fait partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), un partenariat mondial de recherche pour un avenir de sécurité alimentaire. L'IFPRI fournit des solutions politiques fondées sur la recherche pour réduire durablement la pauvreté et mettre fin à la faim et à la malnutrition dans les pays en développement. Comme indiqué ci-dessus, l'IFPRI a joué un rôle influent dans la conceptualisation du lien entre l'agriculture et la nutrition à travers son travail sur le système alimentaire pour la nutrition et l'agriculture sensible à la nutrition. L'IFPRI est l'organisme chef de file du Programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH) qui aide à réaliser le potentiel du développement agricole pour offrir aux pauvres une santé et des bénéfices nutritionnels équitables pour les hommes et les femmes.</p> <p>[<a href="http://www.ifpri.org/about">http://www.ifpri.org/about</a>; <a href="http://a4nh.cgiar.org/">http://a4nh.cgiar.org/</a>]</p>
CIP	<p>Le CIP, qui fait partie du CGIAR, développe et diffuse des patates douces à chair orangée (OFSP) riches en vitamine A et biofortifiées. La biofortification, qui augmente la teneur en micronutriments de la patate douce ou d'autres cultures grâce à la sélection conventionnelle, intègre durablement l'apport en micronutriments dans les modes de production et de consommation alimentaires quotidiens et réguliers. Le programme OFSP du CIP entend se concentrer sur les endroits où la malnutrition est répandue et où la patate douce a un avantage agronomique inhérent en tant que culture à cycle court qui nécessite peu d'intrants et peut donner des rendements comparativement élevés même dans des conditions marginales.</p> <p>[<a href="https://cipotato.org/programs/resilient-nutritious-sweetpotato/">https://cipotato.org/programs/resilient-nutritious-sweetpotato/</a>]</p>
CIMMYT	<p>Le CIMMYT travaille dans l'ensemble du monde en développement pour améliorer les moyens de subsistance et favoriser une agriculture plus productive et durable pour le maïs et le blé, en ciblant les défis cruciaux que sont l'insécurité alimentaire et la malnutrition, le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Par exemple, les recherches du CIMMYT sur le développement de variétés de maïs à forte teneur en bêta-carotène représentent une stratégie prometteuse pour améliorer la disponibilité des vitamines et des minéraux pour les personnes dont l'alimentation est dominée par des cultures vivrières de base pauvres en micronutriments.</p> <p>[<a href="https://www.cimmyt.org/our-work/">https://www.cimmyt.org/our-work/</a>; <a href="http://www.cimmyt.org/biofortification-to-fight-hidden-hunger-in-zimbabwe/">http://www.cimmyt.org/biofortification-to-fight-hidden-hunger-in-zimbabwe/</a>]</p>
WorldFish Center	<p>WorldFish mène des recherches sur les stratégies visant à améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la consommation de poissons riches en nutriments et sûrs par les consommateurs pauvres, avec un accent particulier sur les femmes et les enfants au cours des 1 000 premiers jours de vie dans les pays d'Asie et d'Afrique.</p> <p>[<a href="https://www.worldfishcenter.org/tags/nutrition">https://www.worldfishcenter.org/tags/nutrition</a>]</p>

## Annexe 5 : Tendances et situation des autres indicateurs nutritionnels – Comparaison entre pays

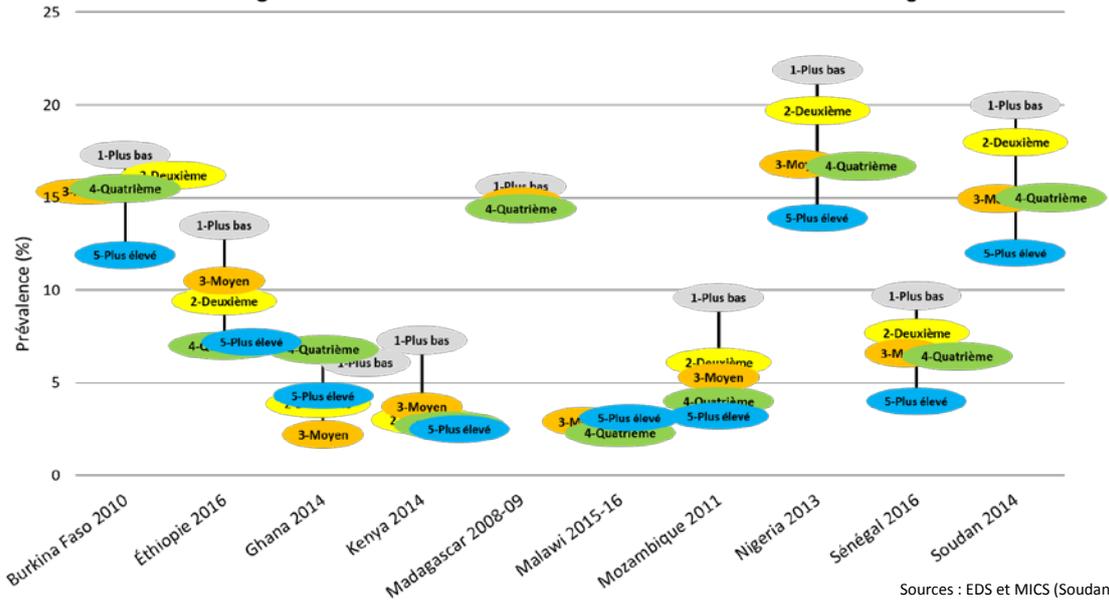


Sources: DHS et MICS (Soudan)

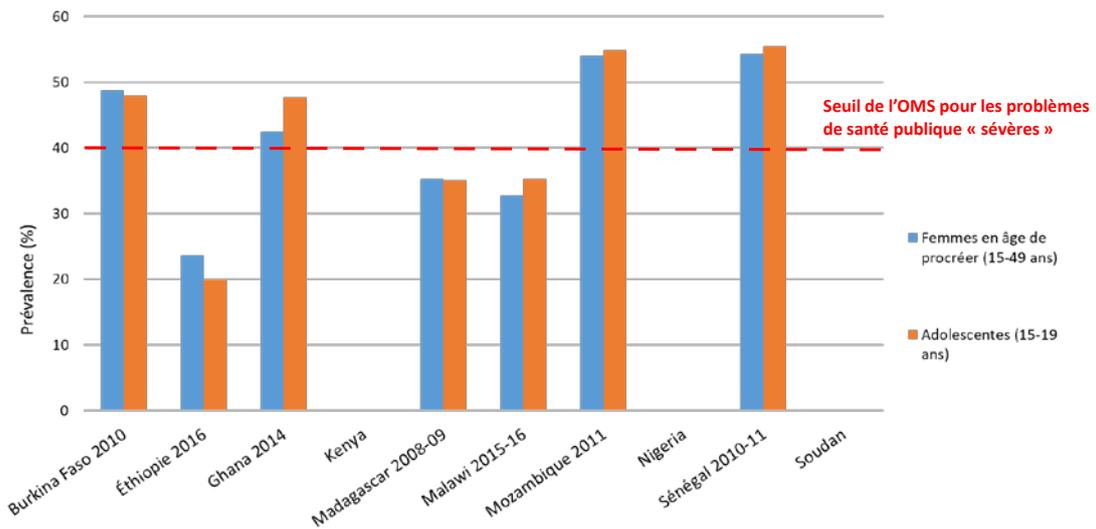


Sources : EDS et MICS (Soudan)

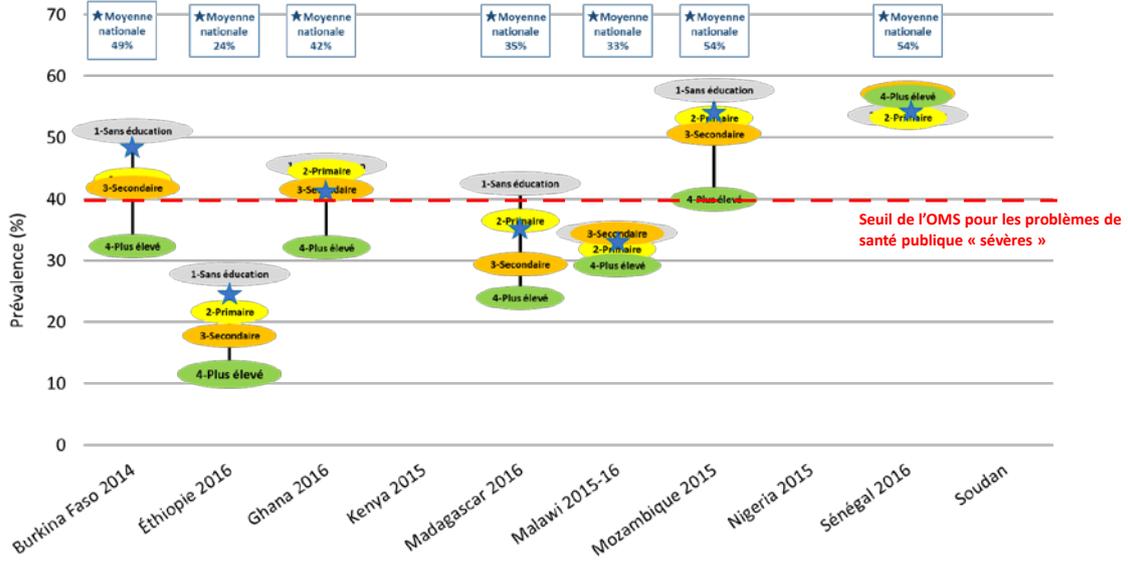
### Inégalité dans l'émaciation des enfants – selon la richesse des ménages



### Situation de l'anémie chez les femmes – selon l'âge

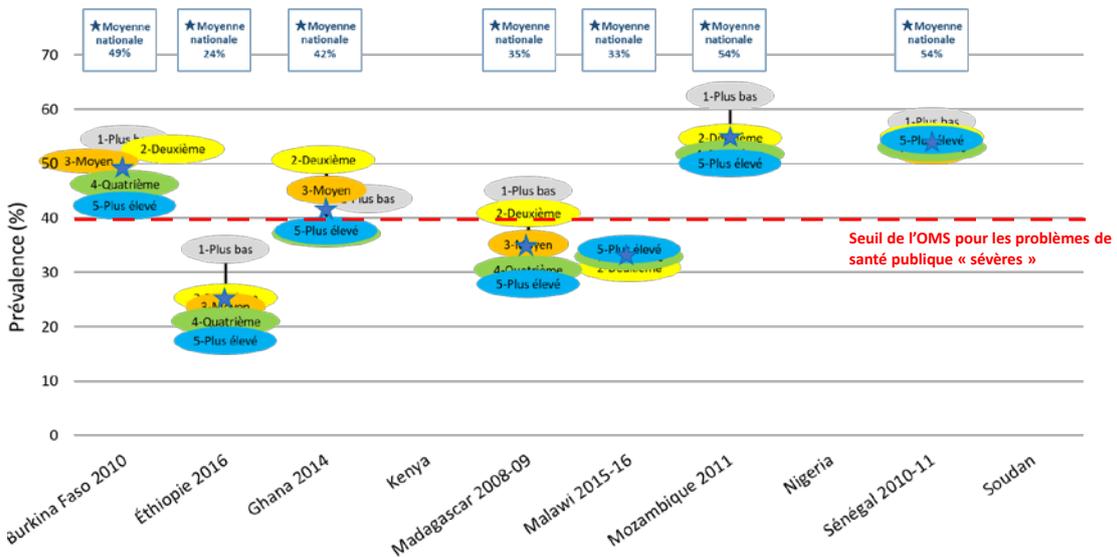


### Inégalité dans l'anémie des femmes – selon le niveau d'instruction de la mère



Source : EDS

### Inégalité dans l'anémie des femmes – selon la richesse des ménages



Source : EDS